This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

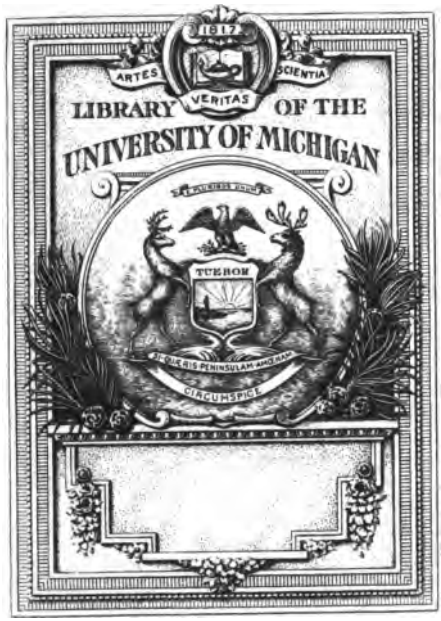
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

BUHR A

a39015 01810753 5

Tientsin Press, Ltd.
TIENTSIN, CHINA.
Publishers, Book-binders
and
Stationers.



DS
721
.05

La Chine

novatrice et guerrière

DU MÊME AUTEUR

De la Côte d'Ivoire au Soudan et à la Guinée. In-8, *illustré* — 3e ÉDITION —. (Paris, Hachette et Cie). . . . . **10** fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

1451-06. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 11-06.

CAPITAINE D'OLLONE

La Chine
novatrice et guerrière

Librairie Armand Colin
Paris, 5, rue de Mézières
1906

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

Published November 28th, nineteen hundred and six,
Privilege of copyright in the United States reserved,
under the Act approved March 3 1905,
by Max Leclerc and H. Bourrelier, proprietors of Librairie Armand Colin.

Lib. Com.
French Bk. - Peiping
10-5-1935
31057

AVERTISSEMENT

Les éléments de ce livre ont été recueillis en Chine au cours d'une mission qu'a bien voulu me confier M. le Ministre de l'Instruction publique.

Dès les premiers jours m'est apparue l'impossibilité de comprendre, à plus forte raison d'expliquer, l'attitude de ce pays en face de la civilisation occidentale sans une connaissance, sommaire si l'on veut, mais tout au moins réfléchie, de son passé; traiter les Chinois, ainsi qu'on fait souvent, comme des nègres primitifs dont l'observation directe suffit à révéler la mentalité, c'est témoigner d'une psychologie par trop rudimentaire et d'une méthode vraiment peu scientifique. Ce n'est donc point une pédanterie déplacée — car je ne suis nullement sinologue — mais un vif sentiment de la complexe réalité qui m'a déterminé à conduire le lecteur par le chemin de l'histoire jusqu'au cœur des événements actuels.

Cette histoire, nous devrions d'autant moins l'ignorer que les Chinois ont pris la peine de l'écrire : ils sont le seul peuple du monde qui possède ses Annales officielles. C'est de celles-ci que sont tirés tous les noms, tous les textes cités dans ce volume, et s'il est permis de juger hasardeuses et téméraires les idées, assez nouvelles à la

vérité, que j'en ai déduites, du moins sous le rapport des faits n'ai-je à redouter d'autres critiques que celles méritées par les *Annales* elles-mêmes.

Aucune traduction intégrale n'existant de cette Histoire immense, il m'eût fallu, pour citer mes sources, alourdir ces pages d'innombrables références. Une bonne fortune m'est échue : alors que ce livre était presque achevé et que la première partie, *la Chine guerrière*, avait déjà paru dans la *Revue de Paris* du 15 avril 1905, le père Wieger, missionnaire de la Société de Jésus, a publié, en trois volumes, un résumé des Annales et des principaux travaux qui s'y rapportent, auquel il me suffit de renvoyer[1]. On y trouvera mentionnés, à la date indiquée, la plupart des citations et des faits que j'avais, labeur désormais inutile, puisés en plus de cent ouvrages; je l'ai d'ailleurs mis à contribution pour compléter mon œuvre. En dehors de ce répertoire et des classiques chinois, il ne me restera à citer, au cours de ces pages, que quelques auteurs récents dont les opinions méritent la discussion ou font autorité.

H. O.

1. *Textes historiques*, par le P. Wieger, 1905 (Ho-Kien-Fou, Tcheli-Sud-Est).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 3

LIVRE I

LA CHINE GUERRIÈRE

CHAP. I. — Nomades et sédentaires 11
— II. — La féodalité. — Fondation de l'Empire. — La Grande Muraille 18
— III. — Les Han. — Conquêtes et explorations 29
— IV. — Les Trois Empires. — Dislocation générale. — Royaumes huns 35
— V. — Les Turcs. — Dynastie des T'ang. — Les Kitaï et les Mandchous. — Dynastie des Soung. 40
— VI. — L'Empire mongol 48
— VII. — Les Ming. — Conquête de la Chine par les Mandchous 62
— VIII. — La dynastie mandchoue 67
— IX. — Arrivée des Européens. — Choc des deux civilisations 75

LIVRE II

LA CHINE NOVATRICE

PREMIÈRE PARTIE

La Chine religieuse.

CHAP. I. — Religion primitive. — Lao-tsé. — Confucius. — Le culte des Ancêtres 91
— II. — Introduction du Boudhisme. — Progrès du Taoïsme. — Persécutions 102
— III. — Christianisme. — Islamisme. — Zoroastrisme. — Nouveaux cultes chinois 112
— IV. — Persécutions. — La religion de Confucius s'organise. — Le Pur Auguste. — Les trois religions n'en font qu'une 118

CHAP. V. — Toutes les religions envahissent la Chine.... 124
— VI. — Destruction du Nestorianisme. — Persécutions politiques contre les chrétiens et les musulmans. — Triomphe du Confucianisme 132

DEUXIÈME PARTIE

La Chine administrative et sociale.

CHAP. I. — Luttes de la noblesse, du pouvoir royal et des clercs. — Luttes du communisme et de la propriété..... 154
— II. — Choix des fonctionnaires. — Examens. — Permanence de la noblesse..... 162
— III. — Administration. — Finances. — Code..... 169
— IV. — Armée..... 179
— V. — Inventions diverses..... 186

LIVRE III

LA CHINE ACTUELLE

PREMIÈRE PARTIE

Apparences et réalités.

CHAP. I. — Forces de conservation et d'évolution. — Science sociale..... 195
— II. — Aspects antimilitaires. — Qualités et défauts militaires..... 208
— III. — L'histoire chinoise..... 236

DEUXIÈME PARTIE

La transformation moderne.

CHAP. I. — Réformes de 1860 à 1900..... 245
— II. — Depuis 1900. — Chemins de fer, télégraphes, téléphones, centralisation..... 255
— III. — Organisation militaire..... 263
— IV. — Réforme de l'enseignement..... 280
— V. — Finances 285
— VI. — Politique xénophobe..... 298

CONCLUSION..... 307

LA CHINE

NOVATRICE ET GUERRIÈRE

INTRODUCTION

Pour le voyageur qui débarque en Chine, le premier étonnement vient de ne trouver aucun monument ancien. Toutes les vieilles civilisations ont écrit leur passé en caractères de granit ou de marbre : les temples, les palais le proclament; il apparaît toujours présent, toujours vivant même dans les ruines.

En Chine, rien! Dans cette Chine millénaire, où le sol devrait être recouvert d'une floraison d'édifices, œuvres d'innombrables générations, les monuments les plus anciens, si on excepte quelques remparts et quelques tours, datent de deux ou trois siècles. Tout est construit en matériaux périssables, argile, bois et papier; vieux à peine de quelques années, les édifices apparaissent décrépits, prêts à s'écrouler, déjà hors d'usage; les

canaux qui s'envasent, les chemins transformés en bourbiers, les digues qui s'effondrent, tout donne l'impression d'une ruine prochaine. Presque rien de ce qui existe aujourd'hui ne subsistera dans cinquante ans.

Décadence! dit-on. Mais une déchéance récente et subite n'eût point fait disparaître les vestiges du passé splendide, et une lente décomposition ne s'accorde point avec le peu que l'on sait de l'histoire : les noms des empereurs K'ang-si et K'ien-loung, dont les règnes ont rempli le XVIIIe siècle, évoquent la période peut-être la plus glorieuse et la plus prospère de toute l'histoire chinoise. D'ailleurs la vie grouillante, la débordante activité, l'ardeur au travail et au gain, qui se manifestent de toutes parts et forment avec la décrépitude des choses le plus éclatant contraste, démentent toute idée de sénilité et de décadence.

Et un doute vous saisit. Ce sont les ruines de Thèbes, d'Athènes et de Rome qui imposent de croire à l'antiquité de l'Egypte, au génie de la Grèce, à la puissance romaine. Si en Chine les choses ne résistent point aux injures du temps, d'où vient cette miraculeuse longévité des institutions? Se peut-il que le gouvernement, que les lois, les coutumes demeurent immuables depuis des milliers d'années, et qu'une race, capable

d'édifier pour l'éternité sa constitution, se soit trouvée impuissante à imprimer à la matière ce même caractère de durée que tant de nations éphémères ont su lui donner?

Pourtant la Grande Muraille, les remparts cyclopéens qui entourent chaque ville, le gigantesque réseau de canaux et de digues qui couvre la contrée témoignent que nulle part le peuple n'a été plus apte aux grands travaux. La merveilleuse richesse des palais et des mausolées de la dynastie régnante, qui en 1860 et en 1900 éblouit les envahisseurs européens, prouve que le luxe et le goût des arts n'étaient point contraires aux mœurs traditionnelles. Où donc sont les résidences des anciens empereurs, les demeures des princes et des gouverneurs des siècles passés? Où sont les vieux temples, et les tombeaux vénérés?

Les quelques vestiges qu'on en trouve, si rares, sont bien faits pour ébranler toutes nos idées préconçues. Dans la solitude de vallées sauvages, d'où l'homme est banni, des colosses de pierre, d'un style barbare, animaux symboliques, effigies de guerriers et de ministres, forment des avenues grandioses; elles mènent à des collines artificielles sous lesquelles, comme les Pharaons sous leurs pyramides, dorment en un réduit secret, les Fils du Ciel environnés de leurs tré-

sors. L'impression est farouche, on se transporte aux époques primitives. Et tout cela est contemporain, c'est l'œuvre, toujours continuée, des cinq derniers siècles! Quoi! si proches de nous et si barbares! Mais les énormes murailles de tant de cités vivantes ou mortes, parlent bien haut à leur tour : pour motiver de si prodigieuses défenses, il a fallu de formidables assauts. Si rien ne subsiste, des siècles écoulés, que quelques monuments qui témoignent, jusqu'aux époques récentes, de guerres et de barbarie, n'est-ce pas à des dévastations, à des ravages, à des bouleversements terribles que la Chine d'aujourd'hui doit cet aspect singulier, à la fois neuf et décrépit, de pays sans passé et sans avenir?

Cependant, hormis quelques sinologues, qui parmi nous en connaît l'histoire! Dans quel plan d'études générales, dans quel programme d'examen, dans quel ouvrage de vulgarisation en est-il fait mention? La Chine est *un peuple sans histoire*, tel aujourd'hui qu'aux premiers âges du monde : cela, chacun le croit, le dit, le répète; c'est une formule commode, qui dispense d'en savoir plus long.

Mais l'heure est passée de nous leurrer nous-mêmes par de semblables artifices, en vérité un peu enfantins. Entraînés aujourd'hui dans la vie

mondiale, nous ne pouvons persister à nous croire seuls dans l'univers, à penser que, seuls, ont importé à l'humanité les faits et gestes de notre petite Europe. D'ailleurs les connaissons-nous bien? A cent reprises, ou mieux sans trève ni cesse, elle a lutté contre des peuples d'origine et de civilisations différentes, Scythes, Huns, Arabes, Mongols, Turcs. D'où venaient-ils? de quelles mystérieuses réserves sortaient ces hordes ennemies qui à chaque instant mettaient en péril notre existence même?

« Les Chinois et nous ne possédons chacun qu'une moitié de l'Histoire, ou de ce qu'on veut bien décorer de ce nom. » Du rapprochement de ces deux parties complémentaires d'un immense tout jailliront des clartés inattendues sur un avenir dont l'inconnu est gros de menaces. Le Péril jaune n'est point de ces problèmes qu'une impression de touriste suffise à résoudre. « La Chine, a-t-on dit, a les pieds dans le présent et la tête dans le passé. » Pour connaître où elle va, demandons au passé le secret de sa marche!

LIVRE I

LA CHINE GUERRIÈRE

I

Nomades et Sédentaires.

D'une antiquité sans date, immobile, immuable, momie gigantesque qu'enserre un réseau de traditions et de préjugés, et qui dort depuis les premiers âges d'un sommeil tout peuplé de souvenirs merveilleux; antinomie vivante de l'action, de la force, du progrès, telle apparaît la Chine au monde occidental. Récente d'origine, en perpétuelle transformation, agrégat de peuples divers par la race, le langage, les coutumes, soumis et maintenus par la force, progressive, guerrière et conquérante, telle elle se montre à qui ouvre ses annales[1].

1. « Aucun pays n'a été en proie à plus de révolutions, et n'a subi plus de bouleversements dans son gouvernement; il a fait en politique l'expérience de tous les systèmes, depuis le socialisme jusqu'à la tyrannie; il a connu toutes les doctrines philosophiques; ses mœurs et ses coutumes ont été profondément altérés ». (Henri Cordier, *Revue de l'Histoire des Religions*, 1880.)

L'histoire de Chine ne commence, selon les écrivains les plus compétents, qu'en 722 av. J.-C., avec la *Chronique de la principauté de Lou*, par Confucius[1].

722 av. J.-C.! alors que tant de siècles avaient vu la splendeur de l'Égypte et de la Chaldée, que Troie n'était plus qu'un souvenir, que l'Assyrie déjà touchait au terme de sa triomphante destinée, au moment même où Rome apparaissait sur la scène du monde, c'est alors seulement que commence l'histoire de ce peuple réputé éternel!

Sans doute il existait auparavant, et depuis assez longtemps, car il avait atteint un certain degré de civilisation. Mais nul monument, nul livre authentique n'est là pour témoigner de ce passé, et les ingénieuses allégories que, perfectionnant le procédé du Télémaque et plaçant Salente au début de leur histoire, les moralistes ont proposées à l'imitation des empereurs et à l'édification des foules, ne peuvent plus nous faire illusion.

Quel est donc en 722 l'état de la Chine?

Elle n'existe pas, du moins la Chine que nous concevons.

1. Sur cette donnée fondamentale, en dehors de laquelle toute considération sur la Chine s'effondre dans le vide, consulter notamment : Chavannes, *Mémoires historiques de Sema-Tsien*, t. I; Henri Cordier, *Revue Historique*, 1882 et *passim*.

Le long du Hoang-ho inférieur vit un peuple sans nom, qui lui-même se désigne ainsi : les Cent-Familles ; originaire de loin sans doute, car l'appellation évoque une scission soudaine, des fugitifs groupés, de longues migrations à travers des peuples inconnus, que frappe moins le nom, bientôt oublié, des nouveaux venus, que leur nombre ; enfin des luttes, des épreuves dont, sorti triomphant, on aime à rappeler le souvenir[1].

C'est de Chaldée, peut-être, qu'étaient parties ces cent familles, plus de 2 000 ans av. J.-C. : le Turkestan et la vallée du Tarim auraient conduit leur invasion. En tout cas, elles s'étaient emparées du pays par la force, car on les voit tenir en servage des peuples barbares, les anciens maîtres du sol, ainsi que les Annales en font foi. Hommes libres et serfs, la population ne dépassait pas douze millions d'âmes, suivant un recensement de l'an 684 av. J.-C.

Tout autour, au sud du Yang-tse, dans les montagnes du sud-ouest, sur les côtes, les sauvages restaient les maîtres. « Aller tout nu leur

1. Encore aujourd'hui le nombre des noms de famille de Chine se réduit à 342 (pour 400 millions d'habitants!) et beaucoup d'entre eux viennent des peuples non chinois soumis et assimilés. Les familles portant le même nom se considèrent toujours comme parentes et tout mariage entre elles est en principe interdit.

semblait beau »; ils avaient les cheveux courts, le corps tatoué « afin de ressembler à des dragons et d'effrayer les crocodiles et les serpents »; ils ignoraient musique, rites, bref toute civilisation. Sans doute ne faut-il pas prendre à la lettre cette description méprisante des auteurs chinois, qui affectent le même dédain que les Grecs pour l'étranger, « le barbare » : dans telle réunion de princes en 556, on voit un « roi des tribus sauvages » prendre part au conseil et y faire fort bonne figure.

Au nord et à l'ouest, sur les immenses espaces de la Mandchourie, du Turkestan, du Tibet, vivent des nomades pasteurs et chasseurs, toujours à cheval, toujours en luttes, pillards et fuyards sans repos. De tous les peuples du monde, ceux-ci ont joué le rôle le plus considérable. Inexpugnables dans leurs steppes, terribles par leurs attaques soudaines, ils sont depuis le commencement des âges la terreur des empires sédentaires, proie qu'une heure de défaillance livre à ces corsaires aux aguets. Scythes, Huns, Turcs, Tartares, Mongols, Mandchous, peu importe le nom de la tribu dominante, peu importe même la parenté plus ou moins proche de ces tribus, groupements passagers, incessamment faits et défaits, autour d'un chef de guerre heureux. Scythes conquérants

de l'Assyrie au VIIe s. av. J.-C., vainqueurs de Cyrus qui avait osé s'aventurer sur leur domaine, envahisseurs victorieux de l'Inde qui devient un empire scythique; Huns provoquant par leur pression les agressions des Germains sur les frontières romaines, submergeant ensuite de leur flot l'Empire d'Occident; Mongols conquérant au galop l'Asie Centrale, la Russie, la Pologne, la Prusse, la Hongrie, ne s'arrêtant sur l'Adriatique et devant Vienne que par suite de la mort du Grand Khan, et restant pendant deux cents ans campés sur la Volga, maîtres et suzerains de la Russie entière ; Turcs, d'abord chefs de bandes au service de tous les princes de l'Asie Occidentale, bientôt partout les maîtres, renversant et rétablissant à leur profit l'Empire d'Orient, poussant à leur tour jusqu'à Vienne, et maintenant depuis cinq cents ans, malgré la chrétienté, leur joug sur une partie de l'Europe; Mongols enfin conquérant l'Inde que les Anglais leur arracheront, telle est la moitié de l'extraordinaire histoire de ces peuples qui n'ont pas d'histoire.

L'autre moitié, c'est celle de leurs luttes contre la face opposée du continent, ce versant Est du « toit du monde » qui nous ignore et dont nous ne savons rien.

Leur rôle n'est pas là moins considérable, et

nous les verrons, après mille alternatives de revers et de succès, devenir enfin définitivement maîtres de toute la Chine. Empire turc, Empire de l'Inde, Empire de Chine, ces nomades que nous nous plaisons à dépeindre comme barbares, inaptes à toute organisation, à toute installation sédentaire, construisent les plus formidables États qui aient jamais été; voici cinquante ans seulement (1857) que le Grand Mogol est tombé; mais, à Constantinople et à Pékin, le Grand Turc et le Grand Khan maintiennent le souvenir des cataclysmes humains qui ont renversé les plus puissants empires, et une menace toujours suspendue au-dessus des nôtres.

Ainsi le monde chinois présentait un aspect absolument analogue à l'Europe d'alors : au sud, des peuples sédentaires, la plupart peu civilisés et semblables aux Gaulois et aux Ibères, mais dont quelques-uns beaucoup plus avancés, pareils aux Latins et aux Grecs, ne tarderont pas à s'unifier, puis à soumettre et assimiler tous les autres; au nord, des barbares aux retraites impénétrables, qui harcèlent l'empire ainsi formé jusqu'au jour où, s'en étant rendus maîtres, ils sont à leur tour conquis par sa civilisation et en deviennent partie intégrante. Nous retrouverons sans cesse cette singulière symétrie de l'Occident et de l'Extrême-Orient.

La conquête des peuples du sud par les Cent-Familles, une lutte sans répit contre les nomades du nord et de l'ouest jusqu'à la complète unification du monde jaune, telle va être l'histoire de ce que nous nommons la Chine.

Faute d'autres documents, force est de nous en tenir aux annales des Cent-Familles; par là, celles-ci concentrent toute l'attention et nous apparaissent comme les Chinois par excellence; mais ayons toujours présent à l'esprit qu'elles ne constituaient pas seules la Chine, pas plus que le peuple romain ne constituait l'Europe. Et si c'est une étude captivante au plus haut point que de voir par quelles dures épreuves, par quelles luttes extérieures et intestines s'est créé et maintenu le plus vaste empire du globe, c'est à condition de n'en pas méconnaître les éléments divers et hétérogènes : ce sont les difficultés de l'œuvre qui en rendent le succès prodigieux et véritablement admirable.

II

La Féodalité. — Fondation de l'Empire. — La Grande Muraille.

Le peuple des Cent-Familles vivait sous le régime féodal : des rois, en nombre variable, — on en compte ordinairement sept ou huit, mais il y en eut jusqu'à cent cinquante-cinq, car le moindre potentat se proclamait roi, — des princes, des feudataires de tous rangs, hiérarchisés sous des titres qui correspondent exactement aux nôtres, ducs, marquis, comtes, vicomtes et barons.

Au-dessus de tous par sa dignité, mais sans aucun pouvoir, un souverain de caractère beaucoup plus religieux que temporel, qu'une fausse analogie avec le monarque actuel fait décorer dans les traductions du nom d'Empereur, mais bien plus semblable à un pape ou à un khalife.

Seul il offre les sacrifices au Seigneur du Ciel, aux Esprits de la Terre, de l'Air et de l'Onde; il fixe le calendrier, c'est-à-dire les dates des fêtes religieuses sur lesquelles se règle toute la vie sociale; il détermine les rites et gouverne la musique. C'est là tout son empire. Un des rois, celui de Tsin, a le titre et les fonctions de chef des princes; c'est lui qui convoque et préside leurs diètes, sans que le prétendu empereur soit consulté, ni même informé. On voit l'empereur King, en 480, se confondre en remerciements parce que le roi de Ou daigne lui notifier que son royaume a soutenu durant cinquante ans des guerres terribles contre plusieurs autres princes et qu'il vient d'en sortir vainqueur : « Ainsi donc vous me rendez hommage comme au chef de l'empire; j'en ressens une grande joie », dit l'empereur dont l'étonnement est manifeste. Un autre empereur est même convoqué à la diète par le roi de Tsin, chef des princes, et il obéit.

L'analogie est frappante avec l'état de choses qui subsistera au Japon jusqu'à la Révolution de 1868 : Mikado et Fils du Ciel, tout aux cérémonies religieuses, vivent en dehors du siècle, claustrés dans leur résidence, tandis qu'à travers des luttes incessantes les seigneurs se disputent le titre de Chef des princes et le pouvoir souverain.

Fatalement, un jour ou l'autre, autorités spirituelles et temporelles sont destinées à entrer en conflit; mais tandis qu'au Japon le mikado triomphera, en Chine ce sera le chef militaire qui supprimera le pontife suprême et réunira la puissance religieuse à son propre pouvoir séculier.

Faut-il raconter l'histoire de ces États? Ce ne sont que guerres interminables. Quatre royaumes se disputent l'hégémonie, entraînant tous les autres dans leur orbite : au nord Tsin qui, en 457, se disloque violemment en trois royaumes; au sud Tch'ou, qui dévore ses voisins Ou et Yué; Tsi dans l'est, et enfin à l'ouest Ts'in, situé dans les montagnes au sud de la boucle du Hoang-ho, en étroit contact avec les nomades de Mongolie et du Tibet, contre lesquels il lutte sans cesse, et presque barbare comme eux par mélange de sang et isolement des autres royaumes.

Ces guerres rappellent tout à fait celles des peuples de l'Orient, Égyptiens, Assyriens, Perses. Les armées sont des multitudes innombrables : maintes fois les historiens leur attribuent six cent mille hommes comme à celles de Xerxès ou de Darius. La ligne de bataille est formée par des chars entourés de troupes légères qui obscurcissent le ciel de leurs flèches; les chefs, une fois leurs dispositions prises et le signal donné, ne

songent le plus souvent qu'à montrer l'exemple : montés sur leur char, ils se précipitent dans la mêlée et cherchent le général ennemi pour le percer de leurs traits. Qu'on compare tel récit de bataille aux combats devant Troie ou aux exploits de Ramsès II à Qodshou : sauf le ton du narrateur, qui en Chine manque de lyrisme, tout est pareil.

Notons que ce fut dans un intérêt stratégique, pour faciliter le transport des armées, que le roi de Ou fit creuser, entre Hang-tchéou, le Yang-tsé et le Hoang-ho, le premier et le plus important tronçon du futur canal impérial (485-481). Le prodigieux réseau de canaux qui fera de la Chine une gigantesque Hollande, se poursuivra sous l'empire des mêmes préoccupations, comme de nos jours, la construction des chemins de fer. En Chine même les œuvres de paix sont conçues en vue de la guerre [1].

Cependant le royaume de Ts'in, aguerri par ses luttes continuelles contre les nomades et devenu une puissance militaire formidable, entreprend de conquérir les autres royaumes. La lutte dure cent ans, avec de terribles alternatives. Ce sont des carnages effroyables. Ts'in, « la bête

1. Voir p. 247.

féroce de Ts'in », donne une prime par tête d'ennemi coupée, et on trouve dans les annales cette comptabilité à faire frémir : après telles batailles cent vingt, cent cinquante mille têtes payées, après telle autre, à Tchan-ping en 260, plus de quatre cent mille!

En 255, le roi de Ts'in, qui déjà s'était arrogé le droit de célébrer les sacrifices impériaux, annexe purement et simplement à son royaume le petit domaine où vivait reclus l'empereur-pontife, supprimé sans autre formalité. En 221, le dernier et terrible adversaire de Ts'in, le roi de Tch'ou est à bas. Maître du territoire entier des Cent-Familles, concentrant sur sa tête tous les pouvoirs divins et humains, le roi de Ts'in, voulant qu'à l'éclat encore inconnu d'une telle puissance corresponde un titre nouveau, réunit ceux de Hoang et de Ti qu'ont successivement porté les souverains pontifes, et se proclame « Cheu Hoang-ti », le premier Roi des Rois, le premier Empereur. Vraiment empereurs désormais, tous les souverains de Chine garderont ce titre de Hoang-ti.

Pendant ces siècles de luttes intestines, les Huns avaient sans cesse poussé sur les frontières de terribles incursions. Pour s'en garantir, les rois voisins avaient élevé des forteresses dans

tous les défilés des montagnes. Le premier Empereur imagina de relier par une enceinte continue ces forts d'arrêt. Et alors se dressa cette formidable muraille, longue de *dix mille lis* (3 500 kilomètres environ), qui est le plus gigantesque travail que l'homme ait jamais exécuté.

Cette Grande Muraille a fourni un inépuisable thème de moqueries; on a voulu y voir la conception d'un peuple peu guerrier qui ne sait que se cacher derrière un mur, d'un peuple si réfractaire aux idées militaires que l'absurdité stratégique d'un tel moyen de défense, impossible à garder sur toute sa longueur, ne lui est pas apparue.

N'en déplaise aux railleurs, la Grande Muraille était d'une conception irréprochable. Contre des adversaires qu'on ne peut poursuivre, par conséquent détruire, et qui n'ont rien à craindre chez eux, on est sans défense chez soi : les plus brillantes victoires n'assurent pas la sécurité. Fortifier les villes était insuffisant : c'étaient les campagnes, les récoltes, les paysans qu'il fallait protéger.

Les nomades étaient des cavaliers : le mur les arrêtait. Leurs chevaux habitués à tous les terrains pouvaient passer partout : le mur n'avait pas d'interruption, même dans les pentes escar-

pées. Les agresseurs pouvaient, sans doute, enlever d'assaut quelques points de cette immense enceinte, mais non faire passer leurs montures, à moins de la renverser; or une muraille de dix mètres de hauteur, d'une largeur de dix mètres à la base, de quatre au sommet — telles sont les dimensions dans presque tous les passages dont l'accès naturel est facile — n'est pas aisée à démolir, surtout pour des nomades dépourvus de machines. Cependant à la longue ils y fussent parvenus... si la Muraille n'avait rempli sa fonction essentielle, qui ne paraît guère avoir été entrevue par les modernes critiques, et cependant capitale au point de vue militaire : elle constituait une *route stratégique* incomparable, par laquelle les défenseurs répartis sur toute la frontière arrivaient à la rescousse.

Large au sommet de quatre mètres, elle donnait passage aux troupes; par les parapets qui des deux côtés la bordaient, elle protégeait leur marche contre les flèches, comme par son élévation contre les charges; tous les cent mètres, des tours à cheval sur la chaussée, qu'elles pouvaient barrer par des herses, empêchaient l'ennemi maître d'un point de se répandre sur l'enceinte. Les renforts arrivaient donc au point voulu, rapidement et en toute sécurité, comme par un

passage souterrain. Trois immenses routes, larges de cent mètres et exhaussées de dix, l'une longeant l'Océan, les deux autres partant de la capitale, amenaient les secours de l'intérieur, et complétaient ce système défensif.

Ce rôle de chemin de ronde explique pourquoi l'enceinte n'a pas d'interruption, même en des points que leur escarpement rend impossibles à aborder : c'est justement là qu'une voie praticable était indispensable, et de fait la muraille se réduit en ces endroits à une simple chaussée, à peine surélevée pour l'écoulement des eaux; l'Européen en déduit que le Chinois, uniquement préoccupé de *la face*, a négligé les parties de son travail qu'il ne croyait pas devoir être vues, interprétation ridicule et qui montre à quelles absurdités peut conduire notre habituel mépris de tout ce qui n'est pas conforme à nos préjugés.

En réalité, par son plan comme par ses détails, par la largeur de la voie, par sa continuité, par l'organisation des ouvrages, par les routes annexes qui s'y reliaient, la Grande Muraille, bien loin de témoigner contre la valeur militaire des Chinois, révèle des idées stratégiques très avancées et que j'oserais presque qualifier de modernes. Tout l'opposé de la défensive inerte et couarde qu'on a dépeinte, c'est un système de

protection qui, avec un minimum de forces, retarde l'ennemi par des obstacles, et par des chemins couverts aménagés à l'avance, amène les troupes de choc au point menacé.

Au surplus faut-il rappeler que les Romains, dont on ne conteste guère les vertus militaires, ont, précisément par les ordres de deux grands empereurs guerriers, élevé eux aussi deux Grandes Murailles, le mur d'Adrien et le mur de Trajan, qui visaient au même but, mais ne présentaient qu'à un moindre degré les caractéristiques, effort colossal et habileté dans la conception, de la Muraille de Chine.

Cet Hoang-ti, qui a fondé en Chine le premier empire, qui l'a organisé, fortifié, qui a même donné à la contrée son état civil — car la plupart des sinologues font venir de Ts'in le nom de Chine (Tchina en sanscrit, Thin en grec, Sina en latin) sous lequel l'Occident s'est habitué à désigner l'Empire du Milieu, — cet Hoang-ti aurait dû laisser un nom vénéré. Il est resté en exécration. C'est qu'il avait commis un crime impardonnable : fatigué de s'entendre, à chacun des actes d'une vie si active, reprocher de ne pas suivre les exemples de tel prince légendaire ou les préceptes de tel philosophe fameux, il ordonna de détruire tous les livres d'histoire, de philoso-

phie et de littérature, épargnant les seuls livres utiles, science, médecine, agriculture. Un tel dessein semble au-dessus des forces humaines, mais l'homme qui a bâti la Grande Muraille savait se faire obéir : de tous les livres antérieurs, il ne reste que quelques ouvrages de Confucius, cachés dans le mur de sa maison[1]. On conçoit la rancune des historiens contre ce prince, et comme ils ont dû se venger en écrivant son histoire!

Et cependant, c'est à Hoang-ti que les lettrés doivent l'importance prodigieuse dont ils jouissent en Chine. Ce conquérant, destructeur de rois et de princes, avait besoin d'hommes pour gouverner son empire. Il se méfiait des seigneurs, restés sans doute fidèles à l'ancien ordre de choses : il fit appel à des hommes nouveaux, et tout naturellement choisit ceux qui se distinguaient par leurs connaissances. L'empire fut divisé en préfectures. A la vérité, la féodalité ne disparut nullement, comme on a coutume de le dire; seules ses têtes furent abattues, mais les seigneurs conservèrent leurs fiefs, et aujourd'hui encore existe une noblesse terrienne héréditaire; les rois eux-mêmes reparurent presque aussitôt.

1. Parmi eux se trouvait le fameux Chou-King, l'Histoire par excellence pour les Chinois — d'ailleurs sans réelle valeur. Voir pages 94 et 97.

Les préfets ne furent guère que des délégués impériaux, surveillant les seigneurs et l'exécution des ordres de l'empereur, envoyant des rapports et des avis, et pareils aux légats et commissaires qui existent aujourd'hui encore en mainte région mal soumise.

En somme, Louis XI chinois, Hoang-ti supprima, pour un temps, les grands vassaux, mais la féodalité subsista.

III

Les Han. — Conquêtes et explorations.

Le Premier Empereur eut pour successeur un fils incapable, cruel et débauché. Les peuples mal soumis se soulevèrent de toutes parts. Après le meurtre de l'empereur, une anarchie effroyable, pendant laquelle tous les aventuriers se disputaient le pouvoir, déchira la contrée. Enfin en 202 av. J.-C., un de ces aventuriers, nommé Liéou-Pang, physionomie de Chinois caractéristique, audacieux mais rusé, prudent mais tenace, généreux et fourbe, réussit à imposer son autorité et se déclara empereur. Comme il était originaire du pays de Han dont il avait commencé par se faire prince, sa dynastie porte dans l'histoire le nom de *Han*. Elle a laissé un renom si durable que les Chinois du nord, aujourd'hui encore, s'intitulent « hommes de Han ».

Liéou-Pang était sans instruction, il avait des allures vulgaires et rudoyait les lettrés : le latin même permettrait difficilement d'exprimer de quelle manière il leur témoignait son mépris, dans leur bonnet! Et cependant, historiens et littérateurs se confondent en louanges à son endroit. C'est que malgré sa grossièreté, peut-être affectée pour se débarrasser des insupportables donneurs de conseils, ce rusé soldat avait fait les deux actes les plus propres à se concilier toute la gent plumitive : il avait levé l'excommunication prononcée par le Premier Empereur contre les vieux livres et leurs possesseurs, et surtout, un jour qu'il passait devant le tombeau de Confucius, il avait célébré le premier sacrifice en l'honneur de celui qui aujourd'hui est vénéré comme un Dieu.

La dynastie des Han atteignit l'apogée de sa puissance sous l'empereur Ou qui régna cinquante-trois ans, de 140 à 87 av. J.-C. Ce furent des années de guerres continuelles, presque toutes heureuses. A peine l'empire était-il fondé qu'il se lançait à la conquête du monde. La Chine au sud du Yang-tsé fut pour la première fois soumise, ainsi que le Tonkin, Haïnan, le Yunnan, le Setchouen. Les armées impériales envahirent la Corée, royaume jadis fondé par un prince chinois et, depuis 245 av. J.-C., tributaire d'un des États

confédérés, mais qui maintenant prétendait à l'indépendance; des Japonais qu'elles y trouvèrent leur révélèrent l'existence du Japon[1]. L'empereur dirigea contre les Huns des expéditions formidables, dont il commanda plusieurs en personne. Des armées périrent dans les steppes mongoles, pourtant les nomades furent rejetés loin des frontières de l'empire.

Mais ce qui atteste le mieux la force d'expansion et l'esprit d'aventure des Chinois dans cette période, ce fut l'exploration de Tchang-kien, qui, durant dix ans, à travers mille périls, reconnut la Mongolie jusqu'au lac Baïkal, la Kachgarie et le Turkestan jusqu'à la mer d'Aral, peut-être l'Afghanistan. A son retour et sur ses rapports, l'empereur envoya une armée en Sogdiane, royaume issu du morcellement de l'empire d'Alexandre, et gouverné par des Grecs qui se soumirent à la Chine.

Sous le règne de Suan-ti, une scission se produisit parmi les Huns qui eurent deux khans rivaux. L'un d'eux, pour obtenir l'appui de l'empereur, se déclara son vassal et vint en 51 av. J.-C.

1. Plus tard les historiens chinois attribueront aux Japonais une origine chinoise : ils descendraient de princes de la maison royale de Ou, qui se seraient enfuis lors de la destruction de ce royaume au cours des guerres féodales, en 473 av. J.-C.

lui prêter hommage dans sa capitale. Les Huns formèrent dorénavant deux nations distinctes : les Huns orientaux sur les frontières de Chine, et les Huns occidentaux qui, se rejetant vers l'ouest, dominèrent bientôt jusqu'à la Caspienne et l'Oural, d'où Attila les mènera à la conquête de l'Europe.

La féodalité ne tarda pas à redevenir redoutable : les empereurs donnaient des apanages et des titres royaux à leurs fils, à leurs frères, dont les descendants innombrables s'arrogeaient des pouvoirs de plus en plus grands. L'empire était toujours prêt à se décomposer dès que la main de l'empereur faiblissait. En l'an 5 ap. J.-C., le régent Wang-mang détrôna l'empereur enfant et renversa la dynastie des Han. Mais ses innovations[1] et sa cruauté soulevèrent la grande insurrection des Sourcils rouges, ancêtres des Taïping et des Boxeurs ; un prince de la famille des Han rallia leurs partisans et, après vingt ans de luttes terribles, réussit à s'emparer du trône et à fonder la deuxième dynastie des Han, appelée les Han orientaux parce qu'ils établirent leur résidence dans les provinces de l'est.

Tout l'empire était à reconquérir : non seulement

1. Voir p. 159.

les possessions lointaines s'étaient affranchies, et les incursions des Huns s'enhardissaient, mais les peuples autochtones de l'intérieur, fort peu chinoisés, — beaucoup ne le sont pas encore aujourd'hui — étaient en état d'hostilité ouverte. De la Mongolie à l'Annam, un grand capitaine, Ma-yuan, le Pacificateur des flots, conduisit vingt campagnes victorieuses (25-49 ap. J.-C.) Par une série de succès qui tenaient du prodige, coups d'audace déconcertants, stratagèmes, négociations subtiles, Pan-chao, avec une poignée d'hommes conquit les trente-six royaumes du Turkestan (73-102). Il avait presque atteint les frontières du monde romain : les deux grands empires étaient sur le point d'entrer en contact. En 97, Pan-chao députa vers les Romains l'ambassadeur Kan-iin, mais celui-ci rebroussa chemin; plus tard, en 166, une ambassade de l'empereur Antonin arrivera par mer en Chine.

Sans doute, sans les Parthes dont l'implacable hostilité contre les Romains ferma les routes, des relations actives se fussent établies, car Rome était avide des soies qui lui arrivaient de la « Serica regio » et du « Sinarum situs ». En empêchant cette conjonction des deux grandes civilisations, la gréco-romaine et la chinoise, conjonction que plus tard l'affaiblissement simul-

tané de la Chine et de Rome et l'interposition des barbares rendront définitivement impossible, ce sont les Parthes qui ont préparé au monde les problèmes redoutables que fait naître aujourd'hui le choc de ces deux forces énormes, développées dans des voies si longtemps divergentes. La face de l'univers eût été renouvelée par la fusion des deux civilisations encore naissantes.

IV

Les Trois Empires. — Dislocation générale. Royaumes huns.

Une série d'empereurs incapables et débauchés, livrés à l'influence des eunuques, amène de terribles révoltes; les bandes rebelles des Turbans Jaunes dévastent l'empire, qui se disloque. Les Han vaincus s'enfuient dans le Se-tchouen, où ils maintiennent leur domination; les contrées au sud et au nord du Yang-tsé forment deux grands États. C'est la période appelée les Trois Empires (220-280). Mais en outre une foule de principautés et de royaumes indépendants se sont formés; bien entendu les territoires lointains, comme l'Indo-Chine, la Corée, le Turkestan, ont depuis longtemps repris leur indépendance.

Les Trois Empires et les mille principautés se font des guerres acharnées. Grâce surtout à un

roman du XIVe siècle qui raconte cette période dans le goût de notre Roman de la Rose ou de nos chansons de geste, mille anecdotes merveilleuses, devenues populaires embellissent le souvenir de cette époque; Kouan-yu, héros victime de son courage, est devenu le dieu de la guerre, et sa statue révérée se rencontre partout[1]. La réalité, qu'on sait par les Annales, fut atroce. Un recensement fait en 156 ap. J.-C. avait donné 50 millions d'âmes; en 280, il n'y avait plus que 13 863 000 adultes, ce qui pouvait donner en tout vingt-cinq millions d'habitants : la moitié de la population avait péri. Un instant unifié par le triomphe d'un des princes rivaux, l'empire se décompose et cesse véritablement d'exister.

Il ne faut pas être dupe de la fiction par laquelle les lettrés chinois tentent d'imposer la croyance à un empire éternel dans le passé, et, par suite, dans l'avenir. « Il n'y a qu'un seul soleil, il ne peut y avoir qu'un seul et unique empereur », dit Confucius. C'est cet axiome qui régit l'Histoire. Les annalistes ne dissimulent point les révolutions, les conquêtes, les changements de dynasties, et même de races; ils admettent que

1. C'est ainsi que de nos jours même, au Japon, le commandant Hirose, qui succomba héroïquement dans une des tentatives du blocus de Port-Arthur, vient d'être admis au nombre des dieux.

plusieurs souverains ont régné à la fois, et que l'anarchie absolue était l'état le plus fréquent, mais peu leur importe : pourvu que le titre suprême ait trouvé une tête sur qui se poser, l'Empire a toujours existé. L'Empereur, soit! mais non l'Empire. Simple simulacre, sans pouvoir ni prestige, les événements, même narrés par les Annalistes, démentent l'importance que ces fonctionnaires affectent, par profession, d'attacher au titre impérial.

A partir de 317, tandis que des fantômes d'empereurs chinois, réfugiés au sud du Fleuve Bleu, s'établissent à Nankin, tout le nord du fleuve tombe sous la domination des Huns qui prennent également le titre impérial.

Que font là ces Barbares? La Grande Muraille ne les a donc point retenus? Sans doute ils ont tout détruit, tout massacré, et ne règnent que sur un désert?

La Grande Muraille n'avait pas eu à les arrêter : ils étaient déjà depuis 350 ans installés à l'intérieur. De même qu'en Occident les Romains, lassés des perpétuelles attaques des Germains, ne trouvèrent rien de mieux que d'établir sur leurs frontières plusieurs tribus franques, chargées de soutenir le choc de leurs congénères, de même que l'Empire grec accueillit

et utilisa pour sa défense Serbes et Bulgares, les Chinois avaient accepté avec empressement la soumission de tous les transfuges tartares et leur avaient confié la garde de leurs frontières. Ces terribles défenseurs firent bientôt, comme en Occident, la loi à leurs maîtres. Leurs bandes, toujours acquises au plus offrant, avaient pris part à toutes les guerres intestines. Quand l'empire des Han s'effondra, les Huns se trouvèrent maîtres de la Chine du nord.

Qu'on n'aille pas d'ailleurs, sur la foi de ce nom de Barbares que les Chinois leur donnent, et parce qu'ils ne possédaient ni villes, ni arts sédentaires, les prendre pour des sauvages incultes! On ne saurait mieux les comparer qu'aux Arabes de l'Algérie : pasteurs nomades à la recherche de pâturages pour leur troupeaux, vivant sous la tente, mais parfaitement groupés sous le commandement de chefs héréditaires, soumis à des règles traditionnelles, amoureux de la guerre, de la chasse, des chants qui célèbrent les exploits, il serait aussi injuste de les traiter de sauvages qu'un Abd-el-Kader, par exemple. Leurs armées comptent souvent, d'après les Chinois, 200 000 et même 400 000 hommes disciplinés et organisés. On voit en 192 av. J.-C. le Grand Khan en relations de poésie avec l'impéra-

trice chinoise. A la mort du grand Ou, c'est un prince hun, venu à la cour comme otage, que son mérite fait nommer Régent. De fréquentes unions établissent une parenté proche entre le Fils du Ciel et le Khan, et lorsque celui-ci se proclame empereur dans la Chine du Nord, c'est à titre d'héritier légitime, par les femmes, de la dynastie des Han.

Bref, si ces races qui ont joué et jouent encore un rôle capital sont à peine connues de nous, et seulement par une réputation telle que leur nom est synonyme de barbarie, de sauvage férocité, c'est que l'absence de monuments de leur passé et de leurs institutions a enveloppé leur existence séculaire de ténèbres, que venaient seules dissiper, par instant, leurs irruptions semblables à des coups de tonnerre.

V

Les Turcs. — Dynastie des T'ang. — Les Kitaï et les Mandchous. — Dynastie des Soung.

En 545, apparaît pour la première fois le nom d'un nouveau peuple nomade, les Turcs. C'était une tribu des Huns, sans importance jusque-là; mais le départ des Huns de l'ouest vers l'Europe, l'établissement des Huns de l'est dans le nord de la Chine avaient laissé la steppe presque vide; les Turcs s'étaient multipliés, avaient groupé autour d'eux toutes les fractions éparses. Ils vont dorénavant jouer contre la Chine et les Huns chinoisés le même rôle que jadis ceux-ci ont tenu. Bientôt plusieurs de leurs clans, qui se déclarent vassaux, sont installés en deçà de la Grande Muraille : à la solde du premier aventurier, ils deviennent des faiseurs de rois.

Les innombrables états ont tous repris les noms

des royaumes et principautés d'avant la première unification : preuve que ces noms correspondaient à des divisions politiques naturelles, et que seule la force avait établi une unité factice. On se croirait revenu à l'époque qui précéda Cheu Hoang-ti. Dans cette situation identique, une histoire identique recommence : un des royaumes dévore les autres et rétablit l'empire, comme fit Ts'in, puis comme lui s'écroule dès le second règne (581-616) ; de l'anarchie sortira une dynastie, les T'ang, tout à fait comparable pour sa durée et son éclat à celle des Han (616-907)[1].

A peine l'empire est-il unifié que les guerres de conquêtes recommencent. En 605, les armées chinoises soumettent le Tonkin et l'Annam et contraignent au tribut le Cambodge. Le système des canaux est développé pour faciliter le transport des troupes, et l'empereur Yang-ti circule partout sur sa flotte. En 606, le Turkestan est repris, et l'empereur s'y rend lui-même l'année

1. Il est curieux de voir ce parallélisme se manifester jusque dans les détails les plus rares. Ainsi les deux fondateurs des dynastie Han et T'ang laissèrent le trône à des enfants en bas âge, et chaque fois les impératrices douairières s'emparèrent du pouvoir. Elles l'exercèrent avec cette même autorité qui fait dire de la souveraine actuelle qu'elle est le premier homme d'État de l'empire. Sémiramis, Agrippines, Catherines de Médicis ou de Russie, ces femmes remarquables ont reçu et méritent tous ces noms. Leur histoire témoigne de l'ascendant que leur sexe sait prendre dans le monde chinois et du rôle important qu'il y joue.

suivante; l'histoire rapporte que chaque soir autour de son camp on dressait un panneau circulaire de deux mille pas de tour représentant une ville peinte : le célèbre voyage de Catherine II en Tauride n'a été qu'un pastiche.

En 611, se dirige vers la Corée, depuis longtemps affranchie de sa vassalité, la plus formidable armée qu'on ait jamais vue, un million cent trente mille soldats et autant de coolies, tandis qu'une énorme flotte vogue directement vers la presqu'île. On croirait lire la marche de Xerxès. Le récit du passage du fleuve Liao-ho, large comme un bras de mer, rappelle celui de l'Hellespont. Tandis que le gros de l'armée, hors d'état de se mouvoir, s'attardait au siège de Liao-yang — qui n'a pas attendu la guerre russo-japonaise pour être un champ de bataille historique — une armée de 350 000 hommes franchissait le Yalou et se portait sur Pin-hsiang pour coopérer avec la flotte. Comme les Perses à Athènes, les Chinois entrèrent dans la capitale, qu'ils pillèrent; mais ensuite, affamés, harcelés, ils trouvèrent leur Platée et périrent presque tous. L'empereur s'enfuit. Deux fois il revint avec de nouvelles armées : Liao-yang résista encore. Cependant le roi de Corée, épuisé, demanda la paix et se reconnut vassal. Mais le Xerxès chinois, rentré

presque seul dans ses états, y trouva lui aussi la révolte et la mort.

Sitôt la nouvelle dynastie des T'ang maîtresse de tout le pays, les conquêtes recommencèrent. Les armées chinoises s'avancèrent jusqu'à la Perse, dont le souverain, vaincu par les Arabes, se réfugia auprès d'elles; son fils Firouz reçut de l'empereur le gouvernement du Turkestan. Du côté opposé, la Corée, vassale peu fidèle, attira à maintes reprises les armes impériales.

Ce fut la cause d'une rupture avec le Japon, qui déjà élevait sur cette contrée des prétentions fondées sur la conquête — probablement imaginaire — qu'en aurait faite, vers l'an 200, la légendaire impératrice Jingo. Aussi, en 637, un ambassadeur chinois envoyé au Japon y fut-il mal reçu, et tous les rapports rompus entre les deux nations. Mais en 667 une armée chinoise de 300 000 hommes conquit la Corée entière, et le Japon — il prit seulement ce nom en 671; jusque-là les Chinois l'appelaient Ouo-kouo, royaume barbare — se replaça dans l'obédience chinoise.

Des ambassades mirent en rapport la Chine avec les Khalifes Abbassides; il y eut des Arabes au service chinois. Le Tonkin et l'Annam furent repris. Une armée chinoise, grossie des contingents du Tibet et du Népal, envahit l'Inde, s'em-

para de six cents villes et prit dans sa capitale Magadha (aujourd'hui Patna) le souverain qui fut emmené captif en Chine.

Mais bientôt les Tibétains deviennent des voisins redoutables et agressifs. Pendant cinq siècles ils vont constituer une puissance également menaçante pour les Chinois, les Arabes et pour les Nomades de la steppe. En vain le Khalife Haroun-el-Raschid s'allie-t-il contre eux avec le Fils du Ciel. En 763, ils entrent victorieux dans la capitale chinoise Singanfou. La terrible invasion mongole devra s'y prendre à trois fois pour les subjuguer : Gengis Khan et son successeur Mangou mourront à la peine avant d'y avoir réussi.

Comme toutes les autres, la grande dynastie des T'ang s'écroule par la faute de ses derniers souverains, tombés dans la débauche, et le choix d'héritiers trop jeunes dont les régents et ministres ne songent qu'à leur propre intérêt : un général la renverse en 907. Mais son prestige est resté tel qu'aujourd'hui encore les Chinois du sud, sur lesquels l'autorité des précédentes dynasties avait été presque nulle, se désignent eux-mêmes sous le nom d' « hommes de T'ang », comme ceux du nord s'appellent « hommes de Han ».

*
* *

Une série de coups d'État et de révoltes militaires met en cinquante ans cinq dynasties, dont trois turques, sur le trône. En 960, la dynastie chinoise des Soung réussit à fonder un pouvoir durable, quoique précaire et d'étendue chaque jour plus restreinte. Seize États indépendants se partagent les provinces extérieures.

De nouveaux barbares, les Kitaï, maîtres de toute la Mandchourie et de la Mongolie orientale, entrent en scène. Comme jadis les Huns, les Turcs se sont divisés : les Turcs de l'ouest étendent leur puissance sur le Turkestan, la Perse, l'Asie Mineure; les Turcs de l'est sont devenus chinois : aux Kitaï maintenant de jouer leur rôle. En 1023, l'empereur est obligé de leur payer tribut, de leur céder le Petchili et de leur reconnaître le titre d'empereur qu'ils s'étaient arrogé depuis 912 : ils sont comptés dorénavant parmi les dynasties chinoises. Ce sont eux qui construisent Pékin. Leur renommée est telle que c'est leur nom qui sert chez tous les peuples tartares et, par eux, jusqu'en Europe, à désigner la Chine : on l'appelle Katai ou Cathay; les Russes, encore aujourd'hui, ne la connaissent que sous le nom de Kitaï.

Mais une nouvelle tribu tartare, descendue aussi du nord-est, les Mandchous, vint à la rescousse des Soung, en attaquant les Kitaï par derrière (1111). Ceux-ci, vaincus, furent rejetés dans la steppe. Un de leurs princes, homme fort cultivé et membre du collège des Han-Lin (l'Académie de Chine), gagna la Mongolie occidentale, y rallia sous sa bannière de nombreuses tribus, et alla se tailler dans le Turkestan un empire : ce sera le fabuleux *royaume du Prêtre Jean*.

Poursuivant leurs succès, les Mandchous assiégèrent et firent prisonnier dans Kaifong-fou, sa capitale, l'empereur Soung, qui fut emmené en captivité. Mais un de ses frères réussit à s'enfuir au sud du Yang-tsé, où il maintint la domination de sa dynastie. Les Mandchous ne parvinrent pas à franchir le fleuve Bleu; maîtres de toute la Chine du nord, ils y firent d'importants travaux de canalisation et continuèrent à embellir Pékin. Les Soung, malgré leur faiblesse militaire, donnèrent un grand éclat aux lettres et aux arts.

Ces deux grands empires du nord et du sud ne rappellent-ils pas le monde romain, lui aussi coupé en deux : l'Occident, berceau de sa puissance, tombé aux mains de princes barbares, comme Charlemagne, puis les empereurs germaniques, de même que la Chine du nord en

celles des Kitaï et des Mandchous; et l'empire de Byzance, comme les Soung héritier direct de l'ancienne civilisation, et comme eux poussant jusqu'au raffinement les arts et les lettres, tandis que la valeur militaire et le goût des armes s'affaiblissent.

VI

L'Empire mongol.

Toujours menacés dans leur capitale, Hang-tchéou, par leurs belliqueux voisins, les Soung s'allièrent avec une nouvelle tribu nomade du nord-ouest, les Mongols.

Tiémoutsin, khan des Mongols, par une habile diplomatie et des campagnes sans nombre, avait su porter sa tribu au faîte de la confédération tartare; après avoir écrasé le khan des Kitaï, Ouang, le fameux prêtre Jean des légendes, il fut en 1206 proclamé Gengis-Khan, Khan illustre, ou suprême, ou inflexible.

En 1208, il attaquait les Mandchous. La lutte fut dure. En 1215, les Mandchous vaincus se retiraient au sud du Hoang-ho et cédaient le Pe-chili aux Mongols; mais la guerre reprit presque aussitôt. Laissant ses lieutenants la poursuivre,

Gengis-Khan conquit le Turkestan. Maître de Samarkande, il lançait en avant ses lieutenants Djébé et Souboutaï : avec 25 000 cavaliers, ceux-ci traversaient la Perse, la Géorgie, le Caucase, la Volga, ne s'arrêtaient qu'au Dniéper, après cent victoires, et revenaient par le nord de la Caspienne (1219). Pendant ce temps, Gengis-Khan soumettait la Perse et poussait, à travers l'Afganistan et l'Inde, jusqu'à Delhi. En 1227, il mourut au retour d'une campagne contre le Tibet.

Cet homme, dont le nom est resté dans nos histoires comme un synonyme d'Attila, de Fléau de Dieu, qui est pour nous le type du destructeur farouche et brutal, ne se plaisant que dans le sang et l'incendie, apparaît au contraire, à travers les témoignages de ses serviteurs et même de ses ennemis asiatiques, plus proches et par conséquent mieux informés, comme un organisateur de premier ordre, un administrateur, un pacificateur ! Les Européens au courant des choses d'Asie partagent cette opinion : « Il mourut, dont ce fut grand dommage, pour ce qu'il estoit preudhomme et sage », dit Marco Polo ; « il procura paix », dit Joinville, — revenant l'un de Chine et l'autre de Syrie.

Ses hordes étaient des armées merveilleusement constituées sous tous les rapports, disci-

pline, armement, tactique, intendance même : ce sont les Mongols qui ont inventé les bons de réquisition; tout territoire conquis était immédiatement recensé, cadastré, imposé, administré suivant de très précis règlements. « Au XIIIe siècle, en art militaire, les civilisés étaient les Mongols, et les barbares, les gens qu'ils ont battus dans les règles et dans les formes par le génie de leurs généraux, par l'expérience de leurs capitaines, par la discipline de leurs troupes, et non point du tout par leur nombre. Leur campagne de 1219 est aussi régulière, aussi ordonnée que notre classique campagne de 1805[1]. »

L'empereur commandait rarement les armées et laissait à ses généraux la plus large indépendance. De loin il combinait, suivant une politique prudente, l'action divergente et en apparence follement aventureuse, de ces colonnes qui portaient sa puissance du Dniéper à la mer Jaune et à l'Indus; il pacifiait et organisait le territoire conquis, établissant l'ordre et la prospérité et faisant oublier la mémoire des souverains vaincus,

1. Léon Cahun, *Turcs et Mongols*, p. 279. Voir sur ce sujet un ensemble de témoignages caractéristiques dans ce beau livre, qui évoque sous un aspect si imprévu les farouches Tartares et fait surgir de l'ombre une histoire toute nouvelle — à la vérité déjà racontée voici plus d'un siècle par de Guignes (*Histoire générale des Huns, des Turcs et des Mongols*), mais qui donc la connaît?

dont les efforts pour soulever leurs anciens sujets restèrent vains presque partout. Sans doute les Mongols eurent la main dure pour ceux qui leur résistèrent, pour ceux surtout qui, après s'être soumis, tentèrent des rébellions, mais il ne faut point faire une règle générale de ce qui, à leurs yeux et en réalité, ne fut qu'exceptionnels châtiments.

Le grand empereur mort, les conquêtes continuèrent. Les Mandchous résistaient toujours : en 1233, après un long siège, Souboutaï s'empara de Kaifong-fou, où le malheureux souverain de la dynastie mandchoue mit fin à ses jours; la contrée fut soumise jusqu'au fleuve Bleu. Puis, de Chine, Souboutaï fut envoyé conquérir l'Europe : on connaît sa marche foudroyante à travers la Russie, la Pologne, la Hongrie (1241). Les Mongols restèrent une année entière en Hongrie, tenant le pays jusqu'à l'Adriatique et poussant des pointes jusqu'à Vienne, sans que personne dans l'Europe épouvantée, où la croisade se prêchait vainement, osât venir les attaquer. Le Grand Khan étant mort, les princes durent se rendre à l'élection du nouveau souverain, et Souboutaï évacua tranquillement l'Europe centrale. Le prince Batou resta campé dans le pays entre Dniéper et Volga.

En même temps, Houlagou attaquait l'empire arabe : il s'emparait de la Syrie et détruisait le Khalifat de Bagdad; mais ses efforts, mal coordonnés, malgré de longues négociations, avec ceux de saint Louis, se brisèrent contre l'Égypte. Ce fut un grand bonheur pour la chrétienté que le choc de ces deux flots de Nomades, dont les forces contraires se neutralisèrent et finirent par s'anéantir mutuellement.

Tandis que Russie, Turkestan et Perse devenaient des royaumes mongols sous la souveraineté du Grand Khan, celui-ci, maître de la Chine du nord, attaquait les Soung, qui l'avaient imprudemment aidé à écraser les Mandchous. La lutte dura vingt-huit ans (1251-1279). Mais la fatalité voulut qu'un enfant héritât du trône des Soung : c'était assurer la victoire aux Mongols. Le petit empereur fut pris dans sa capitale; vainement d'obstinés partisans de la dynastie proclamèrent successivement ses deux frères, presque au berceau : rien n'arrêta plus la course des conquérants. Les contrées voisines durent se reconnaître vassales ou furent conquises : le Yunnan, la Birmanie, l'Annam, les États Chans, le Tibet, la Corée devinrent tributaires.

L'invention de la boussole, du moins son utilisation en mer, — cent ans avant l'Europe, —

ouvrait à la marine les horizons lointains : les escadres mongoles parcoururent les mers et imposèrent tribut à Formose, à Luçon, aux îles de la Sonde, à Ceylan, poussant même jusqu'à Madagascar. Cependant Java sauva son indépendance, et le Japon, irrité par la conquête de la Corée, mit à mort les envoyés tartares qui réclamaient l'hommage. L'empereur Koubilaï équipa une flotte formidable de 900 vaisseaux, portant 100 000 hommes, pour châtier cette téméraire insolence. Mais, comme l'Angleterre à laquelle il aime à se comparer, le Japon a la mer pour alliée : une tempête détruisit l'Invincible Armada mongole devant cette même île de Tsoushima qui vient de voir l'anéantissement d'une nouvelle flotte ennemie. Les Japonais n'eurent que la peine de cueillir les malheureux échappés au naufrage.

Que les détracteurs de la valeur guerrière des Chinois veuillent bien observer que ces mêmes Mongols qui taillèrent en pièces, comme en se jouant, les chevaleries teutonique, hongroise et polonaise, qui un peu plus tard vont écraser Bajazet, le vainqueur des croisés à Nicopolis, ne mirent pas moins de soixante-douze ans à conquérir la Chine ! Leurs armées d'Europe et de Syrie étaient remplies de Chinois mercenaires ou levés

par conscription, les arbalétriers notamment, les artilleurs des mangonneaux et autres machines de siège, et on les tenait en si grande considération qu'ils jouissaient du privilège d'emmener leurs femmes avec eux. Enfin, il faut noter que la première mention connue des armes à feu se rapporte au siège de Kai-fong-fou, où les Mandchous firent usage de la poudre contre les Mongols de Souboutaï. N'est-il pas vraisemblable que Souboutaï emmena avec lui dans sa campagne de Hongrie soit des pièces soit au moins des témoins de l'effet singulier des nouveaux engins, et que c'est aux Chinois que l'Europe doit, de même que la boussole, l'idée de la poudre et des armes à feu, qui y apparaissent quelques années plus tard?

Du Don à la mer Jaune, tout obéissait à l'empereur mongol. Il faut reconnaître, avec Marco Polo, que « ce fut le plus puissant homme, et de gens, et de terres, et de trésors qui oncques fust au monde, du tems de Adam, notre premier père, jusques aujourd'hui. Et eut la seigneurie par son sens et sa grande valeur »! Koubilaï avait établi sa capitale à Pékin, — Khanbaliq (résidence du Khan), comme on le nommait alors, — devenu une ville splendide. Les ambassadeurs de toute l'Asie s'y rencontraient avec les envoyés du Pape.

L'aventurier vénitien Marco Polo, qui jouit de la faveur de l'empereur et passa une grande partie de sa vie à son service, nous a raconté les merveilles de cette époque. C'était un épanouissement universel de talents, encouragés et récompensés par ces prétendus barbares qui partout, en Chine, aux Indes, au Turkestan, ont marqué leur empreinte par de grands travaux publics, de sages mesures d'administration, le respect de toutes les croyances, et surtout l'amour éclairé des lettres et des arts dont ils ont laissé des monuments magnifiques[1].

La domination mongole, s'étendant sur toute l'Asie et l'Europe Orientale, eut pour effet d'établir pour la première fois des communications entre la Chine et les nations d'Occident, qui jusque-là ignoraient son existence. Ce furent d'abord des ambassades religieuses : les moines Jean de Plan-Carpin, puis Ruysbroeck ou Rubriquis, envoyés par Innocent III et par saint Louis, pénétrèrent jusqu'à Karakorum, résidence des premiers successeurs de Gengis-Khan. Ils trou-

1. Qu'on lise les mémoires de Baber, le conquérant de l'Inde et le fondateur de la dynastie des Grands Mogols! Il décrit le pauvre petit royaume du Fergana où il est né : « Les violettes de ce pays sont charmantes, dit-il; le printemps y est délicieux : ce ne sont partout que tulipes et que roses. » Et il ne peut nommer un de ses compagnons d'armes sans citer quelques vers de ce guerrier. Quels barbares!

vèrent parmi les Mongols de nombreux chrétiens nestoriens; leurs relations inspirèrent l'espoir de convertir à la foi chétienne le monde oriental, et de nombreuses missions furent envoyées en Chine où elles réussirent fort bien; les empereurs à leur tour envoyèrent au pape des ambassades et des présents.

Mais, dès 1348, par suite de la faiblesse et des débauches du souverain, des révoltes naquirent dans le sud. Bientôt, disent les Annales, « tout l'empire bourdonna comme un nid de frelons ». En 1368, un jeune bonze, jetant le froc, prit la tête de l'insurrection; au bout de douze années de lutte, il finit par balayer de Chine les Mongols (1380). Depuis qu'ils avaient franchi la Grande Muraille en 1208, cent soixante-douze ans s'étaient donc écoulés, mais ils n'eurent guère que soixante-quinze ans de domination sans conteste.

Cet effondrement des terribles Mongols surprend moins quand on songe — sans parler de la valeur des Chinois qu'ils avaient eu tant de peine à vaincre — à leur petit nombre et à leur faiblesse, dès qu'ils cessaient de marcher constitués en armées et se dispersaient dans un pays conquis. Partout il en est de même, les empires fondés par les nomades s'écroulent comme châteaux de cartes. Étonné d'une chute si soudaine, l'histo-

rien cherche à l'expliquer par l'inaptitude des nomades à élever un édifice stable et par leur amollissement dans le luxe et le bien-être. Eh non ! C'est une simple question de nombre : une armée n'est point un peuple ; au repos et dispersés, les vainqueurs s'évanouissent.

Arrivé du premier coup avec toutes ses forces — toujours minimes, car le désert ne nourrit pas grand monde, — le nomade ne peut jamais les renouveler. Le conquérant sédentaire, lui, peut tirer des renforts de la mère-patrie, sa puissance sans cesse rajeunie devrait être éternelle. Qu'advint-il cependant de l'empire d'Alexandre une fois épuisé l'élan des conquérants? Où étaient, quand les barbares se présentèrent, les invincibles Romains qui avaient dompté la Gaule et l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Afrique? Etait-ce le luxe de ces pauvres contrées qui les avaient énervés? A peine y eut-il de résistance : un chef de bandes franques prit la France, un aventurier ostrogoth supprima l'empereur. Les Anglais ont-ils pu garder les États-Unis, et l'Espagne l'Amérique du sud? Croit-on que, sans la domination des mers, l'Angleterre conserverait longtemps son empire des Indes? Cependant avec moins de forces, sans secours à attendre, le Grand Mogol s'y est maintenu trois siècles et n'a

disparu que devant les canons modernes; en Europe même, le Turc tient toujours, depuis cinq cents ans, avec une poignée d'hommes. Qu'on cesse donc d'attribuer au caractère des nomades la fragilité de leurs empires, et de tirer d'une constatation si mal vérifiée des conclusions tout à notre avantage et l'espoir d'un avenir plus durable pour nos possessions lointaines!

La révolution qui renversa la dynastie Mongole présente bien tous les caractères de celles que l'on rencontre à chaque page de l'histoire de Chine : irritation contre un monarque faible et adonné aux plaisirs, bandes impunies de brigands que viennent grossir les mécontents, impuissance du prince quand il a perdu l'affection du peuple dans lequel ses soldats sont comme noyés, intronisation du chef des rebelles, si obscure que soit son origine, car ses succès prouvent à tous qu'il est le véritable Fils du Ciel. Mais ici, il y a en plus un trait nouveau : la lutte n'a point seulement pour but et pour effet le renversement d'un souverain odieux, mais l'expulsion d'un conquérant étranger et de son peuple. C'est un soulèvement national pour l'indépendance de la patrie.

L'existence de ce patriotisme est d'autant plus remarquable que, nous l'avons vu, la Chine ne renfermait pas une population homogène, mais

bien une agrégation de races absolument diverses, assemblées par la force des armes, où tout prince était un étranger pour une partie de ses sujets; les souverains huns, turcs et mandchous avaient pu pendant des siècles maintenir leur domination sur une grande partie du territoire sans plus de difficultés que les princes purement chinois. Il faut donc admettre que les Mongols avaient suscité un sentiment spécial de haine qui englobait leur race entière et animait tous les vaincus sans distinction. Était-ce par leur barbarie? Nullement, car, la conquête finie, nous voyons, durant plusieurs règnes, Chinois et Mongols vivre en parfaite intelligence, les seconds respectant les mœurs et coutumes des premiers et les adoptant même en partie.

Il semble que ce qui fit naître chez les Chinois le concept du patriotisme, ce fut de voir leur pays aux mains d'étrangers qui restaient et voulaient rester tels. Les Mongols pouvaient bien habiter la Chine et prendre les façons chinoises, ils n'en demeuraient pas moins les hommes de la steppe; là était toujours le centre de leur puissance, les tombeaux des aïeux, les lieux sacrés de leurs traditions; si les empereurs résidaient l'hiver en Chine, c'était à Pékin, tout près du désert, où l'été ils s'empressaient de retourner;

les assemblées des tribus, les conseils où s'élisaient les Grands Khans, où se combinaient les grandes entreprises, tout avait lieu en Mongolie. Bref, les Chinois voyaient clairement que la Chine n'était plus qu'une province tartare. Voilà sans doute ce qui les exaspéra : fiers de leur nombre, de leur civilisation, de leur force, ils entendaient que l'empire fût chinois, l'empereur fût-il étranger.

A l'appui de cette opinion, observons que les Tartares Mandchous se maintiennent depuis deux cent cinquante ans, bien qu'ils conservent jalousement la pureté de leur sang et leurs privilèges de vainqueurs; mais leur politique est chinoise, et c'est la Mandchourie qui est devenue une province de Chine : le Chinois supporte ces étrangers qui gouvernent pour son compte. D'autre part ne voit-on pas, phénomène singulier, les autres États issus de l'empire mongol durer d'autant plus longtemps que les conquérants ont plus complètement rompu les relations avec le berceau de la race? C'est ainsi que dans l'Inde, où ni l'Afghan, ni le Perse, toujours rattachés au pays natal, n'ont pu se maintenir, le Grand Mogol, séparé de ses sujets par le sang, les mœurs, la religion surtout, mais ayant coupé tout lien avec le monde tartare, sera considéré comme un

prince indigène, et ce ne sera pas l'Hindou soumis par lui, mais l'étranger, l'Anglais, qui le renversera.

Ne devons-nous pas retirer de ceci la notion d'une forme spéciale de patriotisme, commune, semble-t-il, à tous les peuples qui ne participent point de notre civilisation, et qui, pour différente qu'elle soit de la nôtre, n'en a pas moins de profondeur ni d'intensité.

VII

Les Ming. — Conquête de la Chine par les Mandchous.

La dynastie fondée par le vainqueur, celle des Ming, eut, un siècle durant, un grand éclat. A son tour, elle prit l'offensive contre les Tartares et conquit toute la Mongolie. S'arrogeant tous les droits des Grands Khans qu'elle remplaçait, elle exigea l'hommage des royaumes mongols vassaux et l'obtint : on vit le fier Tamerlan envoyer son tribut à l'empereur de Chine jusqu'à la veille de sa mort, qui survint au moment où le conquérant se disposait à rouvrir la lutte contre le rival séculaire de sa race. L'Indo-Chine, qui avait profité de ces guerres pour s'affranchir, fut soumise de nouveau. L'immense empire, tel que les Mongols l'avaient pour la première fois constitué, était donc refait au profit des Chinois.

Aussitôt, comme lors de toutes les unifications précédentes, il se lança dans les entreprises extérieures. La marine reçut une impulsion puissante. Manille, Java, Sumatra, Soulou, Bornéo, les États Malais, le Malabar, Ceylan, l'Arabie furent visités par les flottes impériales et payèrent tribut. Parvenus dans la mer Rouge et à Madagascar, les Chinois étaient sur le point d'atteindre l'Europe, soit par l'Égypte, soit par la route encore inconnue du cap de Bonne-Espérance vers lequel ils s'acheminaient, lorsque des troubles intérieurs firent abandonner les grands desseins et restreindre l'activité maritime. Mais n'oublions pas, quand nous nous sentons enclins à railler cet empire du Milieu engourdi dans son immobilité et son isolement, que, cinquante ans avant Vasco de Gama, les vaisseaux chinois étaient venus au devant de nous et avaient fait plus de la moitié du chemin.

En 1516, arrivèrent à Canton des Portugais, les premiers Européens venus par mer. D'abord bien accueillis, ils commirent de tels excès que les Chinois en tuèrent un grand nombre. Les survivants obtinrent de résider à Macao, moyennant un tribut annuel (1557). Les Espagnols établis aux Philippines en 1568, puis les Hollandais aux Pescadores (1603) et à Formose (1626) pil-

lèrent et massacrèrent les Chinois établis dans ces îles; mais, en 1662, le fameux corsaire chinois Koxinga reprit Formose aux Hollandais.

En 1592, Hideyoshi, le célèbre dictateur du Japon, dont les ambitieuses visées s'étendaient jusqu'à la Malaisie et au Siam, entreprit la conquête de la Corée, provoquant ainsi la Chine suzeraine. Les Japonais, après quelques succès, furent repoussés jusqu'à la mer, et la mort d'Hideyoshi (1598) leur fournit un prétexte honorable de se rembarquer. Telle fut la première guerre sino-japonaise, dont Chinois et Japonais s'attribuent également la gloire.

On voit que la dynastie des Ming, quoique de pure race chinoise, n'était pas moins active et belliqueuse que les Tartares. C'est elle qui, en 1594, institua le culte du Dieu de la Guerre, auquel chaque ville dut consacrer un temple. C'est sous le nom de Hong-Ou, *le Grand Guerrier*, qu'est connu son fondateur. Tous ses successeurs commandèrent personnellement les armées. L'un d'eux, l'empereur Yïng-Tsoung, au cours d'une campagne contre la tribu tartare des Eleutes, qui depuis la chute des Mongols dominait dans l'Asie centrale, fut vaincu et fait prisonnier (1450); il resta captif un an, pendant que son frère administrait l'empire en son nom.

Les Ming eurent deux résidences, Nankin et Pékin, (capitales du sud et du nord), qu'ils embellirent de palais et de temples. Ils couvrirent l'empire de routes, de ponts, de canaux. Ils protégèrent les arts et les lettres; par leur ordre fut établie une Encyclopédie qui contient 22 877 volumes et dont la table seule en comprend 60; une Géographie complète de l'Empire remplit 90 volumes.

Mais l'histoire de toutes les dynasties se ressemble : après les grands souverains qui les fondent, puis les portent à leur apogée en conquérant le monde jaune tout entier, il semble que leur vigueur soit épuisée par un effort trop gigantesque. Quelque temps leur grandeur se soutint par son prestige; mais surviennent des princes incapables et dissolus : aussitôt les révoltes éclatent, l'ennemi extérieur reprend ses incursions, tout s'écroule.

En 1641, un rebelle se proclama empereur et s'empara successivement de Nankin et de Pékin, où le Fils du Ciel se pendit (1644). Un de ses généraux, occupé à guerroyer contre les Mandchous, marcha contre l'usurpateur et imagina d'appeler à l'aide ceux qu'il combattait jusque-là. Les Mandchous arrivèrent donc à Pékin en libérateurs, et furent accueillis comme tels. Le trône

était vacant, ils y installèrent un empereur de leur race. Ils n'agirent pas en conquérants : les fonctionnaires chinois restèrent en fonction, les personnes, les coutumes, les biens furent respectés; rien n'était changé, il n'y avait que quelques Chinois de plus en Chine. Toute la contrée au nord du Yang-Tse accepta le nouveau régime. Mais au sud, un prince de la dynastie Ming se proclama empereur à Nankin : il fut vaincu et tué. Successivement, trois autres Ming soutinrent la lutte en reculant pied à pied vers le sud. Enfin en 1650, la pacification était complète.

VIII

La dynastie mandchoue.

Les vainqueurs n'étaient qu'une poignée, moins d'un million d'hommes. Pour maintenir solidement leur domination sur 200 millions d'âmes, ils instituèrent le très habile système qui dure encore. La Chine, possession mandchoue, nous apparaît le type de la colonie telle que la comprennent et savent l'organiser les Asiatiques.

Les Chinois gardèrent toutes leurs places, mais dans les hauts emplois on adjoignit à chaque fonctionnaire un Mandchou; un grand Conseil, composé de deux Mandchous et de deux Chinois et présidé par l'empereur, domina toute l'administration. Ainsi la direction et la surveillance restaient aux mains des conquérants, sans que les indigènes fussent dépossédés. Aucun fonctionnaire ne put servir dans sa province natale,

ni occuper la même place plus de trois ans. De plus, une garnison tartare fut installée auprès de chaque gouverneur, en apparence pour lui servir de garde, en réalité pour le surveiller et l'empêcher de fomenter une révolte. Le gouverneur a tous les pouvoirs civils et militaires — sauf sur les Tartares, — mais à la condition d'en user conformément à la politique impériale : le maréchal tartare, qui n'a aucune autorité, sauf sur la garnison mandchoue, le tient en réalité dans sa main.

Aucun danger extérieur n'étant plus à craindre, puisque tout était conquis jusqu'aux déserts des flots et des monts, rien ne fut épargné pour démilitariser les Chinois. Le lettré eut toutes les places et tous les honneurs, les nombreux territoires militaires qu'avaient institués les Ming, Chinois de race pure, furent supprimés, l'officier professionnel perdit toute considération et n'obtint même plus les hauts grades militaires, confiés d'emblée à des civils. Cependant, contraste significatif, le maréchal tartare, qui ne commande qu'à quelques milliers d'hommes, a le pas sur le vice-roi qui gouverne cinquante millions d'âmes et dispose de cent mille soldats; bien mieux, les Mandchous, tous soldats de naissance, ne sont autorisés à passer les examens littéraires et à entrer dans les carrières civiles

qu'après avoir conquis leurs grades militaires, tant la race conquérante craint de voir ses hommes de mérite perdre le goût et la supériorité des armes.

Rien de plus curieux que la forme que prit cette politique astucieuse en Mongolie. Chez ces terribles nomades le système des lettrés n'était plus de mise; la cour mandchoue joua du fanatisme religieux. Les lamaseries furent richement dotées, et chaque famille dut y envoyer comme moine l'un de ses fils, dans quelques tribus même tous les fils sauf un seul. La natalité se trouva prodigieusement réduite; on ne compte plus aujourd'hui que deux millions et demi de Mongols.

Ainsi mirent tous leurs soins à émasculer la Chine les Mandchous, race militaire.

Le second empereur mandchou, K'ang-si (1662-1723), fut peut-être le plus grand prince qui ait gouverné la Chine; du moins est-il célébré comme tel, parce que sa dynastie est toujours au pouvoir. Monté sur le trône à huit ans, quatre régents gouvernèrent d'abord en son nom; l'un d'eux étant venu à mourir, l'empereur, au lieu de le remplacer, déclara, comme le jeune Louis XIV à la mort de Mazarin, qu'il gouvernerait lui-même : il avait alors quatorze ans. « Ainsi à l'Orient et à l'Occident, au sein de deux civilisa-

tions bien différentes, on voyait s'inaugurer dans les mêmes circonstances et à la même époque les deux plus grands règnes qui aient illustré l'empire chinois et la monarchie française. » (Le Père Huc.) Et le même temps voyait l'apogée de la splendeur des Grands Mogols, qui couvraient l'Inde de chefs-d'œuvre!

K'ang-si eut d'abord à lutter contre un formidable soulèvement dans le sud, toujours mal soumis aux hommes du nord : la domination mandchoue fut longtemps en péril (1673-1681). Vainqueur, il envoya une flotte faire la conquête de Formose et des Pescadores. Reprenant le rôle qu'avaient successivement joué les Huns, les Turcs, les Mandchous, les Mongols, la tribu des Eleutes ne cessait depuis deux cents ans d'inquiéter l'empire par ses incursions. K'ang-si en personne dirigea contre elle plusieurs expéditions heureuses, et lui enleva une partie du Turkestan. Puis les hostilités éclatèrent avec les Russes.

Ceux-ci étaient depuis longtemps en contact étroit avec l'empire chinois, grâce aux Mongols jadis maîtres à la fois de la Chine et de la Russie : sous leur dynastie, un des corps de la garde de Pékin était entièrement formé de Russes. Le renversement de la domination mongole par

les Chinois interrompit ces relations; mais en affaiblissant les terribles Tartares, il permit aux Russes d'abord de s'affranchir, puis de s'enfoncer en Asie à la poursuite de leurs anciens vainqueurs. C'est ainsi que le Cosaque Yermak s'avançait en 1584 jusqu'à l'Irtych, et qu'en 1636 ses successeurs, passant au nord de la Mongolie, atteignaient la mer d'Okhotsk. De là, ils redescendirent vers l'Amour, sur les bords duquel ils bâtirent des forts (1651).

En 1656, une ambassade russe, venue par terre, se présenta à Pékin, où elle se rencontra avec une ambassade hollandaise arrivée par mer. En dehors des envoyés du Pape, c'étaient les premières ambassades venues d'Europe. Tandis que les Hollandais acceptaient de se soumettre au cérémonial imposé par les Chinois aux envoyés des princes vassaux, les Russes refusèrent : ils ne furent pas reçus. En 1689, la guerre éclata; les Chinois s'emparèrent des forts russes sur l'Amour. Le traité de Nerchinsk, survenu bientôt, rejeta les Russes au nord du fleuve.

En 1720 et en 1727, de nouvelles ambassades russes furent reçues en audience; elles obtinrent pour les Russes un accès permanent à Pékin : afin de faciliter les relations que la communauté de frontières rendait inévitables, un certain

nombre de jeunes sujets russes pouvaient résider dans la capitale pour étudier le chinois, et leur directeur fut investi des fonctions de chargé d'affaires. Ainsi, pendant que les barbares d'Occident venus par mer étaient, en dehors de très rares ambassades, sévèrement exclus du territoire, le Russe était traité en voisin et en ami. On voit quelle différence profonde existe pour la Chine entre tous les États transocéaniens d'Europe ou d'Amérique et la Russie, puissance asiatique, contiguë à ses frontières et depuis plusieurs siècles mêlée à son histoire, quelque temps même partie intégrante de l'empire.

Le petit-fils de K'ang-si, Kien-loung, porta l'empire mandchou à l'apogée de sa grandeur (1736-1799). Il imposa de nouveau le tribut à la Birmanie — qui a continué à le payer jusqu'en 1890, même après la conquête anglaise, — et soumit les peuplades indépendantes du Se-Tchouen, débris des anciennes populations qui avaient couvert la Chine avant que les Cent-Familles en fissent la conquête.

Le roi du Tibet fut supprimé (1751), et le pouvoir royal remis au Dalaï-Lama, en récompense des services que lui et ses prédécesseurs avaient rendus à la dynastie. En effet, mal vus des Ming qu'inquiétait leur influence, les Lamas

avaient, dès 1642, envoyé au Khan mandchou le titre de « Seigneur des dons de la Religion », avec des présents qui le désignaient à tout le monde boudhique comme le vrai souverain légitime, ce qui avait puissamment contribué à la soumission de la Chine. De même, en Occident, Charlemagne fit roi le pape qui le consacra empereur[1].

Les Gourkhas ayant attaqué le Tibet, une armée chinoise envahit le Népal qui dut subir les conditions du vainqueur (1792) : aujourd'hui encore, malgré la prétendue suzeraineté anglaise, une ambassade du Népal vient tous les quatre ans apporter le tribut à Pékin.

Le Turkestan fut reconquis et les Eleutes écrasés : pendant trois siècles, ils avaient été pour l'empire une menace permanente. Aussi le général victorieux fut-il reçu avec les honneurs traditionnels, que l'Histoire mentionne pour la dernière fois : quand il revint à Pékin, l'empereur alla à sa rencontre à dix lieues et le ramena en grande pompe dans la capitale, en lui cédant la place d'honneur. Ce triomphe tout romain montre assez l'estime que les Chinois accordent aux services militaires.

1. Voir pages 128 et 133.

Lord Macartney, envoyé par le roi d'Angleterre avec des présents, fut reçu à Jéhol par l'empereur, mais traité à son insu comme ambassadeur d'un état tributaire; il obtint pour les Anglais le droit de commercer à Canton (1759).

Kien-loung mourut en 1799, ayant régné soixante-trois ans. Les cent cinquante premières années de domination mandchoue, presque entièrement remplies par les règnes des deux illustres empereurs K'ang-si et Kien-loung furent sans doute les plus florissantes de toute l'histoire chinoise. L'empire partout triomphant n'avait plus d'ennemis : Mongols, Mandchous, Tibétains, Indo-Chinois, aborigènes, peuple des Cent-Familles, tout ce qui vivait sur cette face du globe ne formait plus qu'une nation; autour d'elle plus rien que la mer, le désert, les monts infranchissables.

IX

Arrivée des Européens.
Choc des deux civilisations.

On raconte qu'au soir de sa vie Charlemagne, vainqueur de tous ses ennemis, versa des larmes en apprenant les incursions de quelques pirates normands le long des côtes de France. Prévoyait-il les maux que ces barbares allaient infliger à l'empire? L'empereur Kien-loung eût pu en verser de semblables.

Au moment même où s'annonçait pour la Chine un avenir de paix perpétuelle, s'ouvrit pour elle une ère de calamités. A l'intérieur, des rébellions constantes; à l'extérieur, les agressions d'ennemis jusque-là inconnus, surgis de la mer comme des pirates; en face de ces périls, d'incapables monarques.

A partir de 1796, la société secrète des Nénu-

phars blancs déchaîna contre les Mandchous des révoltes sans cesse renaissantes. En 1813, l'empereur, surpris par eux dans son palais de Pékin, ne fut sauvé que par le courage d'un de ses fils, qui le défendit à coups de fusil.

Dès 1808 des difficultés s'élevèrent avec l'Angleterre, qui voulait imposer la vente de son opium des Indes, et les vaisseaux anglais commencèrent des démonstrations menaçantes, qui aboutirent, en 1840, à l'inique guerre dite de l'opium. Canton fut bombardé, Changhaï pris, Nankin menacé. La Chine céda. Le résultat de cette guerre, peu honorable pour la civilisation occidentale, fut cependant d'ouvrir la Chine par le traité de Nankin (1842) : cinq ports étaient dorénavant accessibles au commerce britannique; on accordait aux Anglais des concessions de terrain et les privilèges de l'exterritorialité, en outre de la cession d'Hong-Kong, premier pas vers le démembrement de la Chine. La France et les États-Unis envoyèrent des ministres à Canton et obtinrent des conditions identiques.

En 1851, commença la révolte des Taï-ping, qui nous apparaît comme particulièrement terrible parce que nous en tenons le récit de la bouche même des témoins et des acteurs, mais qui, à en juger par l'histoire, ne se distingue

guère de celles qui l'ont précédée. Elle eut pour chef une sorte d'illuminé, qui avait étudié la religion chrétienne avec un missionnaire protestant et se croyait l'élu du Seigneur. Il se proclama empereur. Bientôt maître de presque toute la Chine au sud du Yang-tsé, il établit sa capitale à Nankin, et divisa son empire en plusieurs royaumes qu'il répartit entre ses lieutenants. Cependant un certain nombre de places fortes, notamment les ports et surtout Canton, restèrent fidèles. Les négligeant, il lança ses armées contre Pékin, mais elles furent repoussées devant Tien-Tsin et perdirent beaucoup de monde dans leur retraite.

Au moment même où l'Empire était ébranlé sur ses bases par ce formidable soulèvement, il attirait sur lui les armes de la France et de l'Angleterre par la mauvaise volonté apportée à l'exécution du traité de Nankin. La flotte franco-anglaise s'emparait de Canton en 1857, puis des forts de Takou à l'embouchure du Peï-ho. La Chine signait aussitôt le traité de Tien-tsin, mais à peine avaient disparu les vaisseaux ennemis, que les forts de Takou étaient réédifiés plus solidement et la ratification du traité refusée. La flotte alliée, essayant de nouveau de forcer l'entrée du Peï-ho, essuyait un échec devant Takou.

Il fallut une expédition en règle. En 1860, une armée de vingt mille Français et Anglo-Indiens prenait les forts de Takou, battait l'armée mandchoue à Palikiao, et campait devant Pékin où, en représailles du massacre de parlementaires, elle brûlait le Palais d'été. L'Empereur s'était enfui en Mongolie. Son frère, le prince Koung, signa les traités de Pékin qui ouvraient de nouveaux ports, reconnaissaient de grands privilèges aux missionnaires catholiques, et cédaient à la Russie, pour prix de ses bons offices, toute la province entre l'Oussouri et la mer, où aussitôt va naître Vladivostock, *le Dominateur de l'Orient.*

Cependant tout l'empire était en révolte. Tandis que les Taï-ping tenaient la Chine du sud, aux portes même de Pékin, d'autres révoltés, les Barbes-rouges, avaient proclamé empereur un prétendu descendant des Ming et parcouraient le Chantoung, le Petchili, le Honan. Depuis 1855, à la voix d'un musulman revenant de la Mecque, les Mahométans du Yunnan s'étaient soulevés et avaient proclamé un sultan.

Guerre étrangère, soulèvement universel, l'Européen maître de la capitale du nord, un usurpateur trônant dans celle du sud, il est prodigieux qu'en de pareilles circonstances une dynastie de conquérants ait pu se maintenir. Comment l'expli-

quer, sinon par l'adroite politique des Mandchous vis-à-vis des lettrés, seuls aptes à former un personnel gouvernemental? Pas un seul de ceux-ci ne se joint aux rebelles, qui n'ont pour chefs que des hommes du peuple auxquels on ne peut refuser le talent militaire, l'audace et une certaine habileté naturelle, mais sans culture et incapables d'organisation : des « rois-coolies », comme les Impériaux les appelaient par dérision.

La France et l'Angleterre qui d'abord avaient gardé la neutralité entre les partis, comprirent que la mentalité de ces rois-coolies ne permettait pas de croire à la durée de leur pouvoir ni à la valeur de leurs engagements. Pour ramener l'ordre nécessaire au commerce, elles prirent le parti d'aider au rétablissement du pouvoir impérial. Les Français jouèrent un rôle prépondérant dans cette campagne[1].

1. Qu'il suffise de nommer l'amiral Pretet, les lieutenants de vaisseau Kenney et Le Brethon et le capitaine Tardif de Moidrey, tous tués héroïquement, les lieutenants de vaisseau d'Aiguebelle et Prosper Giquel qui reçurent de l'empereur la veste jaune, la plus haute récompense chinoise. Pendant ce temps l'Angleterre se contentait de mettre à la disposition de la Chine le capitaine Gordon, pour aider le général Li-Hong-Tchang dans le commandement d'une petite armée, qui, à la mode chinoise, s'était d'avance parée du titre sonore de *Toujours victorieuse*. Bien qu'elle n'eût pas pris part au siège de Nankin qui termina la guerre d'un coup, et n'eût par ailleurs remporté aucun avantage décisif, les Anglais affectent d'attribuer à Gordon la défaite des rebelles; ils ont été en cela aidés par Li-Hong-Tchang, intéressé à amplifier

Enfin en 1864, après treize ans de carnages effroyables qui firent, croit-on, périr plus de trente millions d'âmes, une armée impériale emporta d'assaut la capitale des rebelles, Nankin. L'empereur des Taï-Ping se donna la mort, et la guerre prit fin par l'extermination des révoltés.

Au même moment, un aventurier musulman, Yakoub-Beg, s'insurgeait dans le Turkestan chinois et s'en proclamait émir. Il fut reconnu par l'Angleterre et la Russie et signa avec elles des traités de commerce. Ainsi une grande révolte musulmane soulevait à la fois le Yunnan et le Turkestan. Les Chinois durent faire des efforts considérables pour rétablir leur domination; ils n'y parvinrent qu'en 1873 au Yunnan et en 1877 au Turkestan, après la mort de Yacoub-Beg.

Les événements qui suivirent sont trop connus pour qu'il soit utile d'insister : la perte de l'Indo-Chine, conquise par les Français et les Anglais; la guerre avec la France, le désastre de Fou-tchéou et la victoire de Lang-son; la guerre sino-japonaise, à la suite de laquelle la Chine perd Formose et la suzeraineté de la Corée; Kiao-tchéou occupé

le rôle et les succès de son armée, dont d'ailleurs il s'arrogeait tout le mérite; les livres anglais passent complètement sous silence le rôle glorieux des Français. Voir P. Giquel, *Revue des Deux Mondes*, juin 1864, et Henri Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occcidentales*, t. I.

par les Allemands, Port-Arthur cédé aux Russes et Wei-hai-Wei aux Anglais; la concession du chemin de fer de Mandchourie qui met cette province aux mains des troupes russes; enfin le soulèvement Boxeur de 1900 et l'expédition internationale contre la Chine?

Période de désastres qui, comme toujours, coïncide avec le gouvernement de princes incapables, de mineurs, d'impératrices douairières, avec des régences, des intrigues, des coups d'État. Les monuments, les routes, les canaux, tout s'effondre; une décadence qui semble irrémédiable présage la fin de la dynastie, qu'un bras vigoureux pourrait seul sauver, et que la loi de succession condamne au règne d'enfants.

*
* *

Est-ce ainsi qu'on se représente l'histoire de la Chine? Dans cette interminable suite de guerres, de massacres, de déchirements, de conquêtes, où retrouve-t-on nos spéculations bénévoles? Homogène, éternelle, paisible, la Chine eût dû atteindre un degré de prospérité sans égale : son actuelle infériorité vis-à-vis de l'Europe plus jeune indiquerait l'épuisement et la décrépitude. Cet amas de fallacies s'écroule dès qu'on y touche. Les faits parlent.

Point de nation homogène; cent races, les unes restées pures, les autres fondues et amalgamées, mais, suivant les divisions naturelles et les intérêts locaux, toujours prêtes à se déchirer.

Point d'unité politique traditionnelle : des unifications factices, violentes, éphémères, mais le plus souvent un morcellement extrême.

Point de patriotisme national, puisqu'il n'y a pas de nation; toutes les races dominent successivement : qu'importe au peuple, s'il est soumis, le nom de son maître? Mais un patriotisme local, qui soulève d'incessantes révoltes et ressuscite à toutes les périodes de l'histoire les anciens États abolis.

Entre ces peuples, entre ces États, guerre constante, guerre acharnée. Tout roi veut l'empire; tout empereur, la domination du monde jaune; maître des Jaunes, il se lance à la conquête de l'inconnu.

L'esprit d'aventure emmène les explorateurs à travers toute l'Asie, les flottes en Océanie et en Afrique, les Huns, les Turcs et les Mongols jusqu'au cœur de l'Europe.

Soulèvements populaires, révoltes des princes, séditions militaires, coups d'État des ministres, ainsi s'écroulent et se relèvent tous les trônes. Ce ne sont point seulement les monarques qui sont guerriers, les peuples sont toujours prêts à courir aux armes, rien ne se fait que par la violence.

Que conclure, sinon que la Chine n'est pas un pays, mais un monde? Il y a une Chine comme il y a, non une France ou une Italie, mais une Europe. Qu'importent les unifications passagères des César, des Charlemagne, des Napoléon, celles de Hoang-Ti et de Ou, de Koubilaï et de K'ang-Si, œuvres des conquérants et des aventuriers! toujours les nationalités se reforment et s'affranchissent. La Chine est une aujourd'hui, combien d'États formera-t-elle demain?

LIVRE II

LA CHINE NOVATRICE

L'idée d'une Chine civilisée, mais immobile et toujours pareille à elle-même, a en soi quelque chose d'absurde. Pour atteindre ce haut degré de civilisation, il a fallu, de toute nécessité, une longue série de progrès. Par quel prodige inconcevable ont-ils cessé tout d'un coup? Et comment une race, devenue incapable d'en concevoir de nouveaux, a-t-elle pu s'assimiler, s'incorporer si parfaitement ceux réalisés dans la période de fécondité, et, malgré son impuissance définitive, se maintenir sans déchéance?

Aux doutes que soulève semblable interrogation, les faits nous ont déjà répondu. Le simple exposé des vicissitudes du monde jaune suffit pour renverser cet inexplicable préjugé, si profondément qu'il soit enraciné dans nos esprits. Ces incessantes révoltes, ces scissions en États innombrables, ces fils qui détrônent leur père, ces ministres, ces généraux, ces aventuriers qui usurpent la couronne, la lutte éternelle des Huns, des Turcs, des Mongols, des Mandchous. des

Tibétains, des Chinois purs, tour à tour autonomes ou groupés sous le joug instable d'un conquérant, comment concilier tant de bouleversements avec l'impassible inertie que nous nous figurons? Point n'est besoin de longues méditations pour se convaincre que des hommes si enclins à renverser l'état de choses établi ne lui ont jamais voué une vénération idolâtrique, et qu'avant d'en venir à mettre en pièces l'empire et l'empereur, ils ont dû tenter des réformes moins radicales.

Et quand, au lieu de s'en tenir à la sèche nomenclature des pricipaux événements, on pénètre dans le détail de l'histoire, on est frappé de l'incessant travail d'évolution qui remue ces masses. Chacune de ces grandes transformations politiques que nous avons essayé d'esquisser, était accompagnée d'un cortège de réformes administratives, dont on se fera une idée quand on saura que la collection des statuts de la seule dynastie actuelle occupe 300 volumes. Philosophie, religion, inventions pratiques, organisation sociale, dans tous les domaines les innovations ont été continuelles; à les passer rapidement en revue, s'évanouiront les derniers doutes sur la mobilité et la diversité des esprits et des cœurs.

PREMIÈRE PARTIE

LA CHINE RELIGIEUSE[1]

Que depuis les âges immémoriaux les mêmes croyances, les mêmes cérémonies solennelles, les mêmes rites domestiques, règlent la vie religieuse de l'immuable Chine; que le boudhisme, foi étrangère qui ne compte que deux mille cinq cents ans d'existence, ait aujourd'hui pour adeptes les quatre cent millions d'habitants de l'immense empire; que le Chinois, peuple terre à terre, dépourvu d'imagination et de sentiment, n'obéissant qu'au bon sens et à l'intérêt, invinciblement rebelle à toute idée religieuse et parfaitement athée, ne reconnaisse d'autre maître que Con-

1. Il ne s'agit nullement ici d'un exposé philosophique, toujours discutable, des croyances chinoises, mais d'un tableau chronologique de leurs variations, beaucoup moins sujet à caution, car les faits portent leur enseignement en eux-mêmes.

fucius, philosophe positiviste et rationaliste; que le culte des Ancêtres, la crainte des Génies du Ciel et de la Terre dominent chacune de ses pensées et gouvernent le moindre de ses actes : voilà ce dont ne nous permettent pas de douter les formelles attestations de tant d'auteurs, que seul l'embarras de choisir m'empêche de citer textuellement. Merveilleuses contradictions, énoncées avec sérénité, accueillies avec dévotion, devenues articles de foi et constituant le plus clair du bagage de connaissances qu'un esprit cultivé est tenu de se procurer sur l'Extrême-Orient!

Quand il s'agit de la plus formidable agglomération d'hommes qui soit au monde, le problème de leur mentalité peut-il laisser indifférent quiconque sait le pouvoir des idées religieuses? Faut-il dédaigneusement hausser les épaules et détourner les yeux, comme en présence d'institutions décrépites que le souffle du progrès va balayer sans effort?

Ne nous laissons point convaincre par des affirmations dogmatiques ni par des impressions de voyage, mais ouvrons les Annales, où se révèle l'âme d'un peuple.

I

Religion primitive. — Lao-tsé. Confucius. — Le culte des Ancêtres.

Un Dieu suprême, le Ciel ou le Souverain d'en haut; au-dessous de lui, d'innombrables génies gouvernant la nature, les monts et les fleuves, les saisons et les astres; des Ancêtres, dont l'esprit immortel prend part à la vie des hommes, telles sont, quand s'ouvre l'histoire, les croyances des Chinois. Point de prêtres : l'empereur sacrifie au Ciel, les seigneurs et les magistrats aux Esprits de leur territoire.

Cette religion suffirait à nous révéler combien récente était la civilisation de la Chine. Tel est partout le culte des hommes primitifs : aux prises avec les éléments, ils adorent, sans intermédiaire, ces puissances qui, à toute heure, interviennent

dans leur vie. Le prêtre ne se rencontre qu'au service d'un dieu personnel, dont le caractère, les goûts, les caprices exigent une étude et des soins dont tous les hommes ne sont pas capables; mais, ce dieu personnel, il faut de longs siècles d'existence stable et consciente pour permettre à un peuple d'en façonner les traits, et la Chine n'y arrivera que beaucoup plus tard, avec l'aide de nations plus avancées qu'elle.

Rien de vague assurément comme ces croyances primitives! Sans prêtre, point de dogme fixe, chacun croit ce qu'il veut. Le souverain, même quand son autorité terrestre est limitée, est tout-puissant dans les choses divines, car s'il lui plaît de créer un dieu, d'instituer de nouveaux rites, qui l'en empêchera? Le peuple n'a point de part à cette religion. Sans doute — et ce qu'on connaît de sa misère et du véritable esclavage dans lequel il est tenu confirme cette hypothèse — il n'est pas capable de s'élever à l'idée d'un Dieu suprême; sa croyance aux esprits n'est qu'un fétichisme grossier, local et personnel. Qu'attendre d'autre de rustres qu'on prend de force sur leurs champs pour les mener au combat, attachés ensemble et bâillonnés, véritables animaux de boucherie? Le culte des ancêtres lui-même n'apparaîtra dans le peuple qu'au IIIe ou IVe s. av. J.-C., et ce ne sera

qu'une crainte puérile des revenants. Le prince peut donc à sa guise légiférer dans le domaine divin, il n'a pas besoin de convertir les masses : le culte est son affaire propre, au même titre que l'étiquette de cour.

Aussi l'histoire est elle forcée d'enregistrer des innovations continuelles. Les rois de Ts'inn et de Lou célèbrent les sacrifices qui devraient être réservés à l'empereur. A partir de 678, on voit les rois de Ts'inn se faire accompagner dans la tombe par une suite de femmes, d'officiers, de serviteurs égorgés ou enterrés vifs. En 417, l'usage se répand de sacrifier des jeunes filles au Génie du Fleuve jaune. Quand le roi de Ts'inn se proclame (en 221 av. J.-C.) le Premier Empereur, ce sont ses rites propres qu'il suit, non ceux des empereurs légendaires que les lettrés veulent lui imposer, en raison de son titre. Et il faut croire que ces rites prétendus traditionnels étaient bien peu usités, bien peu familiers, puisqu'il suffit de détruire les livres pour en abolir aussitôt la mémoire : dix ans plus tard, quand la chute de sa dynastie fait abandonner ses pratiques, on voit les lettrés chargés de refaire un rituel, au lieu de restaurer les antiques usages, en instituer d'inédits ; et pourtant le livre des Annales était retrouvé ! Quelle meilleure preuve du peu d'im-

portance qu'on lui accordait et de l'indifférence envers les traditions[1]?

Issue du peuple, ne pouvant subsister qu'avec son appui, la nouvelle dynastie des Han commence par lui donner un culte. Dorénavant le paysan pourra célébrer lui-même le Génie du lieu; pour protéger ses travaux, l'empereur institue un Patron des Moissons auquel sacrifieront les chefs de district; il crée des prieurs et des prieuses. Chaque souverain introduit quelque nouveauté : l'un inaugure le culte aux Cinq Souverains, esprits des régions de l'espace (les quatre points cardinaux et leur centre); un autre, le grand Ou, imagine de sacrifier séparément au Ciel et la Terre, dédoublant ainsi la Divinité suprême de la nature, véritable hérésie; il crée le Génie de l'âtre, culte à l'usage du peuple et aujourd'hui encore pratiqué dans chaque maison. Tel prince sacrifie au phénix; tel autre à un cheval d'or et à un coq de jade.

1. On a coutume de citer avec admiration, comme preuve de la vénération où était tenu le *Chou-King* (livre des Annales), le trait de ce lettré qui, après la destruction des livres, rétablit de mémoire vingt-neuf chapitres de cet ouvrage. Ce me semble un indice décisif du contraire. Quoi! dans un pays où les textes s'apprennent par cœur, il n'y eut qu'un seul homme qui sût le *Chou-King!* Et il ne put, sur cent chapitres, en rétablir que vingt-neuf, très courts, la valeur de cinq cent vers, tout au plus! D'ailleurs, « les lettrés à l'éminent savoir », académiciens de ce temps, avaient été autorisés à conserver leurs livres. Aucun ne possédait donc le *Chou-King*, puisqu'il disparut!

Entre le peuple qui ne pense guère et le prince que mènent ses caprices, quel travail se poursuit dans les esprits cultivés? Deux écoles essaient d'organiser les croyances primitives en systèmes. Leurs doctrines, qui se contredisent, vont donner naissance à deux religions, et les deux hommes, ignorés ou dédaignés de leur vivant, qui en auront laissé la formule, finiront par en être les dieux.

De Lao-Tsé on ne sait que le nom. Les récits publiés sur sa vie ont été inventés après coup, et on ignore aujourd'hui, tant son passage a peu marqué dans l'histoire, à quel personnage ils s'appliquent, en quel siècle même il vécut. L'ouvrage qui contient sa doctrine, le *Tao-te-King* (livre de la Voie), est suspect d'être apocryphe. Mais de ce livre, quels qu'en soient la date et l'auteur, est née une église. Peu importe ici la métaphysique, assez obscure, de Lao-Tsé, qui n'a jamais été connue que de quelques penseurs et n'a exercé aucune influence; ce qui nous intéresse, c'est la doctrine, orthodoxe ou non, que ses adeptes en ont tirée et qui a conquis un si grand empire sur les esprits.

Par la vertu de rites magiques, le monde des Génies est soumis à l'homme. Les initiés, dépositaires et gardiens des formules d'incantations, chassent les mauvais esprits, conversent avec les

immortels, connaissent l'avenir, transmuent les métaux, procurent la santé, éloignent la mort. Il n'y a plus de lois naturelles ni divines, puisqu'il suffit d'un mot pour les bouleverser. C'est le triomphe de la sorcellerie.

Comment les imaginations ne seraient-elles séduites? On voit les plus illustres princes, le Premier Empereur et le Grand Ou, se livrer à toutes les pratiques de la magie et de l'alchimie. Autour des taoïstes[1] règne une atmosphère de mystère, d'apparitions, de prodiges. Tres rapidement les légendes s'emparent de Lao-Tsé : sa mère l'a gardé quatre-vingt-un ans dans son sein, il est né avec des cheveux blancs et l'apparence d'un vieillard; au soir de sa vie, il a disparu, monté sur un bœuf au galop vers l'Occident. Point de doute qu'il ne fût un immortel incarné.

L'autre école a des principes tout opposés. Pour elle, l'univers n'est point livré aux fantaisies des Esprits, et ce n'est pas aux sortilèges que ceux-ci obéissent. Tout, la matière et la vie, les Génies comme les mortels, est soumis à la même règle, qui n'est autre que l'ordre, l'harmonie universelle. Chaque chose en son temps et à sa place, telle est la loi fondamentale de la métaphysique,

1. Sectateurs de Lao-tsé, ceux qui suivent le « Tao », la Voie.

de la physique et de la morale, qui ne font qu'un. Tout se tient, tout s'enchaîne, et la moindre action de l'homme a des répercussions formidables : « La gravité de l'empereur obtient aux temps voulus la pluie, sa bonne administration la sérénité du ciel, sa prudence la chaleur, son application à réfléchir le froid, sa sagesse éminente le vent. Son inconsidération fait durer trop longtemps la pluie, ses erreurs la sérénité du ciel, son indolence la chaleur, sa précipitation le froid et sa stupidité le vent. Si dans le cours de l'année, il n'y a pas eu d'intempérie, à ce signe on reconnaît que l'administration est intelligente, que les hommes de talent sont honorés, que les familles jouissent de la tranquillité et du bien-être[1] ». Ainsi les forces de la nature sont soumises à la morale, qui n'est point un produit du cerveau humain, modifiable et perfectible à sa volonté, mais la simple observance de l'harmonie et de l'ordre préétablis, loi du monde.

Malgré l'apparence un peu puérile que prennent

1. *Chou-King*. Sorte de recueil de traits édifiants du passé, ce livre a bien plutôt le caractère d'un livre de morale que celui d'une histoire. Il ne peut être antérieur, du moins tout entier, à l'an 723 av. J.-C., puisqu'il s'étend jusqu'à cette date, et une opinion fort répandue et fort vraisemblable l'attribue à Confucius lui-même. D'ailleurs, du texte incomplet qu'on possède, une grande partie est apocryphe et date de l'ère chrétienne. (Voir Chavannes, *Mémoires historiques de Sema-ts'ien*, Introduction, ch. IV.)

toujours dans les transcriptions françaises les idées chinoises les plus élevées, cette conception d'une morale cosmique a une incontestable grandeur. Bien qu'elle se rattache très habilement aux croyances primitives, qu'elle ordonne et ennoblit, il est manifeste qu'elle n'en découle point : c'est dans un cerveau de philosophe qu'elle a pris naissance. A quelle époque? La destruction des livres en l'an 213 ne permet pas de le préciser. Mais qu'elle ait ou non précédé le *Chou-King*, que le *Chou-King* soit antérieur à Confucius ou bien l'œuvre de ce maître, c'est à ce dernier que revient l'honneur de l'avoir enseignée et inculquée à toute la Chine — après combien de siècles, nous le verrons!

Confucius n'est point comme Lao-Tsé un personnage énigmatique. Les auteurs anciens ne voient en lui rien de merveilleux. On connaît exactement quand il naît, quand il meurt, chaque détail de son existence (551-479 av. J.-C.).

C'est un fonctionnaire, d'abord modeste, intendant des greniers, puis maître des eaux et forêts, qui a des ambitions d'homme d'État. Sur le tard — il avait déjà cinquante-cinq ans — il croit toucher au but, il devient ministre de la justice dans la principauté de Lou. Mais au bout de dix-huit mois, le peu d'empire dont il jouit sur un monarque

adonné aux plaisirs, le détermine à résigner sa charge. Dès lors, pendant quatorze ans, il va errer de royaume en royaume, offrant à tous les princes les trésors de sa sagesse, dont personne ne veut. Découragé, il rentre au pays natal et met à profit les trois dernières années de son existence pour léguer aux disciples qui viennent l'entendre, la doctrine qu'il eût tant souhaité appliquer.

Mais cette austère théorie, qui soumet même le monde invisible à la vertu et au bon ordre, n'est qu'une spéculation d'école, à laquelle la nation n'a aucune part. Confucius et ses adeptes sont tenus à l'écart, comme des rhéteurs. Il faut lire dans Mencius, son plus illustre disciple, le récit de ses efforts pour persuader successivement tous les rois de le prendre pour ministre. C'est d'un haut comique : « Comment pourrai-je conquérir l'empire? » demande chaque prince à l'aspirant homme d'État : « Par la vertu », répond Mencius. « C'est une doctrine très élevée, dit le roi, mais je vais vous avouer une chose : je préfère la guerre et les femmes. » Et là-dessus notre philosophe est partout congédié[1].

Même parmi les lettrés la doctrine ne se propage point, et bientôt elle n'a plus de disciples :

1. *Quatre-Livres*, Meng-tzeu.

« Après la mort de Mencius (288 av. J.-C.), la doctrine de Confucius ne fut plus prêchée. C'est seulement sous la dynastie actuelle (les Soung, 960-1280 ap. J.-C.) que son enseignement fut remis en honneur. » Ainsi s'exprime en 1241 après J.-C. un édit impérial qui comble de récompenses les restaurateurs d'une si belle doctrine, après treize siècles d'abandon!

Mais la religion primitive contenait un agent interne d'évolution plus puissant que toutes les spéculations métaphysiques ou morales des penseurs : c'était la croyance à la survie. Elle dut d'abord être bien vague, car aucun honneur n'était rendu aux morts : selon les traditions, les cadavres n'étaient pas enterrés, mais abandonnés sur le sol enveloppés de paille. Progressivement, des princes qui font rendre à leur dépouille des honneurs quasi divins le culte des morts descend, vers le IIIe ou IVe siècle av. J.-C., jusqu'à la plèbe. Combien il devait séduire, par son caractère à la fois familial et fantastique, ce peuple auquel nulle autre dévotion n'était permise, un trait le fera comprendre : dans sa lutte pour l'empire, le fondateur des Han, Liéou-Pang, ne trouva rien de mieux pour se donner des partisans que de promettre de renvoyer à leurs familles, dans des cercueils, les corps de ses soldats tués au

combat : promesse irréalisable, mais qui suffit pour lui gagner la foule.

Or le culte des ancêtres conduit, par une transition toute naturelle, vers le culte des dieux anthropomorphes. Ce ne sont plus seulement des forces naturelles inconnaissables, des génies sans corps ni personnalité qu'on vénère, mais des esprits dont la forme matérielle, le caractère, les aventures vécues restent présents dans les mémoires; dorénavant immortels, intervenant dans les affaires de ce monde, ils ont bientôt une existence surnaturelle aussi pleine d'événements et bien plus importante que l'ancienne, dont avec le temps les légendes transfigurent le souvenir. Si bien que l'espace se remplit de divinités, qu'une problématique existence terrestre, quelques milliers d'années plus tôt, suffit à doter des attributs essentiels de la personnalité humaine.

Ainsi un Dieu suprême, susceptible de s'identifier avec le Dieu unique des Juifs, des Musulmans, des Chrétiens; des Esprits faciles à transformer en divinités antropomorphes; tout cela mal défini, sans métaphysique, sans dogme, sans prêtres et sans livres : voilà au début de l'ère chrétienne les croyances d'un peuple à coup sûr merveilleusement préparé à subir l'influence de toutes les religions révélées.

II

Introduction du Boudhisme. — Progrès du Taoïsme. — Persécutions.

Le siècle qui vit naître en Occident la religion chrétienne inaugure aussi pour la Chine une ère nouvelle. Dans ce monde jusqu'alors fermé, c'est l'irruption de l'univers extérieur, avec ses fois diverses et contradictoires, ses messies et ses prophètes, ses morales et ses cultes ennemis. A tous la Chine va faire bon accueil, et malgré les violents conflits et les réactions inévitables qu'engendreront leurs compétitions, non seulement la plupart prospéreront, mais c'est sur leur modèle que s'organiseront des religions nationales.

En l'an 65 ap. J.-C., le boudhisme ouvre l'invasion. L'empereur dépêche vers l'Occident des envoyés pour s'enquérir d'un sage, que, suivant la légende, un songe lui aurait révélé. On lui

ramène une statue de Boudha et deux bonzes hindous qui prêchaient sa foi aux populations du Tarim. L'empereur fait bâtir un temple au nouveau dieu et veille à l'entretien de ses prêtres; leur doctrine soulève une vive curiosité et commence à se propager.

Est-ce à l'influence de cette religion d'un Sage divinisé qu'il faut attribuer les progrès désormais incessants de la vénération envers Lao-Tse et Confucius? Ou bien, au contraire, l'accueil fait à Boudha est-il une conséquence de l'évolution naturelle du culte des Ancêtres, qui tend à la déification des hommes illustres du passé?

Quoiqu'il en soit, en l'an 72, l'empereur va *honorer* de sa visite la maison de Confucius. Cette marque de vénération nous sert de jalon pour mesurer le chemin parcouru depuis, car, tandis que les Annales du temps la mentionnent comme un honneur pour le Maître, les commentateurs modernes s'indignent et déclarent que c'est l'empereur qui s'honora en pénétrant dans un lieu si auguste.

En même temps s'organise le culte de Lao-Tse. Ce sage apparaît à un certain Tchang-Tao-Ling, et lui ordonne de prêcher sa doctrine. Tchang-Tao-Ling devient le pontife du taoïsme; il transmet à son fils sa mission divine, qui après lui passera à

ses descendants : aujourd'hui encore, après dix-huit siècles, le *pape* du taoïsme fait remonter sa filiation jusqu'à lui. De nombreuses sectes se formèrent, chaque prêtre ayant ses formules magiques plus ou moins efficaces, et un nombre d'adeptes en rapport avec son savoir. Ces sectes constituaient des sociétés secrètes, car la magie veut du mystère; et ces illuminés, qui ne croyaient plus qu'au surnaturel et qu'engageaient des serments redoutables, étaient une proie facile pour le premier agitateur qui voulait renverser l'ordre de choses établi. Ainsi naquirent la grande révolte des Turbans jaunes, et tant d'autres jusqu'à nos jours. En l'an 165, l'empereur célébra un sacrifice à Lao-Tsé comme à un dieu : c'était la première reconnaissance officielle du taoïsme considéré comme une religion distincte.

La géomancie, qui en découle, prit naissance à la même époque. Elle consiste, on le sait, en la croyance à des courants célestes et terrestres, veines et artères du monde, qu'un obstacle arrête ou détourne, et qui sont fastes ou néfastes pour les objets placés sur leur parcours. La découverte de ces courants invisibles, les procédés à suivre pour assurer le repos et la sécurité aux demeures des vivants et des morts qu'ils peuvent détruire

ou protéger, tels furent dorénavant l'art et la science des géomanciens, dont la faveur est de nos jours devenue prodigieuse, puisqu'on ne peut, sans leur avis, construire ou démolir une maison, une tombe, un édifice quelconque, planter ou couper un arbre, de peur de déranger les courants célestes, creuser un canal, un fossé, un puits, élever une digue, ouvrir une tranchée, de peur de contrarier les courants souterrains.

Cependant les apôtres venus de l'Inde avaient beau se succéder, le boudhisme restait un sujet de curiosité et ne se propageait guère. Ce fut à la conquête de la Chine du nord par les Huns, après la chute des Han et des Trois Empires, qu'il dut son succès. Les Nomades, comme le peuple des Cent-Familles, croyaient au Dieu suprême, aux Esprits de la nature et à ceux des ancêtres, mais leurs cérémonies différaient, ainsi que les noms et les attributs des esprits. En entrant en Chine, ils amenèrent leur religion; cependant par politique, il en éliminèrent peu à peu tout ce qui pouvait choquer leurs sujets : c'est ainsi que, de tous les Génies de la steppe, cinquante-sept seulement obtinrent la naturalisation chinoise. Le même éclectisme se manifestait au Turkestan, où plusieurs tribus nomades avaient déjà embrassé le boudhisme. Le terrain était donc bien préparé

pour des innovations, quand le célèbre moine indien Boudha Janga vint à la cour : son pouvoir divinatoire et ses miracles lui donnèrent sur le prince un ascendant absolu.

En 335, un édit solennel autorise le culte. La faveur éclatante dont jouit le bonze accélère les conversions : partout des temples se bâtissent et des couvents se fondent. A travers les périls des monts et de la mer, des centaines de pèlerins, que rien ne rebute, gagnent l'Inde pour y contempler le berceau de la foi. Pendant des années, sans relâche, ils parcourent les royaumes, allant de couvent en couvent pour se perfectionner dans la connaissance des règles et copier les livres sacrés qu'ils veulent rapporter dans leur patrie[1].

Soudain un coup formidable vint frapper le boudhisme : en 444, un édit de l'empereur ordonna de l'extirper radicalement, par la destruction des temples, des livres et des images et par le massacre de tous les bonzes. Beaucoup de ceux-ci réussirent à se cacher, mais tous les édifices furent rasés, les objets pieux brisés, les biens confisqués. Le souverain hun avait fini par

1. On doit à plusieurs d'entre eux, notamment Fa-hien (399-419), Song-yunn (518-521), Hiouen-Tsang (629-645), des relations extrêmement précieuses pour l'histoire de l'Inde.

s'apercevoir des dangers d'une religion qui, prêchant la vie monacale, permettait à ses sujets d'échapper au service militaire et aux impôts, et amenait la diminution de la population : peu lui importait le dogme, mais il avait besoin de soldats et d'argent.

Telle était pourtant la vitalité du boudhisme qu'il survécut à cette terrible Saint-Barthélemy. Il continua à se pratiquer en cachette, et en 452 un nouvel empereur annula l'édit de proscription : les bonzes survivants sortirent de leurs cachettes, de nouveaux temples s'élevèrent, et bientôt le culte fut plus florissant que jamais. L'empereur lui-même était si dévot qu'il portait la tête rasée comme les moines; il fit fondre une statue de Boudha colossale qui exigea cent mille livres de cuivre et six cents livres d'or. Son successeur abdiqua pour se faire bonze.

L'éclectisme des souverains huns et leur esprit d'initiative ne furent pas moins favorables à Lao-Tse et à Confucius. Trait curieux : l'empereur chinois du sud imite tout ce que fait son rival du nord. En 433, le Hun décerne à Tchang-Tao-Ling, le fondateur du taoïsme, le titre posthume de Maître du Ciel, consécration officielle de sa doctrine; en 438, l'empereur du sud s'empresse d'autoriser celle-ci à son tour. En 495, le Hun

sacrifie à Confucius avant de sacrifier au Ciel, et en 505 on voit l'empereur du sud lui élever un temple, le premier qui lui ait été consacré hors du lieu de sa sépulture. Singulier ascendant du conquérant barbare sur le prince policé! Il semble que celui-ci soit heureux d'innover dès qu'on lui en montre l'exemple; ou bien est-ce l'opinion publique qui réclame ces nouveautés?

Le succès du boudhisme inspire aux taoïstes un stratagème admirable : ils incorporent Boudha à leur religion! D'après eux, Lao-Tse, que la légende présente comme disparu mystérieusement vers les régions de l'ouest, aurait gagné l'Inde et serait devenu, sous un nom d'emprunt, le précepteur de Boudha. Les boudhistes indignés ripostèrent que Lao-Tse n'était au contraire qu'un des disciples de Boudha. La querelle fut portée devant l'empereur Ou (525); celui-ci, complètement sous l'ascendant du fameux ascète hindou Bodhidarma, voua au feu les écrits taoïstes qui contenaient ces allégations sacrilèges. Mais bientôt cette contestation sera reprise devant un autre empereur favorable au taoïsme; les boudhistes en appelleront de nouveau, et durant mille ans on pourra voir les deux cultes rivaux, jaloux chacun d'absorber l'autre, implorer la reconnaissance de leur primogéniture et réclamer l'extinction des préten-

tions contraires par la force du bras séculier.

Ce fut une période de triomphe pour le boudhisme. L'empereur Ou, tout en continuant à gouverner, se fit moine; il interdit formellement d'immoler des victimes; on dut offrir aux esprits des effigies d'animaux en pâte, malgré le mécontentement du peuple qui croyait que seul le sang des victimes était capable de satisfaire les ombres[1]. A cette époque on compta, rien que dans le Petchili et le Chantoung, trente mille pagodes desservies par deux millions de bonzes et de bonzesses! Il fallut interdire d'en fonder de nouvelles sans autorisation : les champs manquaient de bras.

Admirons cette fortune prodigieuse du boudhisme! Pourtant, aux yeux de l'Histoire confucianiste, ses sectateurs étaient des criminels : « Vivant en Chine, ils suivaient une loi exotique; renonçant au service de leur souverain (les bonzes ne pratiquent point le service militaire et ne paient point d'impôts), rejetant les devoirs de la piété filiale (ils quittent leurs parents pour entrer au couvent, et ne leur donnent pas de descendance pour célébrer leur culte), éteignant

1. « Celles d'entre les ombres que tu laisseras celles approcher du sang te reconnaîtront et te diront la vérité, celles que tu en écarteras s'éloigneront », dit Tirésias à Ulysse. (*Odyssée*, chant XI.)

les relations sociales par le célibat et la retraite, détruisant leur corps par les austérités, flânant et mangeant sans travailler, ils étaient tous des vers rongeurs du peuple. Bien qu'ils n'eussent pas l'intention de nuire, ils n'en étaient pas moins des malfaiteurs. »

Qu'en faut-il conclure? C'est qu'ou bien les Chinois étaient étonnamment prompts à embrasser les doctrines et les mœurs les plus contraires aux leurs propres, ou bien, et c'est le plus probable, que celles-ci n'étaient nullement conformes aux enseignements confucéens : à la fin du VIe siècle, c'est à peine, constatent mélancoliquement les Annales, si on trouvait un livre confucianiste pour mille ouvrages boudhistes ou taoïstes!

Cependant, qu'on ne s'y trompe pas, aucune de ces religions n'était pratiquée par le peuple. Non seulement par leurs doctrines, peu accessibles à des esprits frustes, mais surtout par la règle de vie qu'elles imposaient, elles ne s'accommodaient point de la vie sociale. Quiconque devenait boudhiste ou taoïste se faisait en même temps moine et quittait sa famille pour le couvent. Quant à Confucius, en dehors des lettrés, nul ne savait même son nom. Exclu de toutes les cérémonies, laissé en dehors de la vie reli-

gieuse, le peuple devait continuer obscurément à se livrer aux grossières superstitions individuelles ou locales dont beaucoup subsistent encore. Seul le culte domestique des ancêtres fournissait un aliment à son besoin de religion.

III

Christianisme. — Islamisme. Zoroastrisme. — Nouveaux cultes chinois.

Après les convulsions épouvantables d'où la Chine était sortie unifiée sous le sceptre des T'ang (620), la nouvelle dynastie sentit le besoin de s'attacher le peuple par la religion. Tout d'abord Lao-Tse apparut et fit connaître que l'empereur était son descendant : le prince éleva aussitôt un temple à son ancêtre. Mais le taoïsme restait une religion d'initiés, fermée à la masse. Licheminn, le véritable fondateur de la dynastie, comprit qu'il fallait intéresser le peuple au gouvernement de l'univers, et par là à celui de l'empire, en lui donnant un protecteur toujours accessible : un édit permit d'élever partout des autels au Patron des moissons, et d'y sacrifier à volonté. Cette innovation, d'une portée

immense, fit entrer le peuple dans la communion des esprits célestes et humains. Fort de l'appui de cette religion populaire, il combattit les petites chapelles, foyers d'intrigues, où les complots s'appuyaient sur la magie : tous les moines boudhistes et taoïstes furent soumis à une enquête sévère et ceux dont la conduite n'était pas exemplaire renvoyés dans leurs villages; on ne laissa subsister dans les villes qu'un seul couvent de chacune des religions.

Mais, en même temps, par l'éclat de son règne qui propageait au loin sa renommée, et par ses conquêtes qui mettaient son empire en contact avec le reste du monde, Licheminn amena l'invasion de la Chine par toutes les religions étrangères.

D'abord le Zoroastrisme : en 631, un mage venu de Perse se présenta à la cour; l'empereur autorisa par un édit qu'on construisit au Génie du feu un temple dans la capitale.

En 635, le chrétien Olopen arriva à la cour et présenta les livres de sa religion, qui furent traduits et étudiés. En 638, l'empereur rendit l'édit suivant : « La vérité n'a pas qu'un nom. Le sage n'est pas qu'une personne. Les religions varient suivant les lieux. Leur influence fait du bien à tous les êtres. Le moine Olopen est venu

de loin pour présenter à la capitale la doctrine de ses livres. Après examen, nous l'avons trouvée profonde et paisible, produisant le bien et l'essentiel, bienfaisante pour les êtres et profitable aux hommes. Qu'elle se répande librement dans l'empire! Que ceux qui sont chargés des affaires religieuses construisent de suite un couvent qui puisse loger vingt et un moines! »

Olopen était-il catholique ou nestorien? L'étude de la fameuse stèle de Singan-fou, érigée en 781, découverte en 1625, fait pencher la balance en faveur de la seconde hypothèse.

En 638, le Mahométisme fut révélé à la cour par une ambassade du roi de Perse qui demandait du secours contre les conquérants Arabes. Aucun texte historique n'indique que l'empereur ait autorisé cette religion, fort exactement décrite à cette occasion par les annalistes, en termes bienveillants. Mais il est probable qu'au milieu des grands conflits de races, d'empires, de religions que soulevait son apparition, créant de formidables remous dont les vagues se propageaient à l'infini, le culte mahométan ne tarda pas à pénétrer dans l'empire, importé par les aventuriers, par les marchands, par les Nomades qui embrassaient volontiers une religion où les coups de sabre étaient tenus pour actes de piété.

Plus tard, des légendes se formèrent et attribuèrent à Licheminn, éclairé par des apparitions, l'introduction du culte musulman.

Entre tant de religions, la politique avait dicté le choix de cet empereur éclectique : « L'empereur Ou, disait-il, a si bien prêché le boudhisme à ses officiers que ceux-ci n'ont pas su monter à cheval pour le défendre contre les révoltés. L'empereur Yuan expliqua à ses officiers les textes de Lao-Tse au lieu de les faire marcher contre les Huns qui ruinaient son empire. Ces faits en disent long à qui sait les entendre. Moi je ne prise que la doctrine des empereurs Yao et Chouenn et de Confucius. » Et il donna officiellement à Confucius la première place, qu'il n'avait point encore jusque-là, parmi les Sages.

Chose curieuse, ce prince sceptique jouit aujourd'hui de la réputation de boudhiste fervent. Il en est redevable à un roman du XIVe siècle, le plus populaire qui soit en Chine après celui des Trois Empires. Licheminn y traverse les enfers, à travers mille aventures merveilleuses qui rappellent de façon singulière la légende d'Istar, et, rendu au jour, il consacre sa vie au culte de Boudha.

Les cent cinquante années qui suivirent le règne de Licheminn virent toutes les religions

fleurir à l'envi. Un empereur fit bâtir une église chrétienne dans chaque préfecture; un autre, en 744, fit célébrer un service religieux dans son palais par sept prêtres chrétiens. En 694, un Persan obtint de l'empereur l'autorisation de pratiquer et d'enseigner le Manichéisme. En 740, on comptait dans la capitale, Singanfou, 64 couvents de bonzes, 27 de bonzesses, 10 de moines taoïstes et 6 de religieuses, 2 temples chrétiens, 4 temples zoroastriens et manichéens.

Cela ne suffisait pas. En 742, l'empereur fit élever dans toutes les préfectures un temple au Grand-Duc de Tchéou, légendaire conseiller du fondateur de la dynastie des Tchéou (vers 1100 av. J.-C.), entouré de généraux célèbres, et institué Patron des militaires; on dut lui sacrifier avec les mêmes rites que pour Confucius. Celui-ci avait été, trois ans auparavant, élevé par décret au rang de roi, ses disciples les plus célèbres nommés ducs, marquis, barons. En 744, Lao-Tse reprit l'avance : il fut nommé Empereur!

Des cérémonies nouvelles prenaient aussi naissance. Tandis que l'empereur sacrifiait au ciel, ce fut l'impératrice qui officia en l'honneur de la terre. On institua le culte des Esprits des neuf régions. Au lieu de victimes, un édit imposa de n'offrir plus dans les sacrifices que leur effigie en

papier, dévotion économique qui s'est perpétuée.

Vers l'an 760, le boudhisme prit un merveilleux essor. C'est qu'alors seulement fut connue la nouvelle doctrine de la secte des yoghis, prêchée dans l'Inde depuis la fin du VIe siècle. Le paradis, l'enfer, le purgatoire, substitués à la métempsychose sans fin, eurent un succès prodigieux : en donnant aux défunts une vie personnelle, une résidence précise, des joies et des douleurs, en accordant aux vivants le pouvoir d'influer par leurs prières et leurs mérites sur la destinée des âmes, cette doctrine s'accordait trop bien avec le culte des ancêtres, précisé et vivifié par elle, pour ne pas séduire d'emblée la multitude. Ce n'était plus maintenant une religion de moines, d'être retranchés de la communauté, c'était au contraire une religion familiale, domestique, où chacun satisfaisait du même coup à ses devoirs envers la divinité et envers ses parents; ce n'était plus une doctrine désespérante et desséchante, n'ayant d'autre récompense à promettre que l'anéantissement, ne laissant subsister la vie que sous une transformation qui supprimait toute personnalité : la félicité promise à la vertu, le châtiment des coupables, les épreuves à subir pour expier les fautes, tout prenait un aspect si humain, que, sans nul effort, les plus simples pouvaient comprendre et pratiquer.

IV

Persécutions. — La religion de Confucius s'organise. — Le Pur Auguste. — Les trois religions n'en font qu'une.

Ce triomphe n'alla pas sans réactions. Par les prodiges qu'il prétendait opérer, le taoïsme maintenait son prestige et son influence; en 845, l'empereur, gagné à sa cause, frappa d'un seul coup toutes les religions rivales. Le Manichéisme, le Christianisme, le Zoroastrisme étaient impitoyablement proscrits : leurs temples furent rasés, leurs prêtres mis à mort. Quant au boudhisme, on n'autorisait plus qu'une pagode avec trente moines dans chaque préfecture, tout le reste devait disparaître. En conséquence 4 600 bonzeries et 40 000 petites pagodes furent détruites, 260 000 bonzes et bonzesses furent sécularisés, un grand nombre massacrés; les biens des couvents

furent confisqués et leurs 150 000 esclaves affranchis.

Mais, l'empereur étant mort la même année, son successeur s'empressa de rapporter son édit, et le boudhisme se reprit à fleurir. Quant aux autres religions, moins solidement implantées, on n'en retrouve plus la trace au cœur de l'empire.

Elle n'avaient cependant pas disparu partout. Canton, point de départ des jonques chinoises qui allaient chercher les marchandises de l'Occident jusqu'à Hira, en Mésopotamie, était dès cette époque un des plus vastes emporium de l'Asie; une multitude de négociants, venus de tous les pays, y fréquentaient et y pratiquaient librement leur religion. Les Arabes y avaient plusieurs mosquées. En 879, au cours d'un grand soulèvement, Canton fut prise par les rebelles qui la détruisirent de fond en comble. Suivant l'historien arabe Abou-Zeyd, « il périt là, outre les indigènes, 120 000 musulmans, juifs, chrétiens et zoroastriens : le chiffre des personnes de ces quatre religions est connu exactement, parce que, le gouvernement chinois prélevant sur eux un impôt de capitation, il en existait des registres authentiques »[1].

1. Cité par le P. Wieger, *Textes historiques*.

Il semblerait que ce dut être le coup de grâce. Mais les religions sont tenaces, et bientôt nous allons les voir, revenues par de nouvelles routes, reprendre leur œuvre de pénétration.

En l'an 955, le pouvoir du boudhisme était redevenu si grand qu'il fallut le contenir par une loi sur les Congrégations : nul ne pouvait entrer en religion sans le consentement de ses parents; les moines devaient être inscrits sur des registres qui permettaient d'exercer un contrôle; les actes contraires au Code et aux mœurs nationales, suicide solennel, mortifications publiques, mutilations, furent interdits. 30 000 pagodes furent fermées et les statues de Boudha et de ses saints envoyées à la fonte. Il ne resta d'autorisé que 3 694 pagodes avec 60 000 bonzes et bonzesses enregistrés.

Au milieu de tant de perturbations, qu'advient-il de Confucius? Ignoré du public, il a pour admirateurs quelques rares lettrés, qui prisent en lui l'homme d'État, le penseur, nullement le représentant d'une religion, car eux-mêmes sont pour la plupart boudhistes ou taoistes. Quand ils parviennent au pouvoir, ils obtiennent de l'empereur des honneurs nouveaux pour ce sage dont le recul du temps fait de mieux en mieux apprécier le génie. Et c'est ainsi que dans ce pays où tout

ancêtre est divin, a ses autels, son culte et ses sacrifices, Confucius s'élève progressivement à travers la hiérarchie des Esprits et s'approche du sommet. Vienne alors un empereur imbu de sa doctrine, qui la proclame et l'impose, et ce ne sera pas un modeste écrivain, compilateur d'odes et d'annales et pieux commentateur du passé, qui se révélera au peuple, mais un dieu déjà révéré dans les nombreux temples et paré des titres les plus éclatants. Quoi d'étonnant alors si, à mesure que sa doctrine se répand, Confucius devient, comme Boudha, le dieu de la religion qu'il enseigne?

La dynastie des Soung va prendre une grande part à cette métamorphose. Tout d'abord elle relève les écoles confucianistes désertées. Afin de développer la vénération pour les antiques sages en leur donnant, comme aux saints du boudhisme, une personnalité tangible, elle substitue des statues et des figures peintes aux froides tablettes, à l'aspect funéraire, qui seules les représentaient jusque-là. Deux mille familles sont dispensées d'impôts à charge de se consacrer à l'entretien de la sépulture du Maître. En même temps, on interdit la crémation des cadavres, contraire à sa doctrine et que le boudhisme avait mise en vogue.

Cependant, on s'en rend bien compte, la religion du *Chou-King*, avec son Souverain Ciel et sa Souveraine Terre, manque d'humanité : le succès des autres religions tient dans la personnalité de leur Dieu, qui permet de lui prêter des sentiments semblables aux nôtres, et le rend accessible à la foule. Confucius n'est pas encore en état de jouer ce personnage. On le crée donc de toutes pièces : en 1012, l'empereur institue un nouveau dieu, le Pur Auguste. Il lui assigne une histoire : sorte de messie, il est une émanation du Souverain d'En Haut, préposée au bonheur du genre humain et qui s'est incarnée dans plusieurs empereurs légendaires.

Ce Dieu à forme humaine, qui rappelle le Christ, Vichnou, Krishna, Boudha, et qui est devenu extrêmement populaire, était à coup sûr la résultante de tant de religions opposées, jetées les unes contre les autres au travers des primitives croyances de la Chine. Son culte venait tout concilier, car qui empêchait de voir en Boudha, en Lao-Tsé, en Confucius, des incarnations successives de ce bienfaiteur de l'humanité? « Les trois religions n'en font qu'une », cette formule ingénieuse et commode va devenir la doctrine officielle.

Aussi, en même temps qu'on voit le nombre des moines boudhistes s'élever à 230 127 hommes

et 15643 femmes, l'empereur, qui se prétend lui-même une incarnation du Pur Auguste, installe le grand pontife du taoïsme dans la capitale et détermine la hiérarchie de son clergé, distribué en vingt-six degrés. Il ordonne aux Taoïstes d'adorer Boudha et aux boudhistes de célébrer le culte de Lao-Tse.

Enfin l'escorte bienheureuse de Confucius se grossit des grands hommes de tous les temps et des doctrines les plus opposées, militaires aussi bien que philosophes ou hommes d'État. Parmi les vivants qui se disputent l'influence, chacun n'a de cesse qu'il n'ait obtenu la canonisation des maîtres dont il se réclame, et c'est durant deux siècles une lutte épique entre toutes les écoles pour faire introniser dans ce panthéon leurs chefs, à peine refroidis. Enfin le célèbre Tchou-Hi donne dans ses écrits, qui aujourd'hui sont devenus la plus haute autorité après ceux de Confucius lui-même, la formule du Jou-Kiao, *religion du Maître*, qui achèvera dans les temps modernes la transformation des primitives croyances en culte de Confucius. Mais l'heure n'était pas encore venue : en 1048, le directeur de l'école impériale ayant demandé que le Sage fut élevé du rang de roi à celui d'empereur, sa requête fut rejetée.

V

Toutes les religions envahissent la Chine.

Tandis que la Chine du sud se consume en ces byzantines querelles, les barbares sont aux portes.

Les Mandchous, maîtres du nord, sont déjà enchinoisés, vénérant à la fois le Ciel et Confucius, Boudha et Lao-Tse; les autres Nomades ont avec la même facilité embrassé les religions des contrées soumises. Ceux du Tarim sont allés à l'Islam; les Kitaï, chassés de Chine par les Mandchous et devenus les maîtres dans le pays de Samarcande, se sont faits nestoriens : c'est le royaume chrétien du prêtre Jean.

Les Mongols, retirés dans leurs steppes, en sont restés à la conception première des hommes du désert : « En manière de vivre et de

créance, diffèrent-ils de toutes les autres nations du monde, car ils ne se vantent point d'avoir loy baillie de Dieu, comme plusieurs autres nations mentent, mais croient un Dieu, et ce bien ténument et bien simplement, par ne sçay quel mouvement de nature, que nature leur monstre, que sur toutes choses du monde est une chose souveraine qui est Dieu. » (Frère Ricold, *Pérégrinacion*). A cette notion élevée, mais imprécise, joignez l'hommage au soleil et à la lune, et des pratiques quasi fétichistes envers des poupées de feutre et de drap qu'ils vénèrent dans chaque tente, et voilà d'admirables dispositions à adopter n'importe quelle religion, pourvu qu'elle satisfasse à leur foi en une divinité suprême et à leur désir instinctif d'un culte moins abstrait. Gengis-Khan, dans la diète de Kara-Korum (1205) où, à peine élu, il proclame le Code qui va donner à sa nation l'empire de l'Asie, a grand soin de le spécifier : toutes les religions seront également vénérées.

Sitôt que la vague mongole eut tout recouvert, ce fut autour du Khan tout-puissant un concours extraordinaire de députés de toutes les églises : Chrétiens catholiques, grecs et nestoriens, Musulmans chiites ou sunnites, Boudhistes, Zoroastriens, tous venaient implorer la faveur du maître

du monde. Tous étaient bien reçus : par les moines Jean de Plan-Carpin et Rusbrœk, successivement envoyés en ambassade par le pape et le roi de France, nous savons l'accueil, dédaigneux pour les hommes mais respectueux pour leur Dieu, que les Grands Khans faisaient à tous les prêtres. Ceux-ci, profitant de cette bienveillance, travaillaient à l'envi à répandre leur doctrine et à se créer des adeptes dans l'entourage immédiat du souverain dont la famille bientôt se partagea entre les divers cultes. Une des femmes d'Ogotaï, successeur de Gengis-Khan, est chrétienne; la principale épouse d'Houlagou, petit-fils de Gengis-Khan, et souverain de l'Asie occidentale, est aussi chrétienne. Un des oncles de Koubilaï, qui se révolte et est bien près de s'emparer du trône, est chrétien. Si le Khan lui même venait à confesser le Christ, quels changements dans l'univers?

Il semble bien qu'il n'en est pas très éloigné : quand il aperçoit la croix, il se précipite face contre terre, puis la baise dévotement; il assiste pieusement aux offices. Mais il en fait autant chez les Mahométans et les Boudhistes : « Les chrétiens vénèrent Jésus, les musulmans Mahomet, les juifs Moïse, les boudhistes Chakyamouni; ne sachant lequel est plus grand dans le Ciel, je les

vénère tous les quatre, pour qu'ils m'aident », déclare ingénument Koubilaï à Marco Polo. Une si parfaite équanimité dans la dévotion ne se laissera évidemment troubler par nul argument, sinon l'intérêt.

C'est ainsi que dans le Levant, pour se procurer contre les Sarrazins l'appui des chrétiens d'Arménie et de Géorgie, Houlagou favorisa le christianisme, au point qu'à sa mort (1265) l'histoire d'Arménie le compara à Constantin. Son fils Abaga, époux d'une princesse grecque, voulut s'allier aux souverains d'Occident contre les Mamelucks. Il envoya des ambassadeurs au pape, aux rois de France et d'Angleterre. Le pape les baptisa, et ils firent leurs pâques à la basilique de Saint-Denis; ce fut tout le résultat de tentatives qui eussent pu transformer les destinées de l'Asie. Les successeurs d'Abaga furent alternativement chrétiens, dans l'espoir d'exciter à une nouvelle guerre sainte les rois d'Occident, auxquels ils promettaient de céder Jérusalem sitôt prise, ou musulmans pour éviter que leurs sujets mahométans n'appelassent à l'aide le sultan d'Égypte.

En Extrême-Orient, la même politique tourna Koubilaï vers d'autres cultes. Dès 1262, il fit bâtir des temples à Confucius et adopta les rites

chinois. En même temps, il mit la haute main sur le clergé boudhiste en le plaçant sous la juridiction du lama tibétain Pags'pa, son intime ami, qui le réforma. Cette institution d'un patriarche non chinois n'avait rien que de naturel pour un prince tartare, dont la Chine n'était qu'une province, mais nous la verrons bientôt devenir une cause de graves difficultés.

Cependant, à mesure que les liens qui rattachaient les différentes parties de l'empire mongol se relâchaient, le Grand Khan, réduit à n'être plus qu'empereur de Chine, sentait que pour maintenir son autorité il lui fallait quitter ses façons exotiques et jouer à l'héritier des anciens souverains. Dès 1305, il célébra les sacrifices en qualité de Fils du Ciel, et comme, naturellement, il n'en possédait pas les traditions, il les fit rechercher par une commission de lettrés. Ceux-ci, écartant comme des innovations blâmables tout ce qui s'était fait depuis deux mille ans, imaginèrent d'en revenir au rituel de la dynastie des Tchéou, composé, dit-on, vers l'an 1100 av. J.-C. Ainsi ce fut un barbare étranger dont l'ignorance inaugura en Chine ces rites prétendus trois fois millénaires, mais que, durant les vingt siècles d'Histoire authentique, aucun prince ne s'était piqué d'observer! En 1307, un édit proclama : « Les sages

antérieurs à Confucius ont été sauvés de l'oubli par Confucius : les sages postérieurs ont été formés par lui. C'est lui qui a appris aux princes qu'ils devaient se modeler sur Yao et Chouenn. Aussi doit-on l'appeler le Sage des Sages ». — Et tous les commentateurs d'applaudir! Ainsi, on le reconnaît, du temps de Confucius le passé était déjà oublié! Quelle crédulité aveugle permet de prêter foi à un âge d'or dont le souvenir s'est si vite effacé de la mémoire des hommes, et par quelle inexplicable illusion croit-on en apercevoir le reflet éclairant la suite ininterrompue des temps historiques?

Pour rivaliser en succès auprès des foules avec Boudha et Lao-Tsé, il avait toujours manqué à Confucius d'être servi par des prêtres intéressés à propager sa doctrine, et d'attirer les adeptes par l'espoir de récompenses en ce monde ou en l'autre. Le gouvernement remédia à ces deux défauts : en 1313, il établit le système des examens pour le recrutement des fonctionnaires; les livres de Confucius avec les commentaires de Tchou-Hi, pris comme base de l'enseignement, devinrent la clef qui ouvrait l'accès aux honneurs et aux charges. Ainsi la doctrine était prêchée partout, et les récompenses immédiates! De ce jour date la diffusion du Confucianisme, non plus

simple philosophie à l'usage de lettrés savants, mais culte personnel que Rome devra condamner comme idolâtrique.

Mais leur fraîche orthodoxie n'enlève point aux Mongols leur esprit de tolérance. Toutes les religions fleurissent à la fois. L'Islam a des sectateurs partout : le premier ministre de Koubilaï est un musulman; jusqu'à l'arrivée des jésuites, le président du Tribunal des mathématiques et Grand astronome sera un mahométan. Les chrétiens grecs sont nombreux : Géorgiens, Arméniens, Alains, Russes; rien qu'à Pékin on trouve 30 000 soldats Alains et 10 000 Russes.

En 1293, arrive à Pékin le franciscain Jean de Monte-Corvino, envoyé par le pape à la fois comme légat et comme apôtre; son succès est considérable et quatorze ans plus tard il est nommé archevêque de Pékin avec trois évêques suffragants. Les arrivées de missionnaires se multiplient, ainsi que le nombre des églises qui comprennent plus de cent mille fidèles. L'empereur envoie au pape plusieurs ambassades.

Mais le succès le plus remarquable fut obtenu par les Nestoriens. Depuis leur extermination de l'an 845, ils n'avaient pas reparu en Chine. Quand la fortune des combats eut unifié l'Asie sous le sceptre tolérant des Mongols, le patriarche

nestorien de Bagdad en profita pour lancer partout ses missionnaires. S'il faut en croire Rusbrœk, ceux-ci ne brillaient ni par la vertu ni par le savoir. Est-ce leur peu d'exigence qui facilitait les conversions? Quoiqu'il en soit, dès 1266 le patriarche de Bagdad avait sous sa juridiction 25 archevêques et 72 évêques; en 1275, il érigea Pékin en archevêché, et, en 1280, il en fit le siège métropolitain de la Chine.

Tolérants, certes, les Mongols l'étaient, mais aussi fort amoureux du règlement, en bons militaires. Pour gouverner tant d'églises, ils instituèrent en 1289 le ministère des Cultes. Ce n'était pas une sinécure. Il devait veiller sur la conduite du clergé : un rescrit ordonna que tout prêtre boudhiste, taoïste ou chrétien qui aurait pris femme serait dégradé. Mais en même temps, il était chargé de leur entretien, car l'empereur subventionnait tous les cultes, « afin, dit un édit de 1314, que les prêtres, dispensés de toute charge, passent leur vie à prier le ciel et à attirer ses bénédictions ».

VI

Destruction du Nestorianisme. — Persécutions politiques contre les chrétiens et les musulmans. — Triomphe du confucianisme.

L'écroulement des Mongols ensevelit sous leurs ruines les religions qu'ils avaient introduites à leur suite : des missions chrétiennes de Chine, rien ne subsista, même une trace, tant l'extermination fut impitoyable. Et dans le même temps, le prince qui relevait la grandeur mongole sur l'autre versant de l'Asie, alors qu'elle s'effondrait en Chine, Tamerlan (1370-1404), complétait de son côté l'œuvre de destruction. Musulman, car il lui fallait rallier tous les aventuriers mahométans de l'Asie centrale, qui auraient pu se donner à l'Osmanli ou au Mameluk, il massacra lui aussi les chrétiens : traquée partout à la fois, l'église nestorienne disparut à tout jamais.

C'est là un fait considérable, car il ne faut pas oublier que pendant onze siècles cette église n'avait cessé d'évangéliser l'Orient; née en Asie, formée uniquement d'Asiatiques, sans aucun lien avec les pontifes de Rome ou de Constantinople, son triomphe ou seulement son existence enlevait au christianisme ce caractère de religion des hommes blancs, d'apanage de l'Europe, qui inquiète les autres races et est un des plus sérieux obstacles à ce qu'il devienne « catholique ».

Ce sont les défaites des princes qui le soutenaient, non point l'insuccès de ses apôtres, qui ont amené la ruine du Nestorianisme. Si elle avait trouvé un champion victorieux, peut-être que cette hérésie oubliée aujourd'hui couvrirait l'Orient : par elle le christianisme apparaîtrait comme une religion de l'Asie, son berceau; l'Europe n'en serait qu'une fraction dissidente. Le sort des guerres en a décidé autrement.

Les empereurs Ming, comme tous leurs prédécesseurs, favorisèrent alternativement Confucius, Boudha, Lao-Tse, les trois religions nationales. Mais un événement considérable se produisit au sein du boudhisme.

Depuis Koubilaï, l'autorité suprême sur tout le clergé était confiée à des lamas tibétains, plus instruits et plus austères que les bonzes de Chine;

ils résidaient auprès de l'empereur. Au xve siècle, une révolution eut lieu au Tibet : Tsong-Kapa réforma le culte, institua l'organisation qui subsiste encore et plaça à sa tête le Dalaï-lama, incarnation permanente de Boudha. Du coup, le clergé chinois se trouva avoir un chef non seulement étranger, mais résidant hors de la Chine propre[1].

Le boudhisme perdait ainsi son caractère de religion nationale; il tombait au nombre de ces sectes étrangères que les Fils du Ciel redoutent, parce qu'ils n'en sont point maîtres; mais il était trop bien implanté en Chine pour qu'on put songer à le déraciner. A partir de ce moment, le Tibet, ce plateau aride et glacé, va jouer dans la politique asiatique un rôle capital, puisque de là

1. C'est d'ailleurs un rapprochement forcé que de l'assimiler au pape. Ainsi que l'explique clairement M. Grenard (*Le Tibet et ses habitants*), le Dalaï-lama n'est que le supérieur du plus puissant des nombreux ordres religieux du Tibet; son autorité n'est effective que sur les moines de cet ordre, mais cette situation suffit à lui donner une influence prépondérante. Quant à sa qualité de Boudha vivant, elle vaut des honneurs spéciaux à sa personne corporelle, mais elle ne lui confère nullement le droit de parler au nom de Boudha. A l'inverse du pape, qui est inspiré par le Saint-Esprit, mais qui ne l'incarne pas, le dalaï-lama est le corps même de Boudha, mais non son esprit. Le Panchen-lama, supérieur d'un autre ordre fort puissant, exerce une influence à peine inférieure; c'est lui que les Anglais viennent d'introniser en place du Dalaï-lama fugitif. D'ailleurs qui dit que l'évolution du boudhisme est terminée? l'autorité du pape, qui n'était primitivement que l'évêque de Rome, n'est pas l'œuvre d'un jour, elle a mis de longs siècles à s'affirmer.

partent les fils invisibles de l'influence religieuse qui peuvent mettre en mouvement tout l'empire.

En 1515, l'empereur invite le Grand Lama à venir à Pékin; sur son refus l'ambassadeur chinois tente, mais en vain, de l'enlever. En 1572, le Khan des Mongols fut plus heureux. Songeant toujours à une revanche, il cherchait à se donner le prestige de la protection céleste; il réussit à faire venir le troisième Dalaï-lama à la grande diète des Mongols, auprès du lac Koukou-Nor; tous les Mongols communièrent en buvant l'eau qu'il avait bénite, « eau de la vie éternelle », et tous les bonzes mongols se rallièrent au lamaïsme. Il paraît établi que les lamas travaillèrent activement à la chute des Ming, qui luttaient contre leur pouvoir spirituel.

Sous cette dynastie continue à se manifester, par mille innovations, la tendance à personnifier la sagesse et toutes les vertus, en les incarnant sous la forme de quelque Ancien divinisé. En face de Confucius dont la vénération s'étendait depuis que sa doctrine était imposée dans les écoles, les vertus guerrières trouvaient un nouveau représentant. Le *Roman des Trois Empires*, publié sous la dynastie mongole, avait popularisé le souvenir du héros Kouan-yu, déjà placé dans le panthéon par les Soung, avec le titre de duc : il fut

fait Dieu de la guerre, en place du grand-duc de Tchéou trop oublié.

Mais de nouveaux assauts allaient être tentés par les religions du dehors. Avec les premiers vaisseaux d'Occident, en 1516, les missionnaires catholiques avaient de nouveau pris pied sur la terre chinoise. Leurs progrès, d'abord assez rapides, ne tardèrent pas à être arrêtés par les spectacles scandaleux que leurs compatriotes et coreligionnaires donnaient aux Chinois. Uniquement amenés par l'appât du lucre, pirates plutôt que négociants, ils pillaient les campagnes, enlevaient les habitants qu'ils allaient vendre comme esclaves dans les îles; ils se battaient entre eux à coups de canon jusque dans le port de Canton. Les « barbares roux » furent bientôt en exécration; à Canton, à Ning-pouo, on les massacra : « Et de ce malheur, écrit en 1545 l'aventurier Fernand Mendez-Pinto, il s'ensuivit un plus grand encore, qui fut que nous perdîmes notre réputation par tout le pays, que les habitants ne voulaient plus nous voir; disant que nous étions des diables incarnés, engendrés par une malédiction de Dieu. » Et tel est en effet le nom, *diable étranger*, qui servira dorénavant et jusques aujourd'hui à désigner l'Européen.

On conçoit que, dans ces conditions, la propaga-

tion de la foi était difficile. Le père Ricci, jésuite, comprit la tactique à suivre. Dans une contrée hiérarchique et centralisée, c'était à la tête qu'il fallait frapper, c'était l'empereur qu'il fallait convertir : la partie serait gagnée d'un seul coup. Par l'offrande d'horloges et de clavecins qui éveillèrent la curiosité, il sut s'ouvrir la route de Pékin et l'accès du trône (1600). Flatté de recevoir la visite d'un sage du Grand Océan occidental, contrée tellement lointaine qu'elle n'était même pas signalée sur les cartes chinoises, l'empereur lui permit de célébrer son culte et pourvut à son entretien. Sa science assura son crédit, que maintinrent après lui, les pères Adam Schall et Verbiest : ils réformèrent le calendrier et furent nommés présidents du Tribunal des mathématiques. Le prestige de ces savants sur les hautes classes fut immense et amena des conversions nombreuses, jusque dans la famille impériale; le principal ministre était chrétien; des Chinois devinrent évêques. Les jésuites se répandirent partout; il en vint même de l'Inde, par Lhassa, avec des lettres de recommandations du Grand Mogol Akbar. Plusieurs mandarins engagèrent par des édits le peuple à se convertir et à élever des églises. En fondant des canons, le père Adam Schall obtint de nombreuses conversions dans l'armée.

Durant leur résistance désespérée à l'invasion mandchoue, les empereurs qui se succédèrent si rapidement sur le trône, ne voyant plus de salut que dans le secours des Portugais et de leurs armes perfectionnées, offrirent de se faire chrétiens; mais tous succombèrent sans avoir eu le temps de tenir leur promesse.

Peu avant sa mort, le dernier d'entre eux, cédant aux instances de sa mère et de sa femme, les impératrices Anne et Hélène, toutes deux chrétiennes, permit de donner le baptême à son fils, qui fut appelé Constantin, et l'impératrice Anne écrivit au pape pour demander le secours des nations catholiques. Il y avait donc enfin un empereur chrétien! Mais c'était un empereur détrôné : quand le pape reçut les lettres de l'impératrice, celle-ci et son petit-fils avaient vécu, les Mandchous régnaient sans conteste. Une fois de plus les vicissitudes politiques renversaient l'œuvre des apôtres au moment où elle semblait triompher.

Les Mandchous, en se substituant aux empereurs chinois, prétendirent que rien ne fut changé dans l'Empire. Les jésuites de Pékin furent bientôt en plus grande faveur que jamais : peintres, architectes, astronomes, géographes, ils avaient gagné les bonnes grâces de l'empereur K'ang-si. En 1692, celui-ci publia le premier édit

de tolérance, autorisant le culte chrétien par tout l'empire. Il visitait parfois les églises chrétiennes, auxquelles il donna deux inscriptions écrites de sa main en l'honneur de Dieu; il se faisait représenter aux offices les jours de fête. Les jésuites comptaient bien qu'il serait le Constantin de l'empire chinois.

Et en effet quelle contradiction fondamentale opposait à la religion chrétienne celle de Confucius? Le Ciel ou Souverain d'En Haut, mais c'était Dieu; le culte des ancêtres et de Confucius? simplement des hommages adressés à des mémoires chères ou vénérées; le christianisme ordonne aussi d'honorer les défunts et de prier les saints. Tout cela, avec quelques tempéraments progressifs, pouvait très bien s'accorder avec l'enseignement du Christ. Ainsi du moins pensèrent les jésuites.

Mais des missionnaires dominicains crièrent à l'idolâtrie et en appelèrent à Rome. Ce fut la retentissante et interminable *question des rites*. Voulant démontrer que leur interprétation des cérémonies était bien conforme aux idées des Chinois, les jésuites la soumirent à l'empereur qui la déclara exacte. Il croyait que son avis tranchait la question; or, après un procès qui dura six ans, Rome rejeta l'opinion des jésuites, et par consé-

quent de l'empereur (1704). Le cardinal de Tournon fut envoyé en Chine pour promulguer le décret. K'ang-si irrité riposta en 1717 par un édit qui interdisait formellement le christianisme; seuls, les quelques prêtres européens qui résidaient à la cour pouvaient continuer à pratiquer leur culte, mais avec défense de le propager; quant aux autres ils étaient expulsés.

Le fils de K'ang-si, Cheu-Tsoung, avait eu un jésuite parmi ses précepteurs; on pouvait attendre de lui plus de bienveillance. Mais, bien qu'il eût une grande affection personnelle pour son maître, son premier soin fut d'appliquer avec vigueur l'édit de son père. Le discours qu'il tint aux jésuites de sa cour donne la clef de la politique chinoise en face de la religion catholique et de toutes les religions : « Votre doctrine n'est pas perverse, dites-vous? je le crois; si je la jugeais perverse, je vous chasserais vous aussi. Mais que diriez-vous si j'envoyais des bonzes et des lamas avec mission de prêcher leur doctrine dans votre pays? Vous voulez que tous les Chinois deviennent chrétiens. Mais alors que deviendrons-nous? les sujets de vos rois : vos chrétiens ne reconnaissent que vous; en cas de troubles, ils n'écouteront que vous. Je sais qu'actuellement vous n'êtes pas redoutables, mais quand vos vaisseaux arriveront

par milliers et par myriades, alors ce sera autre chose. Je n'ai rien contre vous. Je veux le bien de l'empire. »

L'édit fut appliqué avec rigueur en 1724, puis, après une tolérance relative qui avait permis aux chrétiens de sortir de leurs cachettes, de nouveau en 1736, sous K'ien-loung. La fameuse bulle du pape Benoît XIV : « Ex quo singulari », condamnant sans rémission le culte des Ancêtres et celui de Confucius, vint redoubler l'hostilité de l'empereur : la persécution de 1746 fut terrible, on appliqua les lois contre les sectes perverses, qui doivent être anéanties, et des torrents de sang coulèrent. Et cependant, malgré les persécutions et les supplices, toujours le christianisme refleurissait : en 1814, un édit de mort contre tout étranger qui enseignerait la religion chrétienne, de déportation contre tout indigène qui l'embrasserait, fut inséré au code et devint loi de l'empire. En 1838, le conflit avec les Anglais au sujet de l'opium amena un redoublement de violences contre les chrétiens, suspects d'entente avec l'étranger. Les mandarins — suivant l'exemple que depuis cent ans donnaient les Japonais — firent mettre à mort quiconque refusa de fouler aux pieds le crucifix.

Ce fut la fin, non des persécutions locales, mais

des persécutions officielles : les myriades de vaisseaux étrangers redoutés par le fils de K'ang-si allaient faire leur apparition. Le traité avec la France (dit de Lagrené), en 1844, autorisait les missionnaires à pratiquer leur culte, mais seulement dans les ports ouverts et sans prédication. Le traité, qui suivit la prise de Pékin en 1860, accorda aux missionnaires le droit de résidence et de propriété dans l'intérieur de l'empire. Un édit de 1899, rendu spontanément par l'impératrice, est même venu leur conférer une assimilation fort honorable avec les fonctionnaires.

Aujourd'hui la Chine comprend 43 évêchés, et neuf cent mille catholiques; les missions protestantes dont le début ne remonte réellement qu'à l'ouverture des cinq ports par le traité de Nankin en 1842, comptent deux cent mille prosélytes[1].

Le christianisme ne fut pas la seule religion dont les progrès inquiétèrent l'État. La grande rébellion des Taï-Ping qui souleva la moitié de

1. Les progrès du christianisme seraient incomparablement plus rapides, si l'obligation imposée aux mandarins de présider les cérémonies idolâtriques en l'honneur de Confucius, ne rendait les charges publiques inaccessibles aux chrétiens. Les classes aisées se trouvent détournées, par ce fait même, d'une religion qui les rejetterait dans la plèbe, et il en résulte une difficulté extrême pour recruter le clergé indigène, au moyen duquel seul pourrait s'étendre la propagande.

l'empire, eut lieu sous l'étiquette religieuse et presque chrétienne : leur empereur, élève d'un pasteur protestant, se proclamait frère cadet de Jésus et deuxième Messie; leur livre était une Bible défigurée et travestie.

L'islamisme, prospère au temps des Mongols, avait souffert de la réaction qui suivit leur chute : cependant, demeuré puissant dans les régions occidentales, comptant beaucoup d'adeptes chez les Mongols et les Mandchous, il avait bientôt retrouvé sa force de propagande. Son action était essentiellement différente de celle des autres religions : foi de guerriers et de conquérants, il attirait à lui tous les éléments belliqueux du peuple et de la noblesse terrienne, tous les aventuriers et les féodaux : chacun comptait gagner le paradis en se taillant un fief en l'honneur d'Allah. En 1826, les musulmans du Tarim se crurent assez forts et se soulevèrent, mais il furent domptés l'année suivante. Nous avons déjà parlé des révoltes qui de 1855 à 1877 firent du Yunnan, du Turkestan, du Kansou des sultanats musulmans. Même après les flots de sang qui noyèrent ces insurrections, on n'estime pas à moins de trente ou quarante millions le nombre des mahométans que contient l'empire : il n'est pas de ville un peu importante qui n'ait

de mosquée. L'Islam continue chaque jour ses progrès[1].

Au milieu de cette lutte contre les religions étrangères qui menaçaient l'indépendance ou l'intégrité de l'empire, qu'advenait-il des religions nationales? Tout d'abord elles avaient resserré leur alliance, et dans la plupart des pagodes le culte s'adressait à une trinité dont les statues surmontaient l'autel : au centre Boudha, à ses côtés, Lao-Tse et Confucius.

Cependant les Mandchous, arrivés en Chine libres de tout préjugé et disposés à adopter toutes les croyances, pourvu qu'elles leur fussent utiles, savaient trop bien, par expérience, le danger du boudhisme, pour favoriser un culte qui échappait à leur autorité : le Grand Lama qui les avait aidés à renverser les Ming pouvait maintenant soutenir contre eux des rivaux. La politique impériale va donc s'efforcer tout à la fois de dominer le lama et d'affaiblir le boudhisme. Une série d'expéditions chasse du Tibet les Mongols et les Népalais, qu'y attirent les mêmes visées politiques

1. Les propagandes chrétienne et musulmane ont une portée qui dépasse singulièrement le terrain religieux. Se figure-t-on la Chine entrant dans le giron de l'Église catholique, ou apportant à l'Islam le concours de son énorme masse? Quelle rupture d'équilibre! La grande nation chrétienne ne serait plus en Europe; l'autorité du khalife de Constantinople s'évanouirait devant le commandeur de quatre cents millions de croyants.

— tout comme aujourd'hui les Russes et les Anglais; — le Dalaï-lama devra dorénavant être reconnu par la Chine et surveillé par des légats impériaux.

A l'intérieur, on s'applique à attirer sur un autre culte l'attention et la faveur publique. Déjà Confucius est sur les autels : il ne s'agit plus que de lui donner le premier rang. L'empereur K'ang-si rédige lui-même, dans le style du décalogue, les seize commandements de Confucius; des édits ordonnent de retirer sa statue des pagodes où Boudha tient la place d'honneur. Les examens, réglés avec minutie, imposent à tous les esprits cultivés l'orthodoxie officielle, et voici la notice placée en tête du *Liun-iu* (Entretiens de Confucius), base de l'enseignement : « La mère de Confucius, — qui venait d'épouser un septuagénaire privé de descendance — ayant prié sur la montagne donna le jour à un fils. La nuit de sa naissance deux dragons entourèrent le toit de la maison. Cinq vieillards descendirent dans la cour; leurs corps étaient formés des éléments les plus purs des cinq planètes. Des voix dans les airs prononcèrent ces mots : « Le Ciel tressaille et il naît un fils saint. » C'est à Confucius que, deux fois par mois, s'adresse le culte officiel, célébré par les mandarins. Aux équinoxes, parmi

les cierges et les vapeurs de l'encens, on immole les victimes rituelles : « L'esprit de Confucius descend »; la chair et le vin consacrés sont partagés entre les assistants en signe de communion.

S'agit-il d'un philosophe ou bien d'un dieu?

*
* *

De cet amas de faits, ne semble-t-il pas qu'une impression se dégage tout d'abord : l'intensité de la vie religieuse? Chacun semble avide de foi et en cherche là où il peut : les nomades chez les chrétiens et les musulmans du Levant, les habitants du Tibet dans l'Inde voisine, les gens des côtes auprès de tous les étrangers qu'apporte la mer; de la périphérie ces croyances opposées gagnent l'intérieur, où le peuple les embrasse avec une sorte de fureur. Dès qu'un empereur tolère la prédication, chaque année voit des conversions par centaines de mille; qu'il la proscrive, et le travail souterrain se manifeste bientôt par l'explosion du fanatisme de sociétés secrètes, ou par la renaissance subite d'un culte, à peine l'interdit levé; qu'enfin il persécute, et les martyrs ne se peuvent compter. Toutes ces religions se mêlent, se fondent, se heurtent à travers cet amalgame de peuples aux tempéraments si divers. C'est le succès même de la propagande qui provoque les

réactions violentes, soit par la jalousie d'un culte rival, soit que le pouvoir séculier ait lieu de concevoir des inquiétudes politiques.

Où donc discerne-t-on l'immobilité dans la tradition? Le boudhisme partout répandu, l'islamisme qui a là peut-être les seuls adeptes que le sabre ne lui ait pas conquis, les églises chrétiennes sortant de terre, à toutes les périodes de l'histoire, sitôt qu'un apôtre met le pied sur le sol de l'empire, et tant de sectes en un instant florissantes, témoignent au contraire d'une ardeur pour la nouveauté, d'une facilité d'adaptation peut-être uniques. Un culte traditionnel existe, c'est vrai, mais le peuple jamais n'y fut associé, et l'empereur qui en est le pontife en est aussi le seul fidèle. Fidèle? Il devrait l'être d'une religion qui le nomme fils de Dieu et son représentant sur terre, mais il ne l'est point : la tradition a souffert mille caprices, et même on a vu le Fils du Ciel aller, humble bonze, se consacrer au service de Boudha. L'observance ponctuelle de rites millénaires — mais jamais suivis — est la dernière innovation, adroit stratagème de barbares étrangers qui veulent se donner des aïeux nationaux.

Soutiendra-t-on que ce peuple, s'il n'était totalement dépourvu d'imagination et d'aptitude reli-

gieuse, aurait su de lui-même créer sa religion, sans en être réduit à attendre la charité d'une foi étrangère. Plaisant reproche en vérité! est-ce à elles-mêmes, ou à l'Asie, que l'Europe et l'Amérique sont redevables de leur croyance? Mais d'ailleurs, cette religion autochtone, elle était née, elle s'affirmait davantage chaque jour : le culte de Confucius revêtait tous les caractères d'une nouvelle religion, tenant de Moïse et de Jésus, de Boudha et de Mahomet. Convaincus d'avance, comme nous sommes, qu'en Chine tout est sans âge, croulant de vétusté, incapables au surplus d'imaginer qu'une foi nouvelle puisse apparaître de nos jours, nous avons pris pour une vieillerie surannée ce qui était une croyance jeune et peut-être vivace.

Le choc de nos idées ne va-t-il point jeter bas tout « ce fatras de superstitions et d'erreurs », comme fit du paganisme antique l'apparition du Christ? On ne saurait prévoir les réactions que l'ingérence irrésistible de nos sciences provoquera dans cet empire colossal. Les habitants des montagnes glacées, les nomades des steppes infinies, les industrieux agriculteurs des chaudes et fertiles vallées ne vont-ils point tous à la fois, par la vertu de nos machines, confesser le Christ ou s'adonner au culte de la raison pure? Il s'agit d'un univers

complexe, de mille races, aux tempéraments contraires, aux civilisations inégales, que de nombreux degrés séparent. Avant tout craignons de généraliser.

Sans doute il répugne à notre raison — ou à notre vanité? — qu'on puisse user de nos inventions et ne point apprécier notre métaphysique : les sacrifices aux Ancêtres ou aux Génies, à Boudha ou à Confucius, s'accordent mal, selon nous, avec l'appareil scientifique. Cependant la facilité avec laquelle l'Orient concilie les inconciliables, de doctrines opposées sait faire une religion nouvelle, l'exemple des Japonais modernes, plus que jamais fervents de Boudha et de la déesse Amaterasu, des Hindous cultivés s'ornant le front du signe de Vichnou ou de Siva, doivent nous inspirer quelque doute sur le prochain triomphe de nos systèmes philosophiques et religieux. Non que leur nouveauté répugne! — on accepte bien nos découvertes, — mais ils ont le défaut d'être apportés par nous : chrétiens ou libre-penseurs, c'est par les armes que les Européens démontrent leur supériorité; ce n'est pas ainsi que jadis le christianisme triompha du monde païen. « Ma philosophie est tout du cœur et point de l'esprit » déclarait Pasteur; l'empereur Cheu-Tsoung a donné la traduction chinoise de cette pensée : « Votre doctrine

n'est point perverse, mais je veux le bien de l'empire », disait-il aux chrétiens. Et il les exterminait.

Ce sera un beau duel que celui du canon et de Confucius !

DEUXIÈME PARTIE

LA CHINE ADMINISTRATIVE ET SOCIALE

Nous avons vu le choc des races, les luttes gigantesques des empires, la naissance et l'épanouissement des religions, leurs conflits, leurs métamorphoses. Puisque la force règne, puisque le cœur et l'esprit sont accessibles aux sentiments et aux concepts les plus divers, il n'est plus douteux que tout change, ici comme ailleurs, suivant les lieux et les époques. La légende de la Chine pétrifiée doit céder la place à l'étude de l'évolution de cette société gigantesque. Ce sera pour les historiens un beau sujet inédit. Contentons-nous d'en indiquer en courant quelques faits saillants, précurseurs du mouvement actuel.

I

Luttes de la noblesse, du pouvoir royal et des clercs. — Luttes du communisme et de la propriété.

Au début de l'histoire, la féodalité règne, les nobles seuls exercent toutes les charges; les clercs ne remplissent auprès d'eux que des emplois inférieurs.

La terre est divisée en carrés, subdivisés chacun en neuf parties égales : huit sont attribuées à autant de familles, lesquelles cultivent en commun celle du centre pour le compte du suzerain; c'est ce qu'on appelle le système *tsing* (carré). Chaque année, suivant le chiffre de la population et la production du sol, on procède à une nouvelle répartition. Non seulement les individus ne possèdent rien, mais la famille elle-même ne peut accroître son bien : ni vente, ni échange, ni héritage. Pour le peuple, c'est une égalité parfaite et

invariable, le véritable régime de la loi agraire réclamée par la plèbe romaine, mais auquel est superposé, par une originale combinaison, le principe opposé, le système féodal.

On voit bientôt se produire, dans le royaume de Ts'inn, diverses innovations. En 350 av. J.-C., sur les conseils du ministre Yang qui lui démontre que cette égalité entretient la paresse et nuit au progrès, le roi de Ts'inn institue le droit de propriété : la famille peut dorénavant augmenter, louer, vendre sa terre, la transmettre par héritage. C'est une véritable révolution sociale.

Est-ce à elle que les rois de Ts'inn doivent leur succès? faut-il croire que leurs sujets se précipitent à leur suite dans les guerres de conquêtes, parce qu'ils y gagnent des domaines, et que les populations des autres royaumes appellent un régime qui apporte la liberté avec la propriété[1]? Quoi qu'il en soit, la réforme triomphe avec le réformateur, et, devenu le Premier Empereur (246-213), le roi Ts'inn l'étend à tout le territoire.

1. C'est la thèse que soutient l'historien des *Révolutions d'Italie*, J. Ferrari, dans son curieux parallèle, *La Chine et l'Europe*. Mais il faut avouer que dans cet ouvrage l'imagination l'emporte sur la critique : les quatorze cent mille têtes coupées par Ts'inn étaient une singulière façon d'établir la liberté — Marat n'en demandait que cent mille! — et de reconnaître l'empressement à se ranger sous ses lois.

Hoang-Ti avait bien supprimé les royaumes, diminué les pouvoirs des seigneurs par le contrôle de ses préfets, mais la féodalité subsistait. Ce fut contre elle qu'eut à lutter la dynastie des Han, sortie de la plèbe et issue d'une révolte populaire. La constitution des Han supprima tous les titres, sauf celui de marquis; encore celui-ci n'était-il le plus souvent qu'un titre de cour sans fief correspondant. Mais le besoin de récompenser des services ou d'occuper les princes de la famille impériale trop remuants amena la création de nouveaux royaumes : une féodalité, moins régulièrement organisée que l'ancienne, mais toute aussi puissante, menaça bientôt le pouvoir impérial.

Le grand empereur Ou s'appliqua à la faire disparaître. Il dégrada cent six des deux cents grands vassaux; écartant les nobles de toutes charges, il ne s'entoura que de lettrés, malgré les protestations que des voix intéressées lui faisaient entendre : « L'empire tout entier est d'avis que des clercs ne doivent pas être nommés aux hautes fonctions. » Il lui fallait des hommes de talent : il recourut au système électif. En 131 av. J.-C., chaque province fut invitée à choisir et à lui députer l'homme le plus vertueux, entendez par là le plus sage. Il édicta des peines contre les fonction-

naires qui négligeraient de rechercher et de présenter à la Cour les hommes de mérite. Un corps de cinquante encyclopédistes, ébauche du futur collège des Han-Lin, l'Académie chinoise, fut institué pour compléter l'instruction de tous les fonctionnaires aspirant aux hautes charges, et on tint compte à ceux-ci de leurs progrès : on peut voir là en germe le principe des examens.

Les lettrés ne négligèrent rien pour augmenter leur influence en amoindrissant la puissance des seigneurs : ils lui portèrent un coup décisif en obtenant l'abolition de l'héritage par droit d'aînesse ou de préférence, et le partage égal entre tous les enfants, sur le rapport du conseiller Tchou-Fou-Yen : « Jadis les seigneurs ne possédaient jamais plus de cent arpents de territoire, aussi pouvait-on facilement les surveiller. Maintenant ils ont des villes par dizaines et des territoires de plus de mille arpents. Quand vous essaierez de les diminuer, ils se ligueront et se soulèveront contre vous. Or tous ces seigneurs ont des fils par dizaines. Ils transmettent leur apanage à un seul héritier et ne donnent rien aux autres. Cela n'est pas naturel et ne les fait pas aimer de leurs enfants. Je vous conseille d'accorder aux seigneurs, sous couleur de faveur, le droit de partager leur territoire entre tous leurs fils qui seront tous marquis. Cette

mesure sera bien vue de tous, on vous en saura gré, et vous serez débarrassé des seigneurs, dont le morcellement de terres aura anéanti la puissance ». C'est presque mot pour mot la lettre fameuse de Napoléon à Joseph, roi de Naples, sur l'anéantissement de la noblesse par la suppression du droit d'aînesse. Là-bas comme ici, le résultat était inévitable, et la puissance de la féodalité disparut.

Mais qu'on n'aille pas voir dans cette victoire des lettrés sur la noblesse le triomphe de la raison sur la force! Ce n'était qu'une manœuvre politique. Dès que les lettrés gênaient, on s'en débarrassait sans cérémonie : un jour que l'empereur Suan-Ti venait d'en faire mettre à mort quelques-uns, le prince impérial lui reprocha son peu de considération pour la philosophie, rappelant le respect dont — soi-disant — les lettrés auraient été autrefois entourés. « Nous ne sommes plus aux temps du gouvernement par la vertu et par l'éducation; les Han ont leur code à eux, qui est un code de conquérants », répondit durement l'empereur, et il fut sur le point de dégrader son fils.

Cependant la liberté de posséder, de tester, de vendre, avait amené, conséquence naturelle, la constitution d'énormes fortunes et la misère d'une grande partie du peuple. Bientôt on réclama l'ins-

titution d'un maximum pour la richesse. L'usurpateur Wang-Mang (6 à 23 ap. J.-C.), qui avait besoin de se concilier la foule, réalisa ces désirs : personne ne pourrait posséder plus de huit esclaves, ni plus de trois mille acres de terrain; le surplus des terres devait être partagé entre les familles nécessiteuses, d'après le système *tsing*. En même temps il instituait diverses mesures socialistes : quatre fois par an, une mercuriale fixait les prix des denrées pour tout le trimestre; toutes les marchandises non vendues étaient rachetées par l'État, pour être écoulées dès qu'une hausse tendait à se produire, et la rendre ainsi impossible; des banques officielles prêtaient à qui voulait, au taux de trois pour cent par mois.

Afin de mieux triompher des résistances, Wang-Mang ne voulait paraître que l'exécuteur des volontés populaires : après chacune de ses réformes, il se faisait plébisciter. En l'an 5 après J.-C., alors qu'il n'était encore que Régent, on voit 487 572 personnes signer une adresse demandant pour lui une distinction extraordinaire, préparant ainsi les voies à son intronisation. Ce n'étaient que meetings, adresses, pétitions.

Qu'elles fussent en principe bonnes ou mauvaises, les innovations de Wang-Mang eurent pour effet de causer dans l'empire un boulever-

sement général et de soulever une des plus formidables tourmentes qu'ait vues la Chine : elles sombrèrent avec leur auteur. Plus tard, des projets qui demandaient leur remise en vigueur furent plusieurs fois soumis à l'empereur et même approuvés; mais on n'osait y donner suite. Le fondateur de la dynastie des T'ang inscrivit même dans la constitution que tout individu mâle devrait, à l'âge de vingt ans, recevoir de l'État cent acres de terrain en échange d'un fermage ou impôt déterminé : c'était à la fois réaliser le partage égal des biens et affranchir l'individu de la communauté familiale. Mais cette mesure, inapplicable sans un bouleversement total de la propriété et des mœurs, ne fut jamais réalisée.

Sous les Soung, l'imprimerie ayant répandu la connaissance des vieux livres presque oubliés, et notamment de ceux de Confucius, il se fonda deux écoles, ou mieux deux partis politiques, qui se disputèrent le pouvoir : conservateurs et novateurs — ainsi se nommaient-ils — se réclamaient également des anciens textes pour en tirer des commentaires favorables à leurs opinions.

En 1069, le chef des novateurs, Wang-nan-cheu, est nommé ministre. Aussitôt il institue, sous sa présidence, une commission permanente

de réformes, et les expériences socialistes recommencent. L'État seul achète et revend, sans bénéfice, tous les produits, devenant ainsi une sorte de gigantesque coopérative. Il fait aux cultivateurs des avances remboursables sur la récolte : crédit agricole. Crédit commercial, par des avances aux commerçants; service militaire universel et obligatoire de tous les jeunes gens à partir du troisième fils; impôt sur le revenu; responsabilité collective du groupe de familles.

Que valait le système? Devait-on attribuer les troubles qu'il provoquait à sa nouveauté ou à une radicale erreur de principe? étaient-ce ses effets, ou une sécheresse qui désola l'empire, qui causaient la misère générale? Au bout de quatre ans, les réformes durent être abandonnées. Mais, après la mort de Wang-nan-cheu, sa statue n'en fut pas moins placée parmi celles des Sages qui entourent Confucius, et ses ouvrages imposés dans les écoles; un de ses partisans fut ministre à deux reprises et chaque fois remit en vigueur ses institutions. Malgré l'échec final de ces tentatives, les plus hardies peut-être que le monde ait vues, le fait qu'elles ont pu séduire le gouvernement et faire l'objet de plusieurs expériences, prouve combien peu leur caractère d'innovation servait d'épouvantail.

II

Choix des fonctionnaires. — Examens. Permanence de la noblesse.

C'est par l'admission démocratique à toutes les charges des lettrés issus du peuple, que l'empereur luttait contre la noblesse et les gens d'armes. Mais encore fallait-il sélectionner les talents, et aussi prendre contre eux certaines précautions : la méfiance n'était pas moindre à l'égard des lettrés, armés de leur science, qu'envers les hommes d'épée.

En 444, il est interdit, sous peine de mort, d'ouvrir aucune école privée; les fils d'artisans ou de marchands ne pourront apprendre que la profession de leur père; les fils de nobles et d'officiers, seuls admis à s'instruire, le feront sous l'œil du maître, dans l'école du palais. En 601, nouvelle suppression de toutes les écoles qui

s'étaient reformées; celle du palais ne dut plus contenir que soixante-dix élèves, à peine de quoi former les annalistes officiels : c'était l'ignorance obligatoire, même pour les fonctionnaires. Au lieu d'être conférées sur la présentation des gouverneurs de provinces ou des notables, les charges trop souvent étaient le prix de la faveur et de l'intrigue, et accordées aux eunuques du palais.

Tout changea avec Licheminn, le fondateur de la grande dynastie T'ang. Partout les écoles furent rétablies et mises en honneur. En 640, celle de la capitale fut aménagée pour recevoir 3 260 élèves internes et 5 000 externes, accourus de toutes les contrées, de la Corée jusqu'au Tibet. Souvent l'empereur venait assister aux interrogations : les étudiants qui se distinguaient recevaient une charge, et c'est ainsi que prirent naissance, peu à peu, les examens qui ouvrent l'accès des fonctions publiques.

Les programmes de ces examens ont changé continuellement. Le premier que l'on connaisse, en l'an 737, impose l'explication de dix passages des livres classiques et trois dissertations sur des sujets pratiques contemporains, heureux mélange de la théorie et de ses applications. La dynastie des Soung accorde aux questions d'enseignement une attention spéciale. En 1038, le programme

comporte : style administratif, narration, poésie; bientôt on trouve que la littérature a la part trop belle, et, en 1071, Wang-nan-cheu la supprime complètement : « Elle ne fait pas des officiers, mais des imbéciles », déclare l'édit. La chute des progressistes et l'avènement des conservateurs donne à la littérature la place d'honneur; mais elle la perd, huit ans après, par le retour aux affaires des réformateurs, qui, en 1104, suppriment toute espèce d'examen, et en reviennent à la nomination des fonctionnaires au choix, sur la présentation des préfets. En 1126, les conservateurs rétablissent les examens et inscrivent la poésie au programme. C'était d'une opportunité merveilleuse : les Mandchous venaient de mettre le siège devant la capitale! Trois mois après, l'empereur et toute sa cour tombaient au pouvoir des barbares. O Byzance!

Le résultat de cette terrible leçon fut que le gouvernement qui se réorganisa au sud du fleuve Bleu ajouta l'art militaire aux matières de l'examen. Mais les Soung n'avaient vraiment en tête que religion et littérature : pour mieux résister aux Barbares, qui allaient les détruire, ils décidèrent, en 1101, que seuls les classiques et la poésie étaient dignes d'étude!

Un siècle plus tard, les Mongols étaient maîtres

de l'empire. Ils commencèrent par nommer les fonctionnaires au choix : il ne pouvaient accepter que le sort des examens leur imposât des adversaires de leur domination. Quand leur autorité fut affermie, le même souci politique leur conseilla au contraire de se rallier tous les talents, en ouvrant l'accès des charges : en 1313, les examens furent donc rétablis. Ils eurent lieu tous les trois ans à Pékin; ainsi l'empereur rassemblait sous sa main tous les esprits distingués et tous les ambitieux du royaume. L'examen consistait uniquement en une explication, de forme et de doctrine déterminée, d'un texte classique : il était évident qu'on cherchait à restreindre l'originalité, et en même temps à détourner les esprits des études pratiques.

Cet ingénieux artifice des Mongols retarda-t-il les révoltes? Il ne leur fournit, en tout cas, qu'une administration sans valeur, impuissante à les soutenir le jour où ces révoltes naquirent. Mais les conquérants dépourvus de force réelle n'osent compter sur l'avenir, et, ne croyant pas avoir le temps d'acquérir la solidité qui leur manque, ils ne songent qu'à affaiblir leurs adversaires possibles. L'heureux aventurier qui fonda la dynastie des Ming, sentant, lui aussi, la fragilité de son pouvoir, recourut au même procédé : il le

renforça même en introduisant dans l'examen une certaine amplification de nature si compliquée et si abstruse que, de l'aveu général, elle ne pouvait avoir d'autre but que de déformer les cerveaux en leur enlevant le sens pratique (1382).

La facilité avec laquelle les Mandchous se substituèrent aux Ming (1644) dut les éclairer sur la valeur du système pour asseoir une domination, mais sans doute leur faiblesse ne leur en permettait point d'autre, car, bien loin de le changer, ils semblèrent prendre à tâche d'en outrer les défauts. Successivement ils édictèrent les prescriptions les plus minutieuses, donnant à des détails insignifiants une importance capitale. Le succès aux examens devint la condition indispensable de l'obtention des charges, alors que jusque-là, il n'avait été qu'un titre plus ou moins précieux.

Voici donc seulement deux siècles que fonctionne, non sans modifications d'ailleurs, ce système fameux sur lequel tant d'auteurs ont bâti leurs fantaisistes théories, lui attribuant, au gré de leurs préférences, la grandeur ou la décadence de la Chine! Et, — n'est-ce pas pour nous un trait de lumière? — les mêmes conquérants qui imposent aux esprits chinois cette contrainte étouffante, nomment des hommes de leur race aux postes les plus considérables, sans nul examen!

Pendant que s'organisait lentement, avec tant d'à-coups, le système qui prétendait assurer au mérite toutes les charges, que devenait la noblesse?

Il ne faut point que le prestige des fonctions administratives nous fasse illusion : en ces époques troublées, le sabre l'emportait sur le pinceau. La noblesse avait bien depuis les Han perdu son organisation régulière; tous les titres, sauf celui de marquis, avaient cessé d'être employés pour les vivants, et ils n'étaient plus conférés qu'aux seuls défunts. Mais une féodalité sans hiérarchie ni lois n'avait cessé de se reformer; seulement c'était le titre de roi que prenait, avec ou sans l'agrément de l'empereur, tout maître d'un territoire quelconque. Après chaque crise, le nouveau prince distribuait des fiefs à ses compagnons d'armes, et bientôt les rivalités renaissaient.

Jusqu'aux temps actuels, ces mœurs subsistèrent. Souboutaï, le vainqueur de la Hongrie, est fait roi du Honan, comme un Murat sera fait roi de Naples. Ainsi que Bonaparte, Hong-Ou, le premier Ming, à peine sur le trône, rétablit en faveur de ceux qui l'ont aidé tous les titres de noblesse; dorénavant ils ne cesseront plus d'être accordés à quiconque se distingue. Enfin les Mandchous, pour récompenser les chefs des tribus qui

ont pris part à la conquête, instituent un titre spécial, celui d'Hommes au Casque ou à la Couronne de fer, qui assure héréditairement à leurs descendants la préséance sur tous les dignitaires de l'empire et une situation analogue à celle des pairs de Charlemagne.

Ainsi, entremêlée aux réformes socialistes et à l'ascension de l'élite intellectuelle, la féodalité reparaît à chaque page de l'histoire. Depuis la première révolte populaire que nous connaissions, celle qui met les Han sur le trône, jusqu'à celle des Taï-Ping dont l'empereur éphémère s'empresse de créer rois ses quatre principaux lieutenants, les victoires de la plèbe, comme celles des conquérants, n'ont d'autre effet que de créer de nouvelles catégories de privilégiés. Et si leur talent conduit les lettrés aux charges de préfets et de ministres, c'est la valeur militaire qui fait les empereurs, les princes et les seigneurs.

Féodalité et mandarinat ne cessent donc de coexister et de se supplanter mutuellement, suivant que croît ou que s'affaiblit le pouvoir central.

III

Administrations. — Finances. — Code.

On imagine bien que de tels changements politiques et sociaux n'ont pu se produire sans en engendrer d'aussi notables dans l'organisation administrative.

Le siège de la capitale se déplace cinquante-cinq fois; encore ne parlons-nous que de la résidence de l'empereur reconnu légitime par les Annales chinoises, et non de tous les chefs-lieux des États secondaires. Tandis que sous le légendaire et parfait empereur Yao il y avait douze provinces, et neuf au début de la dynastie des Tchéou, l'Histoire, en naissant, ne nous montre que d'innombrables royaumes : on en compte jusqu'à cent cinquante-cinq, et la Chine alors avait peu d'étendue. Le Premier Empereur divise l'empire en préfectures, et les Han conservent cette orga-

nisation, tout en modifiant constamment le nombre et les dimensions de ces gouvernements. Après les Trois Empires, on voit reparaître dix-neuf provinces (280 ans ap. J.-C.); en 664, rien que dans la Chine du sud, il y en a vingt-deux; les T'ang en ont dix, les Soung quinze en 997 et vingt-six en 1128, les Ming dix comme les T'ang. Ce sont les Mandchous qui ont établi la division actuelle en dix-huit provinces, que tant d'auteurs croient aussi ancienne que la Chine elle-même[1].

Les impôts, qui sont la grande affaire de l'État, ont pris toutes les formes. Ce fut d'abord une contribution foncière, soit d'après le système *tsing*, soit, depuis les Ts'inn, suivant une proportion déterminée de la récolte, dîme, neuvième, etc. Elle se payait en nature.

Les Chinois ne semblent pas avoir de la monnaie la même conception que nous : elle n'est guère pour eux qu'un appoint au troc; les difficultés que présente celui-ci sont levées par un emploi très perfectionné du crédit. Aux temps

1. L'expression stéréotypée : Chine des 18 provinces, est journellement employée pour distinguer des provinces extérieures — Tibet, Turkestan, Mongolie, etc., — soumises aux variations des conquêtes et des révoltes, la Chine propre qu'on se figure n'avoir jamais eu d'autre forme. Celle-ci paraît d'ailleurs si peu intangible aux Mandchous qui l'ont instituée, qu'un édit de janvier 1905 a créé une dix-neuvième province et qu'un autre édit l'a supprimée en avril. Telle est l'immobilité chinoise!

anciens cette monnaie, qui par suite de sa destination, et aussi de la pauvreté générale, ne pouvait être que de valeur infime, consistait en coquillages (cauries), ainsi que cela a lieu maintenant encore dans une grande partie de l'Afrique et dans plusieurs provinces de l'Inde; on employa aussi des pièces de toile de dimensions fixes, comme aujourd'hui l'aboudjedid en Abyssinie. Bien que les auteurs chinois fassent remonter les premières sapèques à l'an 1 100 av. J.-C., il est plus probable qu'elles furent créées par Liéou-Pang, vers 200 av. J.-C. A dater de ce moment, leur poids et leur valeur changèrent à tout instant. Tantôt le gouvernement s'en réserva la fabrication; tantôt la frappe, ou plutôt le coulage, fut libre, mais avec des peines terribles contre les fraudeurs. Leur emploi permit de taxer plus commodément les catégories qui échappaient à la taxe foncière.

Le grand empereur Ou, qui avait besoin d'argent pour ses longues guerres et ses grands travaux, déploya dans les questions financières le même esprit d'initiative qu'en politique. Les marchands furent astreints à déclarer leur fortune et à payer l'impôt sur le revenu. On mit des taxes sur les voitures et sur les bateaux; l'État eut le monopole de l'exploitation et de la vente du sel,

du fer et de l'alcool. Sous couleur de récompenser des dons volontaires pour l'armée, on vendit des titres honorifiques, dits « du mérite militaire ». Un singulier impôt, spécial à la noblesse, donna naissance aux billets de banque : les seigneurs durent, pour paraître à la cour, présenter leur sceptre d'investiture sur un carré en peau provenant de la dépouille d'un des cerfs blancs élevés dans le parc impérial; ces indispensables carrés, vendus fort cher par le trésor, furent bientôt admis dans la circulation avec leur valeur nominale. On créa aussi trois monnaies de métal blanc, mais l'usage ne s'en maintint pas.

Sous les T'ang la pénurie du trésor fit adopter des mesures qui rappellent nos chambres ardentes : les négociants qui possédaient plus de dix mille ligatures (ou milliers de sapèques) durent verser l'excédent dans les caisses publiques, et pour leur faire avouer leur fortune véritable, on employa la torture. On établit ensuite un impôt du quart sur le revenu et sur tous les biens mobiliers; puis on frappa les bâtiments d'une contribution analogue à celle de nos portes et fenêtres, la travée (espace entre deux poutres) servant d'unité; l'impôt était progressif suivant la richesse. Les transactions acquittèrent un droit identique à celui du timbre; en 793, il est fait pour la première fois mention

du thé, produit du Se-tchouan, par une taxe du dixième qui le frappe. Le droit de joyeux avènement est à maintes reprises supprimé, puis rétabli.

La première dynastie mandchoue introduisit dans le nord de la Chine le papier-monnaie, mais elle ne sut pas jouer d'un instrument si délicat, et ses assignats tombèrent si bas qu' « il fallait en donner dix mille pour avoir un gâteau ». Les Mongols perfectionnèrent le système. Déjà sous Gengis-Khan, ils se servaient de bons de réquisition. Plus tard, Achmet, le ministre musulman de Koubilaï, détermine rigoureusement les règles qui assurent l'usage des billets. Ils sont fabriqués à la Monnaie de Pékin en un papier spécial fait avec l'écorce du mûrier, scellés du sceau impérial, et ont cours forcé : « Nulz, si chier comme il s'aime, ne les ose refuser, car il serait mis à mort. » Les marchands qui viennent de l'Inde apporter de l'or ou des perles ne les peuvent vendre qu'au prince, « si que en ceste manière, a tout le trésor de ses terres ». Dans un pays qui n'avait pour ainsi dire, jamais fait usage de monnaie, et où le crédit était déjà la base des relations commerciales, il n'y avait rien d'étonnant que le papier impérial fût accepté, pourvu qu'il ne fut pas émis inconsidérément. Bien qu'on estime à deux milliards environ de

notre monnaie les billets que Koubilaï lança dans la circulation, il faut croire que cette somme n'était pas excessive, puisque la dépréciation fut peu sensible : « Et vous dis que chacun les prend volontiers aussi bien comme se ils fussent de fin or », ajoute Marco Polo, qui s'en émerveille comme de la découverte du grand Arcane. Ils restèrent en usage près de deux cents ans, jusque sous les Ming.

Bien que ni Ruysbrœck ni Marco Polo, manifestement abasourdis par un système que l'Europe mettra plusieurs siècles encore à s'assimiler et dont le succès échappe à leur entendement, ne nous parlent du remboursement de ces billets par le Trésor, il est évident qu'ils avaient une contrepartie, sans quoi tous les châtiments eussent été impuissants à en maintenir le cours. Il est probable que c'est à cette fin qu'était destiné l'accaparement des métaux précieux par l'État, tout à fait inutile si l'empereur n'avait jamais payé qu'en papier et qu'il eût pu à volonté, par ce moyen, acheter l'or et les pierres qu'il souhaitait pour ses joyaux. Tout au moins les billets devaient-ils être repris par les caisses publiques en paiement d'impôts; on ne peut en douter quand on connaît le rôle essentiel que joue le crédit dans le fonctionnement de la société chinoise.

Si l'organisation du crédit public, soit sous

Wang-nancheu, soit sous les Mandchous et les Mongols, semble ne pas avoir réussi, puisqu'elle n'a pas subsisté sous l'apparence du billet de banque d'État qui nous est aujourd'hui familière, elle a pris d'autres formes, moins apparentes mais tout aussi avantageuses pour l'État, en utilisant le crédit privé sans cesse en progrès. Vers 1700 ont débuté les banques d'arbitrage du Chan-si, analogues à nos grands établissements financiers; elles couvrent aujourd'hui la Chine de leurs succursales et s'étendent jusqu'en Russie d'Europe. C'est en chèques sur les banques privées que le gouvernement reçoit le montant des impôts et opère tous les paiements. Il est vraisemblable que l'administration, réduite en Chine à sa plus simple expression, a préféré laisser aux particuliers le soin et l'aléa d'opérations dont ils pouvaient la décharger.

En ce qui concerne le Code de justice, non seulement chaque dynastie, mais presque chaque règne voit des innovations.

En 746 av. J.-C., le roi de Ts'inn décide que la famille de tout criminel, jusqu'au troisième degré, sera exterminée avec lui; cette coutume se répand partout avec l'hégémonie de Ts'inn. Mais la dynastie plébéienne des Han, qui a besoin de l'affection du peuple, apporte des adoucissements

continus à la sévérité des lois. En 186 av. J.-C., l'impératrice Lu, de fâcheuse mémoire pourtant, décide que les parents du coupable seront seulement réduits en esclavage; six ans plus tard, le sage empereur Wenn les délie de toute responsabilité. Le même empereur supprime toutes les peines de mutilation — sauf pourtant en cas d'inconduite — et les remplace par la bastonnade, qui corrige sans rendre infirme. Mais encore fallait-il que le nombre des coups n'amenât pas la mort : en 156, puis en 144, l'empereur King abaissa la dose maxima de cinq cents à trois cents, puis à deux cents coups, et détermina minutieusement la dimension du bambou qui servait à frapper, et la place où on devait l'appliquer. En 98, l'empereur Ou, à la vérité plus par besoin d'argent que par philanthropie, permit de se racheter de la peine de mort; en échange d'une amende de cinq cent mille sapèques, tout châtiment put être abaissé d'un degré.

Cependant la peine de mort n'en continua pas moins à être appliquée chaque fois que cela parut utile, et cette loi ne fit guère qu'ouvrir la porte à la délation et à la calomnie, tout condamné qui voulait se racheter étant contraint d'acheter les bonnes grâces de nombreux intermédiaires. Il faut croire d'ailleurs que l'arbitraire jouait un

plus grand rôle que les textes, car on voit le célèbre historien Sema-ts'ien subir la peine de la castration, non pour inconduite, mais pour avoir émis en conseil une opinion qui déplut.

En l'an 12 ap. J.-C., l'usurpateur Wang-Mang rétablit la responsabilité collective, en l'appliquant non seulement à la famille, mais au groupe de dix familles; en 474 ap. J.-C., elle fut de nouveau supprimée. Cependant en matière de complot, une politique qui devançait Machiavel maintint l'usage d'exterminer les familles entières.

Chaque période de crise voyait s'aggraver les peines à mesure que le pouvoir avait davantage besoin d'inspirer la terreur; puis la réaction portait au trône un souverain qui comprenait que la clémence serait sa meilleure arme, et le code était adouci. En 474, un édit prescrivit que les procédures seraient dorénavant écrites, et les sentences appuyées sur le code. Les mutilations, qui avaient reparu, furent remplacées par la prison et des flagellations périodiques : « La réclusion est un grand bienfait », expliqua l'empereur, boudhiste si fervent qu'il s'était fait bonze; « quand il est enfermé, l'homme pense; la douleur du fouet éveille le repentir, et rend les malfaiteurs dignes de pardon ». Mais le même empereur se refusa à toute amnistie, contrairement à la coutume de

ses prédécesseurs : « Le pardon gratuit multiplie les crimes », disait-il. Licheminn, avant de se résoudre à signer une sentence capitale, exigeait qu'on la lui présentât à cinq reprises. En 747, un empereur supprima complètement la peine de mort : les grands criminels devaient être bâtonnés, puis déportés au Tonkin. Mais cette mesure n'eût d'autre effet que de faire mourir les criminels sous le bâton, et on revint bientôt aux exécutions capitales et aux supplices variés.

Il est difficile de distinguer une tendance constante dans tous ces changements : ils dépendaient bien plutôt du caractère du prince, ou de la situation politique, que d'un adoucissement continu des mœurs. En 1373, le premier des Ming fait couper par le milieu du corps un lettré dont une épigramme l'avait offensé, tout comme fit Manassès du prophète Isaïe; en 1404, vingt pirates sont cuits dans une étuve; aujourd'hui encore certains coupables sont découpés, tout vivants, en morceaux[1]. En tous cas, jamais l'exemple du passé n'a retenu un empereur dans ses innovations.

1. Une femme a subi ce supplice à Pékin pendant mon séjour, le 3 avril 1904. Les exécutions sont publiques; des Européens ont le courage d'y assister, et même d'en prendre des photographies.

IV

Armée.

Les transformations de l'armée nous font voir avec évidence combien le Chinois est apte au progrès, et combien le gouvernement est prompt à l'adopter dès que le besoin s'en fait sentir. Tout comme les Romains, il s'approprie immédiatement chaque perfectionnement constaté chez l'adversaire. C'est ainsi que, durant les guerres qui précèdent la première unification, on voit les royaumes s'emprunter mutuellement, dès que l'ennemi leur en a fait éprouver l'efficacité, les chars de guerre et les cuirasses faites de cordelettes, de lamelles de bois imbriquées ou de rotins; les luttes contre les populations des côtes et du bas Yang-Tsé développent l'usage des jonques de guerre, celles contre les Huns celui de la cavalerie.

Les armées étaient d'abord formées de populations entières levées au moment du besoin ; ces paysans ignorants de la guerre étaient revêtus d'une pesante armure et formés en phalanges compactes; pour plus de sûreté, ils étaient souvent bâillonnés et attachés les uns aux autres. On comptait sur la masse pour écraser l'ennemi, mais, si les premiers rangs étaient rompus, cette multitude incapable de manœuvrer était vouée au massacre : c'est ce qui explique les succès du royaume de Ts'inn, qui, habitué à combattre les nomades toujours à cheval et d'une mobilité extrême, avait créé une cavalerie nombreuse et une infanterie légère et manœuvrière.

Ces guerres interminables, qui mettaient en présence des moyens si divers, donnèrent naissance à la tactique, et, selon le génie de leurs capitaines, les lourdes phalanges se transformèrent en légions articulées et souples. C'est à cette époque des Royaumes que les Chinois font remonter leurs ouvrages militaires classiques, bien qu'ils soient probablement très postérieurs, et qu'ils n'aient jamais été écrits par les généraux auxquels on les attribue[1] : les guerriers en effet avaient autre chose à faire qu'apprendre à écrire, ainsi que le

1. Voir p. 216.

prouveront les efforts mêmes de quelques princes, beaucoup plus tard, pour instruire leurs officiers. En 380 après J.-C., on instituera une académie de guerre : mais il y avait incompatibilité entre les professeurs, lettrés savants qui n'avaient point fait la guerre, et les élèves, officiers illettrés mais expérimentés; on y renonça. En 640, Licheminn essaiera de faire donner quelque instruction aux cadets qui servaient dans ses gardes. Plus tard, les Mandchous réglementeront les examens militaires; mais ceux-ci, quoiqu'ils comportent en principe une composition écrite, ne rouleront en réalité, par suite de l'ignorance universelle des candidats, que sur le tir à l'arc, l'équitation et la force physique.

Ces guerriers illettrés ne pouvaient donc apprendre ou enseigner la tactique que par la pratique : c'est dire que chacun avait la sienne, qui consistait surtout en stratagèmes. Le nombre prodigieux de ceux que cite l'Histoire dénote une grande fertilité d'invention.

Un roi de Tch'ou, vaincu, arrête la poursuite de l'ennemi, en lançant contre lui ses éléphants, après leur avoir, comme Samson à ses renards, attaché des étoupes enflammées à la queue. Un général de Ts'i perfectionne le procédé. Pendant la nuit, il lance sur son adversaire, au

milieu du vacarme infernal de tous ses instruments, mille bœufs aiguillonnés eux aussi par le feu attaché à leur queue, mais en plus revêtus de housses rouges et portant des faux à leurs cornes : l'ennemi se croit chargé par des dragons. Un général de Liéou-Pang barre une rivière, provoque, par une feinte retraite, son adversaire à franchir le lit desséché, puis rompt la digue pendant qu'il le traverse : l'armée ennemie est coupée en deux, et ses deux moitiés détruites sans pouvoir se porter secours. Du temps des Trois Empires, une petite place est menacée par une armée immense; un général fameux, qui s'y trouve par hasard, fait ouvrir les portes, balayer et arroser les avenues qui y conduisent, cache les soldats, et s'installe lui-même au-dessus de la porte d'entrée, assis dans son fauteuil et jouant de la cithare : les ennemis s'approchent, le reconnaissent, flairent un piège, et font demi-tour.

Comment d'ailleurs établir une tactique véritable, alors qu'il n'y avait point de soldats permanents, mais des troupes levées pour chaque campagne, et jamais instruites en temps de paix? En 711 après J.-C., on s'efforça de régulariser par la conscription ces levées tumultueuses : tout homme dut le service de vingt-cinq à cinquante ans; puis, en 722, eut lieu la première orga-

nisation d'une armée permanente : 130 000 mercenaires furent engagés à vie — sept cents ans avant les lances de Charles VII, mais combien de siècles après les légions romaines ! — On continua d'ailleurs à employer la conscription : le recensement de l'année 780 indique 768 000 soldats. L'organisation s'était aussi développée : en 751, un incendie, qui consume l'arsenal, détruit l'équipement complet de 370 000 soldats qui y était en réserve.

Sous Wang-nan-cheu, la conscription donne à l'État tous les fils de chaque famille à partir du troisième. Pour remonter la cavalerie sans grand frais, ce ministre imagine de confier des poulains à élever aux agriculteurs qui, en cas de besoin, doivent, sur réquisition, livrer le cheval devenu propre au service militaire, système ingénieux aujourd'hui appliqué en Autriche.

Ces progrès de l'organisation coïncident avec ceux de la science militaire, qui se manifestent surtout dans les procédés de siège : balistes, mangonneaux, bastions, créneaux, mâchicoulis, tranchées et galeries souterraines, tours roulantes et ponts volants sont employés avec une ingéniosité étonnante.

Dès 547, on voit utiliser des projectiles incendiaires, — peut-être des fusées ? — plus tard, des

sortes de mitrailleuses lançant un grand nombre de flèches à la fois.

En 1232, devant Kaïfong-fou où les Mongols assiègent les Mandchous, la poudre fait son apparition officielle : les assiégés s'en servent pour disposer des fougasses, pour lancer sur l'ennemi des jets de feu. Bien des auteurs voient là les premiers canons. Il est probable que c'est l'invasion mongole, dix ans plus tard, qui révèle à l'Europe la poudre et les armes à feu. A leur tour les Mongols emploient dans leurs sièges des appareils construits par les deux frères Polo, Vénitiens, ou par des Persans, et dans lesquels les uns voient des balistes, les autres des canons. En 1407, l'armée revenant victorieuse de l'Annam en rapporte des arbalètes et balistes « à mécanisme transcendant ». Peu après l'arrivée des Portugais, on voit les Chinois fondre des canons, et même fabriquer de petites pièces légères, transportables à dos de mulet ou de chameau, comme nos canons de montagne actuels; cependant ils reconnaissaient la supériorité des Européens dans cet art, et, au XVIIe siècle, ce fut le jésuite Adam Schall qui présida à la fabrication des canons à Pékin.

Les Mandchous utilisèrent avec grand soin ces engins redoutables, et ils leur durent la victoire contre la révolte du sud de l'empire, contre les

Éleutes, contre les Miao-tse. Dès 1692, ils eurent un corps régulier d'artilleurs et de mousquetaires. En 1775, ne pouvant transporter de grosses pièces de siège dans les montagnes pour réduire la capitale des Miao-tse, ils les brisèrent en plusieurs morceaux, puis les refondirent devant la place. La victoire de la flotte anglaise, dans la guerre de l'opium, détermina le gouvernement à faire établir à l'embouchure du Peï-ho des forts à la moderne qui, en 1860, repoussèrent l'attaque de la flotte anglo-française, et durent être tournés par terre.

L'histoire ne donne-t-elle pas raison au vice-roi Tchang-tche-tong, quand il s'écrie dans son *Exhortation à l'étude* : « Si quelqu'un des généraux célèbres de l'antiquité naissait aujourd'hui, à l'instant il se mettrait à étudier les nouvelles armes, à comprendre les nouvelles méthodes, et il tâcherait de les adapter à l'état présent de la Chine. » ?

sortes de mitrailleuses lançant un grand nombre de flèches à la fois.

En 1232, devant Kaïfong-fou où les Mongols assiègent les Mandchous, la poudre fait son apparition officielle : les assiégés s'en servent pour disposer des fougasses, pour lancer sur l'ennemi des jets de feu. Bien des auteurs voient là les premiers canons. Il est probable que c'est l'invasion mongole, dix ans plus tard, qui révèle à l'Europe la poudre et les armes à feu. A leur tour les Mongols emploient dans leurs sièges des appareils construits par les deux frères Polo, Vénitiens, ou par des Persans, et dans lesquels les uns voient des balistes, les autres des canons. En 1407, l'armée revenant victorieuse de l'Annam en rapporte des arbalètes et balistes « à mécanisme transcendant ». Peu après l'arrivée des Portugais, on voit les Chinois fondre des canons, et même fabriquer de petites pièces légères, transportables à dos de mulet ou de chameau, comme nos canons de montagne actuels; cependant ils reconnaissaient la supériorité des Européens dans cet art, et, au XVIIe siècle, ce fut le jésuite Adam Schall qui présida à la fabrication des canons à Pékin.

Les Mandchous utilisèrent avec grand soin ces engins redoutables, et ils leur durent la victoire contre la révolte du sud de l'empire, contre les

Éleutes, contre les Miao-tse. Dès 1692, ils eurent un corps régulier d'artilleurs et de mousquetaires. En 1775, ne pouvant transporter de grosses pièces de siège dans les montagnes pour réduire la capitale des Miao-tse, ils les brisèrent en plusieurs morceaux, puis les refondirent devant la place. La victoire de la flotte anglaise, dans la guerre de l'opium, détermina le gouvernement à faire établir à l'embouchure du Peï-ho des forts à la moderne qui, en 1860, repoussèrent l'attaque de la flotte anglo-française, et durent être tournés par terre.

L'histoire ne donne-t-elle pas raison au vice-roi Tchang-tche-tong, quand il s'écrie dans son *Exhortation à l'étude* : « Si quelqu'un des généraux célèbres de l'antiquité naissait aujourd'hui, à l'instant il se mettrait à étudier les nouvelles armes, à comprendre les nouvelles méthodes, et il tâcherait de les adapter à l'état présent de la Chine. » ?

sortes de mitrailleuses lançant un grand nombre de flèches à la fois.

En 1232, devant Kaïfong-fou où les Mongols assiègent les Mandchous, la poudre fait son apparition officielle : les assiégés s'en servent pour disposer des fougasses, pour lancer sur l'ennemi des jets de feu. Bien des auteurs voient là les premiers canons. Il est probable que c'est l'invasion mongole, dix ans plus tard, qui révèle à l'Europe la poudre et les armes à feu. A leur tour les Mongols emploient dans leurs sièges des appareils construits par les deux frères Polo, Vénitiens, ou par des Persans, et dans lesquels les uns voient des balistes, les autres des canons. En 1407, l'armée revenant victorieuse de l'Annam en rapporte des arbalètes et balistes « à mécanisme transcendant ». Peu après l'arrivée des Portugais, on voit les Chinois fondre des canons, et même fabriquer de petites pièces légères, transportables à dos de mulet ou de chameau, comme nos canons de montagne actuels; cependant ils reconnaissaient la supériorité des Européens dans cet art, et, au XVIIe siècle, ce fut le jésuite Adam Schall qui présida à la fabrication des canons à Pékin.

Les Mandchous utilisèrent avec grand soin ces engins redoutables, et ils leur durent la victoire contre la révolte du sud de l'empire, contre les

Éleutes, contre les Miao-tse. Dès 1692, ils eurent un corps régulier d'artilleurs et de mousquetaires. En 1775, ne pouvant transporter de grosses pièces de siège dans les montagnes pour réduire la capitale des Miao-tse, ils les brisèrent en plusieurs morceaux, puis les refondirent devant la place. La victoire de la flotte anglaise, dans la guerre de l'opium, détermina le gouvernement à faire établir à l'embouchure du Peï-ho des forts à la moderne qui, en 1860, repoussèrent l'attaque de la flotte anglo-française, et durent être tournés par terre.

L'histoire ne donne-t-elle pas raison au vice-roi Tchang-tche-tong, quand il s'écrie dans son *Exhortation à l'étude* : « Si quelqu'un des généraux célèbres de l'antiquité naissait aujourd'hui, à l'instant il se mettrait à étudier les nouvelles armes, à comprendre les nouvelles méthodes, et il tâcherait de les adapter à l'état présent de la Chine. » ?

sortes de mitrailleuses lançant un grand nombre de flèches à la fois.

En 1232, devant Kaïfong-fou où les Mongols assiègent les Mandchous, la poudre fait son apparition officielle : les assiégés s'en servent pour disposer des fougasses, pour lancer sur l'ennemi des jets de feu. Bien des auteurs voient là les premiers canons. Il est probable que c'est l'invasion mongole, dix ans plus tard, qui révèle à l'Europe la poudre et les armes à feu. A leur tour les Mongols emploient dans leurs sièges des appareils construits par les deux frères Polo, Vénitiens, ou par des Persans, et dans lesquels les uns voient des balistes, les autres des canons. En 1407, l'armée revenant victorieuse de l'Annam en rapporte des arbalètes et balistes « à mécanisme transcendant ». Peu après l'arrivée des Portugais, on voit les Chinois fondre des canons, et même fabriquer de petites pièces légères, transportables à dos de mulet ou de chameau, comme nos canons de montagne actuels; cependant ils reconnaissaient la supériorité des Européens dans cet art, et, au XVIIe siècle, ce fut le jésuite Adam Schall qui présida à la fabrication des canons à Pékin.

Les Mandchous utilisèrent avec grand soin ces engins redoutables, et ils leur durent la victoire contre la révolte du sud de l'empire, contre les

Éleutes, contre les Miao-tse. Dès 1692, ils eurent un corps régulier d'artilleurs et de mousquetaires. En 1775, ne pouvant transporter de grosses pièces de siège dans les montagnes pour réduire la capitale des Miao-tse, ils les brisèrent en plusieurs morceaux, puis les refondirent devant la place. La victoire de la flotte anglaise, dans la guerre de l'opium, détermina le gouvernement à faire établir à l'embouchure du Peï-ho des forts à la moderne qui, en 1860, repoussèrent l'attaque de la flotte anglo-française, et durent être tournés par terre.

L'histoire ne donne-t-elle pas raison au vice-roi Tchang-tche-tong, quand il s'écrie dans son *Exhortation à l'étude* : « Si quelqu'un des généraux célèbres de l'antiquité naissait aujourd'hui, à l'instant il se mettrait à étudier les nouvelles armes, à comprendre les nouvelles méthodes, et il tâcherait de les adapter à l'état présent de la Chine. » ?

V

Inventions diverses.

Les inventions chinoises ne se comptent pas; beaucoup nous ont été transmises sans même que nous en sachions l'origine.

La boussole est attribuée par la légende au duc de Tchéou, vers 1100 avant J.-C., mais il est permis de n'ajouter aucune foi à cette assertion, car comment croire que, pendant deux mille ans, les militaires, les marins, les explorateurs, tous ceux qui ont besoin de s'orienter, n'aient tiré aucun parti de cet instrument? Seuls les géomanciens commencèrent vers le ve ou vi^e^ siècle après J.-C. à en faire usage pour leurs opérations mystérieuses et charlatanesques. C'est à la fin du xiiie siècle seulement qu'on le voit employé à bord des bateaux, et tout aussitôt la navigation en reçoit une impulsion merveilleuse; les flottes

mongoles sillonnent le Pacifique et l'Océan indien. Puisqu'elles sont en communication incessante avec les Arabes, n'est-il pas vraisemblable que ceux-ci leur empruntent un appareil si pratique, et le font connaître au navigateur Flavio Gioia d'Amalfi, auquel, en Europe, nous faisons honneur de l'invention, cent ans plus tard?

En tout cas, c'est bien aux Chinois, par l'intermédiaire des Arabes, que nous devons le papier. Celui-ci a-t-il été inventé sous le Premier Empereur par le fameux général Mong-Tien? Quoiqu'il en soit, ce furent des prisonniers chinois faits par les Arabes, en 751, qui introduisirent l'art de le fabriquer à Samarcande, d'où il se répandit par tout l'Occident.

Leur devons-nous aussi l'imprimerie? C'est en 177 après J.-C. qu'ils gravent sur pierre les premières planches; vers l'an 600, ils gravent sur bois; après des tâtonnements de plusieurs siècles, on décide, en 932, l'impression des livres canoniques, qui demande vingt et un ans; enfin, l'invention faisant de constants progrès, au XIe siècle le Gouvernement crée un journal officiel, intitulé *Annonces de la Capitale*.

On a tiré argument contre les Chinois de ce qu'ils n'ont pas perfectionné leur invention en créant les caractères mobiles : on oublie qu'ils

n'ont pas comme nous vingt-cinq lettres, faciles à manier pour un typographe, mais soixante mille, que seuls quelques savants connaissent toutes et qu'aucun ouvrier ne saurait retrouver ; on ne peut que les graver, en les copiant.

Les Chinois reconnaissent bien d'ailleurs les difficultés que présente, en regard d'incontestables avantages, leur système idéographique : les Mongols n'ayant pas d'écriture propre, c'est une écriture phonétique qu'imagine pour eux, sous l'empereur Koubilaï, le lama Pags'pa. Aujourd'hui même, les journaux et les livres destinés au peuple sont écrits en caractères qui participent des deux principes.

La question de savoir si les Chinois ont inventé l'astronomie, ou bien l'ont reçue des Chaldéens ou des Hindous, n'est point résolue. On les voit sans cesse occupés de perfectionner leur science, et accueillant avec empressement les étrangers, Arabes et plus tard Chrétiens, qui peuvent les y aider.

Les premières missions scientifiques que signale l'histoire du monde sont organisées par la Chine. Préludant aux expéditions antarctiques, un vaisseau fut, en l'an 721, envoyé dans les mers du Sud pour lever la carte céleste ; celle qu'il rapporta s'étend jusqu'à 20 degrés du pôle austral ;

plusieurs missions furent chargées d'aller observer la hauteur relative des astres en différents points de l'empire, situés sur un même méridien à des distances exactement mesurées, ce qui permit de dresser des tables pour déterminer les latitudes. La géographie en tira parti, et au xe siècle le célèbre Kia-Tan dressa la première carte chinoise, laquelle représentait toutes les contrées de la mer Caspienne au Japon, et de la Mongolie à la Cochinchine; elle était établie sur un quadrillage correspondant à notre division de la terre en degrés et méridiens. Elle est malheureusement perdue. En 1313, chaque chef de district dut envoyer le plan de son territoire, qui servit à mettre à jour la carte de l'empire, et à rédiger une Géographie qui remplit 90 volumes.

On n'en finirait pas d'énumérer les inventions de tout ordre qui se produisent sans cesse, et celle des boîtes pour les lettres de dénonciation, comme à Venise, et celle de la brouette, — mais une brouette originale, d'un principe tout différent de celui d'Archimède et de Pascal et, ce me semble, beaucoup plus efficace, — et celle des clepsydres. Leur talent pour la mécanique s'affirme dans la construction de sphères célestes animées, où tous les astres se déplacent suivant leur mouvement propre, et d'horloges merveilleuses.

La plus célèbre est celle que le dernier empereur mongol avait construite lui-même : des Génies marquaient les heures en frappant des cymbales, des lions et des phénix se mettaient à danser : à midi et minuit, six Esprits s'envolaient vers le ciel, puis redescendaient à leur place. Le même empereur se promenait dans un bateau de son invention ayant la forme d'un dragon, lequel remuait la tête, les pattes et la queue. Ce dragon, décrit par les Annales, est à rapprocher des chevaux de bois automatiques, dont le *Roman des Trois-Empires* prétend qu'un général se servait pour transporter les vivres de son armée. Si peu vraisemblables que soient de telles mécaniques, il faut remarquer que les Chinois y croient fermement et orgueilleusement, et qu'à défaut de génie inventif, elles prouvent tout au moins leur amour pour les inventions.

Un dernier trait achèvera de peindre leur aptitude à se transformer. Ce qui touche l'homme de plus près, puisque cela concerne sa propre personne, les aliments, les modes, les vêtements, la coiffure changent comme partout. Les légumes d'Europe se sont partout répandus, surtout la pomme de terre par nous si difficilement acceptée. L'usage de l'opium ne s'est propagé qu'avec les importations anglaises. Les deux caractéristiques

de la nation chinoise, aux yeux des Européens, la natte de l'homme, les petits pieds de la femme, ont été des innovations en un temps qui n'est point fort ancien.

Jadis les Chinois portaient les cheveux relevés en chignons de forme variable. Les antiques bas-reliefs trouvés dans le Chantoung les montrent coiffés d'une sorte de tiare ou bonnet comme en portaient les Perses, auxquels d'ailleurs ces figures les font étonnamment ressembler. Au XIIe siècle, les conquérants mandchous imposèrent le port de leur coiffure et de leurs vêtements nationaux, afin de reconnaître ceux qui acceptaient leur domination. En 1642, lors de leur deuxième et définitive conquête, ils ordonnèrent par édit de porter la natte, et de se raser le sommet du front comme eux-mêmes : refuser était, et est encore, un signe de rébellion puni de la peine capitale. Malgré deux siècles et demi d'accoutumance, le premier acte de tout insurgé est de violer cette loi : « longs cheveux » est synonyme de révolté. La plupart des étudiants chinois à l'étranger se coiffent à l'européenne, avec l'autorisation de leur gouvernement. Ainsi donc la mode se plie à toutes les exigences de la politique.

Quant aux petits pieds, on ne sait quand cette coutume extraordinaire prit naissance, — ce qui

prouve qu'elle s'est répandue insensiblement, puisqu'elle n'a pas attiré l'attention des historiens, — mais ce ne fut pas avant le VIe siècle de notre ère, suivant les uns, le Xe siècle suivant les autres, peut-être beaucoup plus tard : les dames de la cour auraient voulu rivaliser avec des favorites aux extrémités merveilleusement fines. Une de ces traditions est jolie. La favorite aux pieds menus dansait devant l'empereur sur un parquet incrusté de lotus d'or : « Voyez, s'écria le prince, chacun de ses pas fait éclore une fleur. » Et, depuis ce jour, les petits pieds s'appellent « lotus d'or » !

Qu'on ne croie pas cependant que la mode en soit générale : ni les femmes de la campagne qui vont travailler aux champs, ni les femmes de Canton, ville dont la population tient dans l'empire un rang tout spécial par son intelligence et sa richesse, ne se mutilent les pieds; bien mieux, la race conquérante, les Mandchous, n'ont jamais pratiqué cette mode cruelle, et récemment encore l'impératrice l'a blâmée par un édit. Elle n'est en somme observée que par la bourgeoisie du centre et du nord de la Chine, c'est-à-dire par une minorité restreinte, mais ni la classe moyenne du sud ni la cour ni le peuple ne se soucient des « *lotus d'or* ».

LIVRE III

LA CHINE ACTUELLE

PREMIÈRE PARTIE

APPARENCES ET RÉALITÉS

I

Forces de Conservation et d'Evolution. Science sociale.

Malgré tant de changements qui décèlent une force d'évolution impossible à réprimer, il serait puéril de nier qu'il n'y ait en Chine, autour de l'ordre de choses établi, les plus puissantes défenses que l'esprit de conservation ait jamais su organiser.

Le culte des ancêtres que, sous une forme ou une autre, pratique tout Chinois, à quelque religion qu'il appartienne, et la constitution sociale qui fait du père le chef absolu de la famille, avec droit de vie et de mort, se fondent en un mer-

veilleux accord pour imprimer dans les cerveaux le respect du passé.

Comment blâmer ce qu'ont fait ces ancêtres dont la puissance invisible vous entoure, ce père dès à présent maître de votre personne et qui continuera après sa mort à surveiller votre conduite? Puis, devenu à son tour chef de famille, le fils éprouve le même intérêt à transmettre à ses descendants les mêmes idées, sur lesquelles repose sa propre autorité. C'est une chaîne sans fin que chacun, à l'âge où il aurait la force de se libérer, trouve profit à faire porter par ceux qui le suivent.

En tous pays, ce sont les hommes d'étude et de science qui, en découvrant l'erreur des vieux préjugés, appellent et font surgir le progrès. Ici, c'est précisément le contraire.

Telle est la difficulté d'une écriture qui contient autant de signes que de mots et dont seuls quelques membres de l'Académie parviennent à connaître les soixante mille caractères, qu'une fraction infime de la nation peut atteindre à la compréhension des textes. L'homme le mieux doué est contraint d'avouer son infériorité devant le savant armé de grimoires mystérieux et indéchiffrables. Et celui qui a dû consacrer des années à en acquérir la clé ne va pas proclamer la vanité

d'une telle étude. Les vieux livres qu'il sera seul à connaître seront sa Bible et son Évangile : il en prêchera la doctrine par foi ou par intérêt. Or précisément ces vieux livres, sans doute pour le même motif, enseignent déjà le respect du passé, et c'est la tradition elle-même qui ordonne qu'on la suive. Elle légitime donc, aux yeux du lettré, cet état d'esprit que son propre intérêt tendait à engendrer, et toute velléité d'initiative et d'indépendance deviendra une faute de morale et un sacrilège.

Ce n'est pas seulement dans le domaine de l'esprit que règne le passé, ainsi consacré à la fois par la religion, par la constitution familiale, par la tradition et par la science : il gouverne jusqu'au moindre geste. La Chine est le pays des rites : chaque acte doit s'accomplir suivant des règles précises, qui déterminent les attitudes aussi bien que le lieu et l'instant; quiconque ne sait les observer est traité de barbare [1].

Avant de sourire d'une pareille contrainte, songeons que nous aussi nous avons une étiquette et un protocole, confessons l'impression fâcheuse que nous cause le moindre manquement aux usages de la civilité : il n'est point de place dans notre société

1. Sur les rites, leur origine et leur sens, voir *le Peuple chinois*, de F. Farjenel (1904).

pour qui n'a pas un brevet de bonne éducation. Et cette éducation à laquelle nous attachons si grand prix, nous la connaissons à l'observance de rites extérieurs, dont la nature est exactement la même que ceux des Chinois; peu importe leur signification, que souvent nous ne savons plus : il faut s'y soumettre ou se voir exclu.

Peut-être un jour notre respect accru pour les civilisations d'Orient — quand nous aurons éprouvé leur force — nous donnera-t-il l'idée de rechercher quelle vertu peut bien être attribuée par elles, et par nous aussi, bien qu'à un moindre degré et sans en avouer l'importance, à des signes dépourvus de sens; nous y verrons alors, non seulement le respect de la communauté, dont les usages sont observés comme des lois, mais un empire sur soi-même tel qu'il fait litière de toute commodité personnelle et qu'il s'exerce même sans témoin. Cette incessante contrainte, souvent fort pénible, mérite l'estime au même titre que l'austérité tant vantée des Spartiates, autre forme de la même discipline. S'il faut en croire les Chinois, les barbares étaient frappés d'admiration et de crainte en présence d'hommes qui préféraient mourir plutôt que de manquer à un rite. L'histoire fourmille d'exemples de ce prestige. Un roi de Ou, vainqueur, veut se faire donner le titre de Chef

des Princes et demande ce qu'il devra faire en cette qualité. Confucius lui décrit les cérémonies; alors le roi de Ou, s'étant prosterné, dit : « Je ne suis qu'un sauvage. » Et il renonce à son dessein! Tous les nomades qui se taillèrent des empires en Chine adoptèrent les rites chinois : certes il devait en coûter à ces barbares élevés dans la liberté des déserts, mais ils étaient subjugés par le magique pouvoir de *la forme*.

Quoi qu'il en soit de la valeur philosophique des rites, on accordera qu'ils constituent une force de conservation prodigieuse, puisque en toute circonstance, au lieu de s'ingénier à trouver une solution, on les doit suivre aveuglément. Ils deviennent une habitude du corps et de l'esprit, et le passé automatiquement se reproduit dans le présent.

Tout gouvernement est par essence conservateur. Combien doit l'être celui d'un empereur que tout conspire à exalter! Fils du Ciel suivant la religion, Père du peuple suivant la société, les rites lui assurent des honneurs presque divins. Et tandis qu'ailleurs le pouvoir redoute la science, génératrice de liberté, ici il trouve en elle la plus fidèle servante et la plus sûre gardienne : inabordable à qui ne lui consacre pas son existence entière, elle rejette dans les ténèbres de l'igno-

rance l'aristocratie de naissance, les guerriers, tous ceux dont la force est à craindre; spécialisant par l'objet de son étude ses adeptes dans les carrières gouvernementales, elle permet la concentration de toutes les supériorités dans la main du gouvernement, et l'établissement d'une série de cribles amenant des provinces à la capitale tout ce qui s'affine et se dégrossit.

Quel régime serait conservateur, si celui-là ne l'était? Aussi l'est-il, ou prétend-il l'être, à un point qu'on ne saurait dépasser, et, dès 1100 av. J.-C., la constitution de la dynastie Tchéou frappe de la peine de mort quiconque osera, non pas même tenter, mais simplement proposer la plus minime innovation, qu'il s'agisse de modes, d'ustensiles ou de doctrine.

Voilà bien, n'est-il pas vrai, la plus formidable forteresse qu'on ait élevée contre le progrès, et la machine la plus ingénieusement agencée pour travailler indéfiniment à sa propre reproduction! Combien sont justifiés les reproches de routine, d'étroitesse de vues, d'inaptitude à l'évolution naturelle! Le résultat certain de cette résistance à l'irrésistible action du temps, n'est-ce pas la ruine d'un édifice qui ne tient plus debout que par sa masse?

*
* *

Sans doute, et tout cela est irréfutable. Seulement, la seule leçon qui s'en dégage, c'est l'infirmité de notre logique. Il n'y a point d'argument qui vaille contre la réalité, et le moindre petit fait renverse le système qui le déclarait impossible. Oui, il y a en Chine des forces de conservation puissantes, uniques même! Cette constatation faite, au lieu de nous livrer en hâte au jeu futile des déductions, observons les conclusions que l'histoire apporte à ces prémisses, et qui en sont le plus éclatant démenti : nonobstant toutes les oppositions, les réformes et les changements remplissent toutes les pages, et puisque si grandes étaient les forces de conservation, c'est que les forces d'évolution étaient plus grandes encore.

Il suffit en effet de connaître les éléments hétérogènes dont se compose l'empire pour percevoir avec une absolue certitude que jamais l'équilibre parfait, que suppose l'immobilité, n'a pu s'établir.

Races nomades et sédentaires, guerrières et pacifiques; hommes du nord, du midi, des mers, des plaines, des montagnes; riches marchands et pirates; fervents du livre et de l'épée, la conju-

ration de toutes les puissances humaines était impuissante à tenir dans le repos un assemblage si hétéroclite. La nature se rit des barrières qu'on lui oppose.

D'ailleurs a-t-on songé combien ces barrières sont fragiles par elles-mêmes? Dès qu'il est admis que la Chine est, non pas une nation paisiblement épandue sur un territoire bien à elle, mais le produit de conquêtes et de guerres, la faiblesse d'un pouvoir central qui prétend commander à quatre cents millions d'hommes réunis par la force apparaît extrême : par quels moyens réussirait-il à imposer sa volonté ? Il n'y tâche donc point, et son unique désir est de maintenir l'ordre, en l'achetant par toutes les concessions. La masse est la maîtresse, et l'autorité ne se soutient qu'en la flattant. Dès les temps les plus reculés, au premier conflit, princes et mécontents en appellent au peuple par des manifestes répandus à plusieurs centaines de mille exemplaires, travail qui, avant l'invention de l'imprimerie, suffit à prouver quelle importance on attachait à l'opinion publique. L'empereur est un autocrate, son pouvoir est sans bornes contre un individu; mais l'empire est une démocratie, où la moindre association dicte la loi au mandarin. Toute mesure qui n'a point l'agrément public

est vouée à un échec certain. Les représentants du pouvoir central dans les provinces ne peuvent compter sur lui pour les soutenir; réduits à cette alternative d'être chassés par le peuple ou de désobéir au prince, ils n'hésitent point : ils désobéissent. Leur indépendance, quand le sentiment populaire est avec eux, touche à l'invraisemblable : n'a-t-on pas vu, en 1900, pendant que Pékin bombardait les légations et que la cour prenait la fuite devant les armées alliées, les vice-rois du Yang-tsé et de Canton conclure des conventions avec les Puissances pour maintenir la paix sur leur territoire ! Les décrets impériaux peuvent être péremptoires, ils restent lettre morte s'ils ne satisfont point au vœu public, et le gouvernement ferme les yeux et laisse faire[1].

1. J'ai eu l'occasion d'assister à deux émeutes. A Tchin-kiang, un mandarin progressiste avait organisé une police bien équipée et fait bâtir un marché couvert, mesures excellentes; mais, comme il lui fallait de l'argent, il institua un droit d'octroi. La population des campagnes, qui n'avait pas été consultée, se groupa, envahit la ville, brûla le poste de police et le marché, après quoi une députation des émeutiers alla au Yamen signifier au préfet de ne pas recommencer. Le préfet s'excusa auprès d'eux et auprès du gouvernement de la province. Il ne conserva sa charge que par l'offrande d'une somme importante pour le trésor public (Mai 1904). Un mois plus tard, un autre mandarin ayant projeté un canal qui ferait communiquer les lacs Poyang et Tong-ting, la population s'assembla et menaça de faire un mauvais parti à ceux qui tenteraient cet ouvrage. Pourtant la Chine est sillonnée de canaux fort appréciés du peuple, mais on avait négligé de consulter les habitants et de leur expliquer

Ainsi l'impuissance du gouvernement l'empêche, quand même il le voudrait, de s'opposer au progrès. Mais il est loin de le vouloir toujours. Un moment vient où, malgré toutes les doctrines d'inertie, un empereur ou son ministre s'aperçoivent qu'une amélioration est nécessaire, et ils se mettent en devoir de la réaliser. On est même étonné de voir combien fréquemment le pouvoir prend l'initiative des réformes, bravant toutes les oppositions. C'est le ministre Liseu disant au Premier Empereur : « Les grands souverains de l'antiquité ne se sont pas servilement copiés, mais chacun a gouverné comme il l'a jugé convenable. Ce n'est pas qu'ils crussent devoir agir autrement, c'est que les temps étaient autres. Pourquoi donc imiteriez-vous les dynasties précédentes? » Et l'empereur fait jeter au feu les Annales d'où les lettrés prétendent tirer des modèles pour chacune de ses actions. C'est l'empereur Suan-ti déclarant : « Les lettrés ne comprennent rien aux besoins des

les avantages des travaux projetés. Les manifestations de cette toute-puissance du peuple ont lieu à tout propos. Dans les gorges du Yang-tse, se trouve, au sommet d'une montagne, une grotte d'où le vent est censé sortir — telle la caverne d'Eole — et que le peuple appelle le Soufflet du Dragon. Quand la brise nécessaire aux jonques qui remontent le fleuve fait défaut, le sous-préfet de la région est contraint de venir au pied de la grotte sacrifier au Dragon, dont la queue obstrue l'orifice, jusqu'à ce que le vent se reprenne à souffler. J'ai eu la chance de passer quelques jours après que le mandarin était venu « déboucher le Soufflet ».

diverses époques. Ils disent toujours du bien de l'antiquité et du mal du présent. Comment donnerais-je des charges à des hommes qui, vivant dans l'utopie, sont dépourvus de sens pratique? »

Rien de typique comme ce conseil des ministres de Ts'inn, où se montrent aux prises l'esprit de conservatisme et celui de réforme : « Il ne faut jamais, dit le ministre Yang, consulter le peuple sur les changements à faire, car le peuple est essentiellement routinier. Il faut le mettre en présence du fait accompli et lui en faire goûter les avantages. » Le ministre Kan-loung répond : « Je ne suis pas de votre avis. Ce à quoi le peuple est habitué, il le fait sans peine. Suivre en tout des traditions certaines, c'est commode pour les officiers et rassurant pour le peuple. » — « Passe pour les cas ordinaires, réplique Yang, mais que feront de tels fonctionnaires si des cas imprévus surgissent? Les sages savent faire des lois nouvelles, les sots ne savent qu'appliquer les anciennes. » Qui eut gain de cause? Ce fut le novateur, et le destin justifia ce choix, puisque la politique inaugurée par Yang conduisit Ts'inn au faîte de l'empire.

Mais à quoi bon invoquer les exemples des réformateurs célèbres, d'ailleurs si nombreux? Personne n'a jamais eu la prétention de remonter

le courant et de ramener la Chine vers le passé vénéré : nous l'avons assez vu en feuilletant l'histoire. A quoi donc aboutit cette coalition de forces conservatrices, si formidable que d'emblée la généralité des observateurs l'a jugée invincible, et dont nous n'avons point dissimulé la puissance?

A ceci, qui est appréciable : à modérer l'évolution. Le Chinois reconnaît la supériorité de nos sciences, il admire la valeur morale de notre religion, mais ce qui fait son orgueil, ce par quoi il s'estime bien au-dessus de nous et de nos bruyantes découvertes, c'est qu'il croit posséder la Science sociale. Maintenir la paix, non pas seulement dans les relations extérieures des hommes, mais dans les esprits, voilà son objectif; au lieu de poursuivre un mieux idéal, s'accommoder de ce qui est, voilà son moyen. « Vous désirez trop de choses, dit le conseiller Kinan à l'empereur Ou qui étudiait sans cesse quelque réforme. Les sages n'ont pas de désirs, ils suivent le cours des choses. » Toute la doctrine est là : ne pas provoquer le changement; surtout ne pas l'opérer simplement parce que cela nous plaît, nous semble mieux : « Comment, dit le sage Ki-tcha, loué par Confucius, violer la tradition pour la satisfaction d'un seul? »; mais évoluer avec le temps et les circonstances. Écoutons Sema-ts'ien : « Un livre dit : Prenez

pour modèles les derniers rois. Pourquoi cela? C'est que la transformation des mœurs s'étant progressivement opérée, si vous prenez pour modèles les princes les plus rapprochés de vous, vous vous conformerez à l'état de choses actuel et ne rencontrerez aucune difficulté [1] ».

Ainsi donc ne pas prendre chaque nouveauté pour un progrès, éviter les désillusions et les ruines que cause toute expérience hâtive et prématurée, surtout calmer cette fièvre qui, dès qu'un changement apparaît possible, nous le fait juger admirable et nous montre comme surannées et hors d'usage les choses auxquelles nous étions le plus attachés; mais, lorsqu'une invention a bien prouvé sa valeur, quand la marche du temps exige des procédés nouveaux, s'adapter aux circonstances même en devançant l'opinion du peuple stupide ou des lettrés retardataires, telle est la doctrine constante des philosophes et des politiques. Ni innovation, ni réaction : « Les sages n'ont pas de désirs, ils suivent le cours des choses. » Mais il n'y a pas en Chine que des sages, et à l'évolution sont venues s'ajouter bien des révolutions!

1. Le mot à mot de M. Chavannes est : « C'est que ces rois étant rapprochés de vous et la transformation des mœurs étant de même nature, si vous les prenez pour modèles, il vous sera aisé d'agir. » Vol. III, 1re partie.

II

Aspects antimilitaires. — Qualités et défauts militaires.

S'il est démontré que, dans tout le cours de son histoire, la Chine a été guerrière, conquérante, tumultueuse, comment se fait-il qu'elle nous offre aujourd'hui le spectacle prodigieux d'un empire de quatre cents millions d'habitants incapable de résister à quelques compagnies de débarquement?

Tout, dès le premier abord, dénote le peuple le plus antimilitaire qui soit. Le soldat est profondément méprisé : « On ne prend pas de bon fer pour fabriquer un clou, ni un honnête homme pour en faire un soldat », dit un proverbe. L'officier n'est pas plus estimé, et les mandarins civils ne déguisent point leur dédain pour lui. Sa mentalité est d'ailleurs aussi peu guerrière que pos-

sible, ainsi qu'en témoigne l'ouvrage classique sur l'Art militaire, le Traité de Soun-tseu que tous les aspirants officiers doivent savoir pour l'examen. On y voit que, quand un bon général entre en campagne, l'armée ennemie, gagnée par son or, est déjà vaincue et prête à tourner le dos à la première affaire, sans combattre; qu'il faut amollir le courage de l'adversaire en lui faisant entendre des concerts mélodieux, etc. Le Chinois n'a aucun goût pour la violence, les dehors mêmes lui en déplaisent : sa démarche est lente, ses gestes compassés, il se vêt d'une robe et d'un camail qui interdisent toute vivacité. Personne ne possède d'arme; on ne trouve aucune arme ancienne et précieuse, comme on en voit chez tous les autres peuples. Le sentiment qui, jusque dans une race pacifique, peut réveiller les énergies guerrières, le patriotisme, fait complètement défaut, il semble même inconnu : en 1860 l'armée anglo-française a trouvé autant de coolies qu'elle en a désiré pour l'aider dans sa marche sur Pékin; ni pendant la guerre contre la France en 1885, ni pendant celle contre le Japon en 1894, on n'a vu les provinces qui n'étaient pas directement menacées se préoccuper des défaites nationales : il semblait que ce fût un autre pays qui était en guerre, non la Chine.

Ici encore le contraste est si fort entre les enseignements du passé et le spectacle du présent, qu'il semble impossible de concilier de telles contradictions. Pour ceux — presque tous, hélas! — qui ignorent totalement l'histoire, la solution est simple : le Chinois n'a jamais fait la guerre. C'est un arrêt sans appel, et chaque jour on peut lire quelque antithétique parallèle entre le belliqueux Japon et la Chine pacifique. Mais nous qui mettons plus de confiance dans les attestations irréfutables des faits historiques que dans celles, forcément superficielles, d'observateurs momentanés, il nous faut démêler la part d'erreur ou de vérité défigurée qui donne aux apparences contemporaines un si singulier caractère.

Tout d'abord, il est incontestable que la puissance militaire de la Chine était, durant le dernier siècle, tombée dans une complète décadence. Depuis la défaite des Eleutes et des Miao-tse sous Kien-loung, l'empire n'avait plus d'ennemis extérieurs; le seul danger pour l'empereur, conquérant étranger, venait de son peuple : nous avons vu que toute sa politique tendit à le déviriliser[1]. Tombée à l'état de simple police, dispersée dans les innombrables villes, cessant d'être dans la

1. P. 67 et 166.

main de ses chefs et confiée aux mandarins civils, ne recevant plus d'entraînement ni d'instruction, l'armée perdit toute valeur. Sa déchéance morale fut plus grande encore. Auparavant elle vivait de la guerre; en paix ces profits disparurent, et la solde n'était jamais payée. On imagine ce que devint, dans ces conditions, ce qu'on continuait à appeler l'armée chinoise : seuls les meurt-de-faim, incapables de gagner leur vie autrement, acceptaient d'y servir pour une écuelle de riz, jusqu'au jour où le métier de pirate leur ouvrait des perspectives plus avantageuses. Et quels officiers pouvait-on espérer trouver sans l'espoir des hauts faits, de la gloire et des grandes situations? On dut se contenter d'hommes robustes, capables d'en imposer par leur vigueur, mais absolument illettrés et du niveau social le plus bas.

S'étonnera-t-on, après cela, du mépris dont l'armée était accablée? Mais ce mépris était de fraîche date : l'histoire entière nous montre au contraire la place d'honneur qu'occupaient les gens de guerre. Au temps féodal, c'était sous le titre d'Archers que le rituel désignait les feudataires; le symbole de leur autorité était une hache. Il paraissait tellement nécessaire d'être rompu à l'usage des armes, que les hommes

d'État, les philosophes, tous les intellectuels, et Confucius comme les autres, s'exerçaient au tir de l'arc. Plus tard, sous les Han, l'historien Sema-ts'ien, ayant été mutilé, exhale sa douleur : « Je ne puis plus me mettre dans les rangs de l'armée, attaquer des remparts, ou livrer bataille dans la campagne, conquérir de la gloire en tuant un général ou en enlevant un étendard! » Dirait-on que ces paroles sortent de la bouche d'un fonctionnaire civil, s'il en fut! le grand astrologue?

Tous les souverains commandent en personne les armées; on les voit, dans les sièges, travailler de leurs mains aux tranchées, pour donner l'exemple; les jeunes princes sont envoyés de bonne heure à l'école de la guerre, servant dans un grade inférieur sous quelque général fameux. Pas de plus grand honneur pour un lettré que de recevoir un commandement à l'armée. Les distinctions accordées aux militaires passent toutes les autres. « Notre gouvernement, dit le *Mémoire concernant les Chinois*, est si singulier à cet égard, que tandis qu'il fait nommer dans les gazettes un simple soldat qui a reçu des blessures à la guerre, il ne permettrait pas de dire un mot en cent ans sur mille faiseurs de systèmes. » L'empereur va à la rencontre du général victorieux et le ramène en grande pompe,

au son d'hymnes de triomphe qui chantent ses hauts faits; seuls les officiers peuvent recevoir la veste jaune, qui leur donne la préséance sur tous les fonctionnaires de l'empire; les insignes d'honneur, plumes de paon, broderies, médailles, donnent droit à des égards spéciaux; on a souvent assimilé le titre de Patoulou, conféré pour action d'éclat, à notre Légion d'honneur; enfin tous les braves tués à la guerre reçoivent un anoblissement transmissible à une ou plusieurs générations de leurs descendants.

Cet anoblissement posthume souvent croît avec le temps, à mesure que l'admiration de la postérité s'affirme, et il finit par la canonisation, voire même la déification. Chaque ville a son temple de la guerre, où le héros Kouan-yu, devenu dieu, entouré de tous les guerriers illustres, reçoit le même culte officiel que Confucius. Détail typique, et qui démontre combien peu l'idée de la guerre répugne au Chinois, ce Dieu de la guerre, extrêmement populaire et qui a sa statue dans une foule de maisons, est aussi considéré comme le Dieu des richesses.

Qu'on le remarque : ce sont les Soung d'abord, les Ming ensuite, dynasties essentiellement chinoises, qui ont organisé ce culte de la guerre. Quant aux souverains de race nomade, il va

sans dire que pour eux le guerrier compte seul. Ils emploient les lettrés, il leur arrive même de les exalter, pour mieux amollir les vaincus, mais des hommes de leur race, militaires-nés, ont le pas sur tous les fonctionnaires et, quand il est utile, reçoivent d'emblée les plus hautes charges.

Notons encore que le théâtre, qui passionne la foule, ne met à la scène que des héros; ce sont leurs exploits qui remplissent les romans. Mais écoutons Confucius lui-même nous enseigner en quelle estime il faut tenir la guerre, et quel rare mérite doivent atteindre ceux qui s'y adonnent : « Prêchez, dit-il, la vertu au peuple pendant sept ans : alors on pourra en tirer des soldats pour la guerre » !

Ce n'est donc pas le métier des armes qui est méprisé : ce sont les officiers ignorants et grossiers, et la tourbe de vagabonds affublés du nom de soldats.

En réalité, il s'est passé en Chine, depuis un siècle, ce qui est arrivé à tous les États démesurés, qui ne voient plus rien à craindre, ni rien à gagner : plus de guerre, plus d'armée; avec la fonction l'organe disparaît. Les circonstances suffisent si bien à expliquer l'apparente éclipse des vertus militaires, que leur action a été aussi efficace sur les peuples les plus incon-

testablement guerriers, les Mongols, les Mandchous, tous les Nomades. Ce n'est pas le luxe ni l'abondance donnés par la victoire, comme on se plaît à le répéter, qui amollit ces rudes cavaliers : à Pékin et dans les grandes villes, les hommes des bannières vivent plus misérablement que dans la steppe, ne recevant du gouvernement que juste la nourriture strictement nécessaire à leur famille. Ce qui les perd, c'est l'inaction. A rester éternellement parqués dans leurs quartiers, prêts à fondre sur la population chinoise qui ne bouge pas, leur ardeur se lasse, et, sentinelles qui ne voient rien venir, ils s'endorment à leur poste. Ceux qui demeurent au désert, privés de canons et de fusils, doivent renoncer à l'espoir de vaincre, et se tenir cois, eux aussi; conséquence prodigieuse, le dégoût d'une vie si plate les conduit tout droit au couvent, et plus de la moitié de ces hommes de fer et de sang peuplent aujourd'hui les lamaseries[1].

*
* *

On a si souvent fait, contre la valeur militaire des Chinois, état de leurs ouvrages militaires clas-

1. Voir *La Révolte de l'Asie* de Victor Bérard et *La Rénovation de l'Asie* de Pierre Leroy-Beaulieu.

siques, qu'il convient d'en dire un mot. Tout d'abord, notons que les examens militaires n'ont été régularisés que depuis moins de deux cents ans, sous l'empereur mandchou Cheu-Tsoung, et qu'ils ne confèrent nullement le grade d'officier, mais simplement les titres de bachelier, licencié et docteur ès sciences militaires; l'immense majorité des officiers ne les a jamais possédés, et est sortie du rang. Mais les diplômés eux-mêmes, malgré l'examen, ignorent parfaitement l'*Art militaire classique*. Qu'on n'oublie jamais, avant d'avancer quelque affirmation sur les idées chinoises, que l'extraordinaire difficulté de l'écriture rend l'accès des livres impossible à qui ne s'y consacre pas tout entier[1]. Les candidats aux examens militaires n'ont jamais poussé leur instruction assez loin pour être en état de lire l'*Art militaire*, et si, effectivement, le programme décrété par Cheu-Tsoung comporte le développement d'un passage de ce traité, en pratique les candidats se contentent de recopier, et avec grand'peine, le texte imposé, sans le comprendre : ce sont les exercices physiques qui seuls comptent.

1. On répète souvent qu'il y a en Chine très peu d'illettrés. C'est là une confusion absolue : chaque homme en effet connaît un certain nombre de caractères, ceux dont il a besoin couramment; mais en connût-il quelques centaines, que cela ne lui permettrait pas de déchiffrer un livre qui en renferme plusieurs milliers.

Ainsi donc, il faut quitter cette persuasion que les officiers chinois se guident sur les principes de l'*Art militaire classique*. Ils n'en connaissent pas le premier mot[1].

Mais au moins, dira-t-on, cet ouvrage nous révèle leur mentalité, puisque ce sont leurs plus fameux généraux qui ont rédigé les trois opuscules dont il se compose. Pas davantage : cet *Art militaire* est apocryphe[2]. Il suffit de le lire pour

1. Voir le livre du P. Etienne Zi sur la *Pratique des examens militaires*. A quoi bon d'ailleurs chercher d'autre autorité que celle des mêmes auteurs qui à la fois déclarent les officiers chinois illettrés et se rient de l'*Art militaire classique* qui forme la base de leur instruction? Les deux reproches s'excluent l'un l'autre, ce me semble.

2. Oublie-t-on la destruction, en 213 av. J.-C., des livres rappelant le passé, tels que ces traités qui fourmillent d'exemples? D'ailleurs, pour être détruits, il eût fallu d'abord qu'ils existassent! Sema-ts'ien ne mentionne aucunement ces ouvrages quand il nomme les généraux auxquels on les attribue; cependant il attachait tant d'importance à l'art de la guerre qu'il lui avait consacré tout un livre, aujourd'hui perdu, de ses Mémoires. Les renseignements biographiques, partout reproduits, donnés sur Soun-tseu, l'auteur du premier et du plus connu des trois opuscules, par le P. Amyot qui l'a traduit en 1772, sont complètement faux : au lieu qu'il ait vécu au VIe siècle av. J.-C. et détruit le royaume de Tch'ou, sous le nom de Suen-Ou, la plupart des auteurs chinois pensent que le prétendu Soun-tseu vécut au IIIe siècle et fut précisément général du roi de Tch'ou, sous le nom de Soun-kouang; peut-être aussi serait-ce Suen-pin, général de Tsi au IVe siècle. Sema-ts'ien d'ailleurs nomme sèchement Suen-Ou, Ou-Ki, Soun-Kouang, Suen-pin, comme mille autres généraux, et ne les présente nullement comme maîtres en leur art. On voit sur quelles bases solides reposent les opinions qui se donnent cours partout sur l'esprit anti-guerrier des Chinois!

se convaincre qu'il est l'œuvre non de généraux mais de lettrés, et que par conséquent il ne nous révèle en aucune façon l'état d'âme des militaires. Compilation incohérente, bien qu'elle vise à la méthode, de tout ce qui touche à l'art militaire, faite par des hommes qui ne s'apercevaient pas, dans leur incompétence, que leurs idées se contredisaient d'une page à l'autre, on trouve dans ce traité tout ce que l'on veut y trouver. Les détracteurs des Chinois vont répétant quelques conseils de perfidie puérils, placés à la fin du livre pour que rien ne soit omis; que n'ont-ils plutôt cité ces préceptes du début : « Ceux qui possèdent les vrais principes de l'art militaire n'y reviennent pas à deux fois : dès la première campagne, tout est fini. Je dis plus : ne différez pas de livrer bataille, n'attendez pas que vos armes contractent la rouille ni que le tranchant des épées s'émousse! » Eh! mais, c'est du Napoléon, cela! Le lettré qui a transcrit ces propos les a recueillis de la bouche d'un véritable homme de guerre.

*
* *

Les défaites que la Chine a subies sans interruption depuis son premier conflit avec l'Europe ont

paru ridicules, tant était frappant le contraste entre le plus populeux empire du globe, et les poignées d'hommes qui en triomphaient comme en se jouant. Sans réfléchir que c'était pour les Chinois, hors d'état de résister à nos armes qui les fauchaient de loin sans qu'ils pussent riposter, que la partie était inégale, on a proclamé leur lâcheté. Sans doute il y eut des débandades, mais quels sont les soldats prêts à recevoir la mort sans aucun espoir de la donner, et sans aucun profit pour leur cause? Ces soldats, cependant, on les a vus en grand nombre dans les armées chinoises. Ne parlons que des faits modernes, bien constatés. A la bataille de Palikiao, la cavalerie mandchoue causa l'admiration des alliés, chargeant impassiblement sous la mitraille qui la balayait et obéissant aux signaux de ses bannières comme sur la place d'exercice; ces braves gens, qui ne parvinrent à tuer ou blesser que cinquante et un des nôtres, ne se mirent en retraite qu'après avoir eu trois mille tués dans cette lutte disproportionnée. La cavalerie mandchoue se sacrifia de la même façon, en 1894, à la bataille de Pinhsiang contre les Japonais.

Les Chinois ne le cèdent en rien aux Mandchous. A la prise des forts de Takou, en 1860, les défenseurs, au nombre de mille, se firent tous

tuer à leur poste, ou se coupèrent la gorge quand ils virent le fort pris. Mais voici le trait le plus significatif de la bravoure du peuple! Les alliés étaient accompagnés de coolies portant des échelles destinées à l'assaut; il avait été convenu que ceux-ci s'arrêteraient à la limite de la zone de feu et remettraient leurs échelles aux soldats. Mais, quand les balles commencèrent à pleuvoir, les coolies, grisés par la poudre, repoussèrent de force les soldats qui voulaient prendre les échelles, et coururent les appliquer eux-mêmes contre les remparts; puis, s'armant du premier objet venu, ils donnèrent l'assaut avec nos troupes!

Pendant que le public rit de la pusillanimité des Chinois, on peut dire qu'il y a, pour vanter leur courage, unanimité parmi les officiers qui les ont vus au feu, aussi bien au Tonkin que pendant les opérations sous Tien-ts'in, en 1900[1]. Aux témoignages français, ajoutons ceux des plus illustres généraux anglais : « Il serait temps d'en finir avec la légende de la poltronnerie du Chinois, écrivait Gordon. Autant il est tranquille en temps de paix, autant, quand il est bien com-

1. Voir notamment *L'expédition de Chine en 1900*, par le colonel de Pélacot et *L'armée chinoise*, par le général Frey.

mandé, il est, en temps de guerre, audacieux et même téméraire. » Et lord Wolseley s'écrie : « Il n'y a point de vertu militaire que le Chinois ne possède ! »

N'allons pas si loin : il faut distinguer parmi les Chinois, en ceci comme en toutes choses. Il y en a qui méritent toujours le jugement de Marco Polo sur les habitants de Sou-tchéou, dont le nombre immense le stupéfie : « Se ceulx de cette cité, et ceulx de la contrée du Manzi (bas Yang-tse) fussent gens d'armes, ils conquesteraient tout l'aultre monde. Mais ils ne sont mie une gent d'armes. » Seulement, à côté de ces populations dépourvues du sentiment militaire, « marchands et gens moult soubtilz de tous mestiers », que seuls l'Européen voit journellement, il y a des éléments militaires en abondance. Tous les nomades, conquérants nés; puis les tribus des montagnes, qui ont toujours défendu leur indépendance, et dont plusieurs ont su la garder; puis les éléments turbulents que ne peut manquer de produire le peuple le plus pacifique, et qui ici, sur une population si énorme, atteignent assurément un chiffre respectable. Il n'y a point de pays où le brigandage à main armée soit aussi prospère, soit sur mer, soit dans les montagnes; et ce sont de véritables expéditions que nécessitent à

chaque instant ces pirates. Les révoltes qui embrasent en un instant l'empire, Boxeurs aujourd'hui, Taïping hier, Nénuphars blancs, Turbans jaunes, Sourcils rouges, à toutes époques, ne témoignent-elles pas du grand nombre d'hommes prêts à risquer leur vie sur un coup de dés? Le gouvernement le sait si bien que toute nouvelle dynastie, après en avoir profité, n'a plus d'autre souci que d'empêcher un nouveau tumulte, et toutes les armes sont confisquées sous peine de mort : voilà pourquoi aucune arme ancienne ne se rencontre en Chine, et c'est un argument en faveur de la combativité du peuple, non contre elle! Mais, au premier signal, des socs de charrue on forge des lances, et de nouveau le peuple se rue aux combats.

Est-ce à dire que les masses ne pensent qu'aux batailles? Eh non! Hormis chez les nomades, en quel temps, en quel lieu vit-on jamais pareille chose? Pour « bouter hors de France » les Anglais, Charles VII ne trouva jamais quinze mille soldats à donner à Jeanne d'Arc ou à Richemont. Trente mille Suédois ravagèrent impunément l'Allemagne pendant vingt ans. Dit-on que la France et l'Allemagne sont nations peu guerrières? Les masses ne pensent qu'au travail et au gain, mais, même parmi « une nation de petits boutiquiers et

de petits cultivateurs », comme la Chine[1], il existe assez d'éléments turbulents pour former, le jour où on voudra l'organiser, la plus formidable armée du monde.

*
* *

Car ils possèdent, en sus du nombre, des qualités militaires rares.

Avant tout, le mépris de la mort! Est-ce un effet de leurs croyances à une autre vie, soit comme Esprits — culte des Ancêtres, — soit sous une nouvelle forme corporelle, doctrine boudhique qui inspire au Japonais son merveilleux courage, — alors que, dans notre ignorance, nous répétons que le boudhisme tue toute énergie? — Ou bien absence de nerfs? C'est là encore une opinion controversable, et sur laquelle les observateurs ne sont pas d'accord[2]. Quoi qu'il

1. De cette définition, M. René Pinon, dans *La Chine qui s'ouvre*, conclut que la Chine ne peut être conquérante. Mais la France n'est-elle pas aussi essentiellement une nation de petits boutiquiers et de petits cultivateurs, et néanmoins n'a-t-elle pas été le peuple le plus batailleur et le plus conquérant de l'Europe? Il suffit de posséder, parmi une population paisible, les éléments d'une armée. — Du même auteur, lire *La lutte pour le Pacifique*.

2. Les médecins déclarent que les Chinois sont, en moyenne, aussi nerveux que les autres racés. J'ai, pour ma part, assisté à deux opérations, dont les patients se sont montrés singulièrement douillets. Le docteur Matignon va même jusqu'à

en soit, le Chinois quitte la vie avec une facilité sans égale. Les suicides sont innombrables; c'est même un procédé courant que d'aller, pour lui susciter des ennuis, se tuer devant la porte de quelqu'un dont on veut tirer vengeance. Les condamnés à la décapitation s'en vont le plus souvent présenter leur tête au bourreau sans être liés. Quiconque a vu les rapides du Yang-tse sait quelle prodigieuse insouciance du danger il faut à cette population de plusieurs centaines de mille bateliers, qui, durant toute leur existence, risquent journellement leur vie — des milliers se noient chaque année — et qui rient, au passage le plus terrible, comme s'il s'agissait de quelque sport excitant. Ces observations, chaque jour renouvelables, dispensent de recourir aux innombrables traits d'héroïsme que rapporte l'histoire.

Ce mépris de la mort n'implique nullement l'indifférence pour la vie, forme de la lâcheté qu'on observe chez certains peuples trop veules pour se défendre : la façon dont les Chinois prennent la fuite, quand ils sentent la partie irrémédiablement perdue, suffit à prouver qu'ils ne dédaignent pas l'existence; mais les mêmes

déclarer les Chinois névropathes et à attribuer à l'hystérie l'extraordinaire témérité montrée par beaucoup de Boxeurs au siège des légations (*Superstition, crime et misère en Chine*).

hommes qui tel jour se sont sauvés ne faisaient que se réserver pour une occasion meilleure, et, quand elle vient, ils montrent qu'ils savent à la fois aimer la vie et braver la mort.

La discipline est un des résultats en quelque sorte physiques de l'éducation familiale. Elle n'a pas pour effet d'empêcher le soldat de déserter, de passer aux brigands, de se révolter, s'il a des raisons, bonnes ou mauvaises, pour le faire. Mais tant qu'il est dans les rangs, son obéissance est automatique, et ne comporte pas ces moments de mollesse ou de mauvaise humeur dont ne sont pas exempts les soldats d'Europe, à l'allure plus personnelle.

La sobriété et l'endurance du Chinois ne sont point contestées; elles permettent des étapes formidables, la traversée de pays dépourvus de ressources, sans qu'on ait à s'encombrer de convois. Son agilité est merveilleuse, — alors que nous ne nous figurons guère que des personnages gros et ronds, empêtrés dans leurs robes — et des sociétés de gymnastique existent dans la plupart des villages[1]. Son sang-froid donne à son tir une précision que nos troupes n'ont que trop éprouvée au Tonkin.

1. On sait que c'est sous le couvert de la gymnastique que l'association des Boxeurs s'est formée.

Et avec toutes ces qualités physiques et morales, le Chinois possède les défauts qui, trop souvent, déparent, mais renforcent le sentiment guerrier. Pour lui la vie d'autrui ne pèse pas une once; il semble même que sa cruauté se réjouisse des massacres. Ce n'est pas lui que la sentimentalité humanitaire détournera de la guerre, surtout, si elle lui procure — puisque le Dieu de la guerre est celui des richesses — un pillage fructueux. Les instincts qui poussent tant de Chinois à se faire pirates, les feront soldats aussi bien, si le profit est le même.

Mais les officiers? La guerre moderne est chose difficile, exigeant le maniement d'instruments compliqués. Alors qu'un portefaix énergique et avisé pouvait mener à la bataille des soldats munis de sabres et de lances, il faut maintenant, pour construire et utiliser les armes à feu, les chemins de fer et les télégraphes, ou simplement pour manœuvrer l'appareil énorme et si délicat que constitue une armée moderne, des esprits non seulement cultivés, mais scientifiques. Même si les lettrés consentent à servir comme officiers, il leur manquera toujours cet esprit de méthode et de précision qui fait défaut à la race chinoise.

Ce reproche, formulé par des écrivains distingués, est assurément des plus graves. Ainsi

donc la race chinoise est, sans exception et pour toujours, taxée d'incapacité scientifique! Voilà une conclusion bien vite tirée de son retard actuel : à lire les livres de médecine du temps de Louis XIV, à voir l'indignation soulevée par les hypothèses de Colomb et de Galilée, devinerait-on que la race européenne fût si scientifique? L'inaptitude de la Chine à nous rattraper, qui serait sa condamnation à mort, ne paraît nullement démontrée.

Mais est-il même nécessaire d'avoir l'esprit scientifique pour commander des troupes modernes? Ne peut-on sans lui acquérir les connaissances pratiques indispensables? « L'emploi d'un appareil veut quelque chose de l'esprit qui l'a conçu », assurait un des voyageurs qui ont visité le Japon avant la guerre, et il en concluait que les Japonais, malgré leur facilité d'assimilation, resteraient hors d'état de conduire leurs machines et tout spécialement leurs vaisseaux, sur lesquels il conseillait de ne pas se risquer. On sait combien les événements ont justifié ces vues. Au fond, il semble que nous ressentions un dépit quelque peu enfantin à la pensée que des races, dites inférieures, pourraient aussi bien que nous utiliser nos inventions : nous tous, qui n'avons rien inventé, nous nous figurons partager le

mérite des créateurs, parce que nous usons avec aisance de leurs découvertes, et nous sommes humiliés lorsque des hommes d'autre couleur, le faisant à leur tour, démontrent que la supériorité n'appartient pas à tous les individus d'une race, mais à un petit nombre de savants et d'inventeurs. Un nègre africain se sert à merveille d'un fusil, sans rien savoir de la balistique; il est pilote et mécanicien, et il ignore la mécanique. Croit-on d'ailleurs que nos soldats ou même nos ouvriers d'art comprennent les principes des appareils qu'ils emploient ou construisent? Telle invention nouvelle, qui déconcerte les hommes compétents, n'est ni plus ni moins étonnante, pour les ignorants, que telle autre qu'ils employaient sans y comprendre davantage.

Les Chinois manieront fort bien nos appareils scientifiques, soyons-en sûr; si cependant ils étaient embarrassés, il s'offrira pour les guider plus d'étrangers qu'il n'en sera besoin. La France ne rougit pas d'avoir placé le maréchal de Saxe à la tête de son armée, ni l'Autriche le prince Eugène; Moltke, von der Golz et une légion d'officiers allemands et français ont organisé à la moderne l'armée turque. La Chine, s'il lui en faut, trouvera encore des Gordon. Mais lui en faudra-t-il?

*
* *

Ne manque-t-il pas cependant au Chinois une vertu militaire essentielle, le patriotisme? Quelle preuve convaincante, ce trait, cité plus haut, des coolies de Takou, qui, pour rien, pour le plaisir, aidaient nos soldats à prendre les forts chinois!

Tout d'abord le patriotisme est une vertu nationale, non une vertu militaire. Il y eut de tout temps d'admirables soldats parmi ceux que maintenant on appelle avec mépris des mercenaires ; sans remonter plus loin, il suffit de citer notre légion étrangère. Le patriotisme, nécessaire à une petite nation qui a besoin de tous ses enfants, l'est beaucoup moins à un monde comme la Chine, qui peut facilement payer assez de soldats pour repousser toute agression. D'ailleurs c'est une force défensive, et non pas offensive, car jamais l'amour de la patrie ne portera un peuple entier à se lever pour aller en attaquer un autre. L'absence de patriotisme, si elle est démontrée, ne peut donc en rien affaiblir la puissance militaire de la Chine, fondée sur le grand nombre de ses guerriers professionnels.

Mais est-il certain que le patriotisme soit une vertu inconnue des Chinois? Nous l'avons cent

fois redit, la Chine n'est pas une patrie, c'est un continent que se disputent mille rivaux. Pas plus qu'il n'y avait de patriotisme européen, africain, américain, il ne pouvait y avoir de patriotisme chinois. Ce sont les intérêts communs de l'Amérique qui tendent, par les doctrines de Monroë et de Drago, à faire naître un patriotisme américain, là où les Patagons, les Aztèques et les Iroquois ne se soupçonnaient aucun devoir réciproque ; et déjà on se demande si un péril commun ne fera pas des États-Unis d'Europe une nouvelle patrie.

Si les Chinois ne pouvaient aimer une Chine qui n'existait pas, il suffit d'ouvrir leurs annales pour y voir à toutes les pages éclater le sentiment qui est l'essence même du patriotisme : le dévoûment au bien public, aux institutions, au souverain qui est le Père du peuple et le symbole vivant de la patrie. Cette patrie n'est pas la même pour tous : pour l'un c'est son village, pour d'autres leur province, pour les plus instruits l'État où il sont nés ou celui dont ils ont embrassé le service.

C'est une idée toute moderne, et toute française, que le patriotisme tel que nous l'entendons aujourd'hui : l'Allemagne dont les royaumes se déchiraient encore en 1866, l'Italie unifiée depuis 1870 seulement, l'Angleterre que ses

enfants d'Amérique reniaient violemment il y a cent ans et dont les Irlandais ont tant de fois essayé de secouer le joug, tous les États de l'Europe, dont nous pourrions continuer à énumérer les luttes intestines, témoignent que la levée spontanée des Communes de France, à Bouvines, la popularité de du Guesclin pour lequel filaient toutes les femmes du royaume, et surtout la merveilleuse vocation de Jeanne d'Arc n'ont eu de pendant dans aucun pays. Partout, comme en Chine, le peuple ne connaît qu'un patriotisme local et se désintéresse du voisin; peu lui importe la race du souverain : il est national, s'il respecte les mœurs, les traditions, les intérêts locaux, et la maison de Hanovre règne paisiblement sur l'Angleterre, comme les Bourbons sur l'Espagne et les Bernadotte sur la Suède. Pour avoir méconnu cette loi, les Mongols finissent par dresser contre eux tous les peuples de Chine, comme Napoléon soulève tous les peuples d'Europe qui, après lui, retournent à leurs discordes intérieures.

L'histoire ne nous montre donc aucune différence entre le patriotisme de la Chine et celui des autres contrées du monde. Et je ne crois pas que nulle part elle rapporte tant et de si admirables exemples de sacrifices volontaires à une idée, à

un régime, à la communauté. Le sous-préfet de Nan-tchang qui, en février 1906, s'est donné la mort parce qu'il n'avait pu obtenir de missionnaires maltraités le retrait de leur plainte et éviter ainsi des ennuis à ses administrés — affaire qui provoqua de si graves complications — n'a fait que suivre la tradition constante. Le général vaincu, le ministre dont les combinaisons échouent, le censeur qui n'est pas écouté immolent leur vie en garantie de leurs intentions et en expiation du tort causé par leur insuccès.

On pourrait, à l'appui, citer toute l'histoire. Quand, vaincu par la flotte mongole, le dernier empereur Soung eut péri dans les flots, tous ceux de ses serviteurs qui restaient vivants, officiers, femmes, ennuques, se jetèrent à la mer. L'amiral, refusant de s'enfuir, adjura le ciel : « Si dans vos desseins, il reste encore quelque chance pour les Soung, sauvez-moi pour que je les serve! Sinon, j'ai assez vécu! » Et il s'engloutit avec sa jonque. Le premier ministre tomba entre les mains des vainqueurs, qui lui offrirent de garder sa charge, mais, refusant de se prosterner, il les brava et fut mis à mort.

A une époque où l'État et le prince se confondaient, qu'était-ce donc, sinon du patriotisme?

*
* *

Quarante ans avant que la Chine ne tombât sous la domination d'une tribu mandchoue, le clan des Tokugawa avait imposé son joug au Japon (1598). Des deux côtés même faiblesse réelle, même impuissance à se maintenir du consentement unanime de la nation : des deux côtés aussi, même tactique et mêmes artifices [1] !

Puisque aucun danger extérieur n'est à craindre, c'est contre les forces de l'intérieur que sont tournés tous les efforts du pouvoir, et on assiste à ce spectacle étrange d'un gouvernement, d'ailleurs éclairé et longtemps prospère, qui travaille de ses propres mains à détruire dans son peuple toute les énergies.

Aussi, quand se présente l'Européen, quel désarroi ! En détournant les regards des choses de la guerre, on n'a point vu que tout, au dehors, s'était transformé, et que, pour résister aux machines perfectionnées, on n'a que des armes hors d'usage et une organisation vermoulue. A

1. On ne saurait trop recommander l'étude de l'histoire comparée du Japon et de la Chine dans cette dernière période. Sous les apparentes différences, inévitable en deux pays séparés par la mer et volontairement isolés l'un de l'autre, les analogies sont saisissantes.

Simonosaki contre la France, la Hollande et les État-Unis, à Kagoshima contre l'Angleterre, l'impuissance des Japonais apparaît identique à celle des Chinois, et telle que, si les vainqueurs étaient disposés à pousser leurs avantages, l'indépendance du pays pourrait difficilement être sauvegardée (1863-1864).

Voilà de cela quarante ans à peine, et le Japon, qu'on plaçait sur le même degré que le Siam ou le royaume de Pégou, est au premier rang des puissances! On explique aujourd'hui ses succès par son histoire féodale et son atavisme guerrier, mais on n'a découvert qu'après ses victoires et cette histoire et cet atavisme. Jusqu'à ce qu'elle eût fait ses preuves, l'armée japonaise fut tournée en dérision, comme aujourd'hui l'armée chinoise, et lorsqu'en 1894 elle entra pour la première fois en campagne, tout le monde croyait à la victoire de la Chine.

Si on est unanime aujourd'hui à attribuer à deux siècles d'une politique néfaste la faiblesse momentanée du Japon, pourquoi, lorsque les mêmes causes existent en Chine, refuser de leur attribuer comme conséquences les mêmes phénomènes? Par des raisonnements *a priori* ou à l'aide de superficielles observations, nous affirmons, parce que nous le souhaitons, que le relèvement

de la Chine est impossible, et que tout la différencie du Japon. Nos erreurs de jugement sur ce dernier pays devraient pourtant nous rendre plus prudents, et nous engager à ne pas attendre, pour chercher dans l'histoire les causes des événements, que ceux-ci aient achevé de se dérouler.

C'est quarante ans après le Japon que la Chine s'est endormie dans une trompeuse quiétude, quarante ans après lui qu'elle s'est réveillée sur le bord de l'abîme, et qu'elle a entrepris de remonter la pente où elle avait glissé. Lui faudra-t-il plus de temps pour faire le même chemin?

III

L'Histoire chinoise.

Ainsi, de quelque point de vue qu'on observe la Chine, elle se révèle à nous absolument différente de ce que nous supposions. D'où peut provenir une si colossale méprise?

Tout d'abord, de notre merveilleuse et invrai semblable ignorance des annales chinoises. La Chine n'a joué aucun rôle dans notre histoire : cela nous a suffi pour décider qu'elle-même n'a pas eu d'histoire. Comment admettre qu'elle eût fait quelque chose et que nous ne l'ayons su? L'énormité même de sa puissance, quand nous l'avons découverte, était la preuve de son inertie, car, au moindre effort pour déborder au delà de ses frontières naturelles, elle eût tout submergé!

Quant à penser qu'en deçà de ces limites, la constitution d'un si vaste État ait pu demander les

mêmes luttes, provoquer les mêmes péripéties que l'établissement des grands empires de l'Occident et mériter dans l'histoire de l'univers une place égale, notre fierté d'héritiers du monde romain ne nous l'a même pas laissé soupçonner. Et parce qu'il a toujours existé une partie du globe que, sans la connaître, nous nommions Chine, nous avons décrété qu'un peuple chinois la couvrait et que de tout temps elle avait formé un empire chinois!

Aux Indes, il a fallu cent cinquante années de guerres et de politique pour révéler aux hommes de gouvernement et de science anglais le danger de telles généralisations et leur faire comprendre, notion fondamentale sur laquelle repose aujourd'hui leur administration, que ce nom d'Inde ne représente ni un pays, ni un peuple, mais un continent infiniment complexe. « Il vaut mieux, dit Machiavel, s'attacher à la vraie réalité des choses qu'aux imaginations qu'on en peut concevoir, et l'on a inventé beaucoup de républiques et de principautés qu'on n'a jamais vues et qui n'ont jamais eu d'existence réelle. » La Chine est du nombre; toujours morcelée, ou amalgamée avec d'autres territoires, il n'est pas dans l'histoire un seul moment où ce que nous appelons de ce nom apparaisse comme une entité autonome.

D'où vient donc que nous croyons à son existence d'une foi si assurée? C'est que nous avons accepté sans contrôle les affirmations du peuple des Cent-Familles. Non seulement, comme tous les peuples, il s'attribue le premier rôle dans l'histoire, mais il ne juge digne d'y figurer que ce qui se rapporte à lui-même. Les autres races ne sont citées qu'accessoirement, de façon dédaigneuse, quand elles se mêlent de force à sa vie, par la guerre ou les relations diplomatiques. Et quand il advient, ce qui est fréquent, qu'elles asservissent le peuple des Cent-Familles, celui-ci n'hésite pas : par la plume, par le pinceau, veux-je dire, de ses historiens, il s'annexe le souverain étranger, et le naturalise chinois sans plus de cérémonie.

Ce phénomène d'absorption du vainqueur par le vaincu s'explique aisément. Avant tous leurs voisins, les Cent-Familles avaient possédé l'écriture; par suite, avant tous elles avaient pu constituer une administration régulière avec ses organes complexes et son indispensable chancellerie. Vaincus, les autres peuples qui n'avaient point su enregistrer leurs annales disparaissaient de la scène sans qu'aucune trace de leur existence subsistât dans les actes publics. Vainqueurs, leur petit nombre, leur inexpérience en

face de populations denses et organisées, rendaient leur domination précaire; prudemment ils conservaient, sans y rien déranger, le mécanisme puissant qui réglait tous les mouvements de la vie du vaincu; mais, peu familiers avec ses rouages compliqués, ils ne pouvaient se tirer d'affaire qu'avec l'aide des lettrés : par la force des choses, ceux-ci furent les conseillers du prince, occupèrent toutes les fonctions publiques, rédigèrent les Annales officielles. Peu importèrent les changements de dynastie, et même de race souveraine : les Cent-Familles conservèrent leur administration, leurs coutumes, leurs lois; chaque nouveau venu entra dans leur histoire, sans l'interrompre.

Mais pourquoi nous prêter sans critique à une semblable fiction? Il y eut une civilisation hellénique, mais nous ne comprenons point sous le nom de Grèce les contrées sur lesquelles Alexandre étendit la puissance grecque. Il y eut une civilisation byzantine, mais les rives du Danube, l'Afrique du nord, la Syrie, l'Italie méridionale, qui firent partie de l'empire de Byzance, présentent la plus étonnante diversité de races. Et considère-t-on comme l'héritier légitime de Justinien et d'Héraclius le Turc qui aujourd'hui est assis sur leur trône? Cessons de faire

en Extrême-Orient de pareilles confusions : la Chine n'est ni un peuple, ni même une contrée géographiquement définie, c'est simplement le berceau et le siège d'une civilisation distincte.

Que de vingt races, que de cent États, un peuple ait su, par la force des armes et plus encore par le pouvoir absorbant de sa culture supérieure, répandre partout sa langue, ses idées, ses coutumes; qu'il ait si bien mêlé ces éléments disparates que nous croyons voir une seule nation, et qu'il en ait fait le plus vaste empire que l'univers ait connu, tel est peut-être le spectacle le plus curieux et le plus impressionnant qu'offre l'histoire du monde. A condition toutefois de ne pas perdre de vue ce qui précisément fait le mérite et la grandeur de l'œuvre : l'absence d'unité, — bien mieux, l'antagonisme héréditaire de toutes les fractions de l'ensemble!

De tout ceci, l'Histoire chinoise ne nous cèle rien, mais il semble qu'elle-même n'en saisisse pas l'intérêt. Un conseil des ministres est raconté avec minutie, mais les actes qui en résultent sont exposés en quelques mots. Rien de ce qui se dit à la cour n'est omis, on ne nous fait pas grâce d'un geste de l'empereur; quant à ce

qui se passe au loin, l'annaliste se contente de résumer sèchement les rapports. C'est notre *Journal officiel*, qui contient les interminables discussions parlementaires, les lois, les décrets, mais où les faits les plus importants, ceux même qui décident du sort de la nation, sont à peine mentionnés. Tel est l'immanquable effet d'une rédaction au jour le jour : seuls les faits qu'il voit prennent de l'importance pour le chroniqueur, et toujours les paroles l'emportent sur les actes. Même s'il accompagne le souverain à l'armée, l'annaliste, qui ne va pas aux avant-postes, ne raconte que conseils de guerre, fêtes et revues, triomphes et sacrifices. Et la mort de Roland tient une ligne chez Eginhard!

Et pourtant, si résumées qu'elles soient, les guerres remplissent l'histoire chinoise; mais leur récit éveille plutôt, il faut le confesser, l'idée d'un peuple antimilitaire. Pas un frémissement chez le narrateur, pas un cri d'orgueil ou de douleur dans les plus beaux triomphes ou les pires désastres! Quel mépris de la guerre révèle une telle indifférence!

Ne nous laissons pas prendre à ces dehors. Ce ne sont point en Chine des Xénophon ou des Polybe, des César, des Montluc ou des Napoléon qui racontent leurs campagnes : les militaires

n'y savent pas écrire. Et surtout, ni eux ni personne ne lit ce qu'écrit l'annaliste : tant que dure la dynastie, *les Annales sont secrètes!*

On a célébré ce secret des Annales comme une garantie de véracité. Sans doute le chroniqueur n'avait pas à craindre les conséquences de sa franchise, mais pas davantage celles de sa négligence ou de sa partialité. Les plus graves lacunes ont été découvertes. En l'an 984 ap. J.-C., des envoyés japonais reçus par l'empereur lui rappelèrent l'accueil fait à six autres ambassades venues depuis deux siècles, à des dates précises : grande fut la surprise, car les Annales n'en soufflaient mot. Si les chroniqueurs montraient une telle négligence pour ce qui se passait au palais, qu'était-ce pour le reste? D'ailleurs ces véridiques Annales sont pleines de fables, de phénomènes impossibles, de présages merveilleux qui annoncent tous les événements, et qui attestent l'imposture.

A la vérité, ce n'est point pour récompenser le courage des guerriers que le surnaturel intervient ainsi dans les actions des hommes, c'est pour donner à la morale les sanctions annoncées par les philosophes : les dieux de la Chine semblent se désintéresser des combats. Mais, en Occident, c'était sous les yeux du souverain vainqueur

qu'étaient gravés les bas-reliefs et les stèles, c'était devant l'assemblée que se chantaient les exploits des héros; en Chine, le secret d'un coffre à claire-voie, qui ne serait ouvert qu'après plusieurs siècles peut-être, enfermait les feuillets qu'y jetait l'annaliste. Et l'on s'étonne de n'y point découvrir de lyrisme!

Ce lyrisme, il existe en Chine comme ailleurs. Mais il veut le public, le frisson communicatif, l'enthousiasme des foules : si on ne le rencontre point dans les notes maussades de pédants archivistes, qu'on le cherche là où il doit être, et où il se trouve, dans les hymnes de triomphe qui saluaient le général victorieux, et dans les cantiques d'actions de grâces qui remerciaient le Ciel d'avoir béni ses armes!

DEUXIÈME PARTIE

LA TRANSFORMATION MODERNE

I

Réformes de 1860 à 1900.

Et maintenant que nous connaissons l'histoire de la Chine, maintenant que nous savons comment, à toute époque, elle s'est appropriée chaque idée qui lui semblait profitable, maintenant que nous avons compris que sa routine n'est que pondération et sa faiblesse militaire une conséquence passagère d'un siècle de paix extérieure, nous sommes préparés à l'intelligence de ce qui se passe aujourd'hui.

La prise de Pékin en 1860 avait révélé au gouvernement la puissance de ces barbares qu'il tenait jusque-là pour de négligeables pirates.

Aussitôt que l'écrasement des Taï-Ping (1864) lui donna la liberté d'agir, il fonda les arsenaux de Kiang-nan, près Changhaï, et de Foutchéou, en même temps que les forts de Takou étaient relevés et quelques corps de troupes exercés à l'européenne. Dès 1871, sur la proposition de Li-houng-tchang, des jeunes gens furent envoyés en Europe pour étudier les sciences, et particulièrement les choses militaires et navales. A partir de 1874, des ministres chinois vinrent représenter leur pays chez les nations occidentales : c'était la première reconnaissance officielle qu'il existât, de par le monde, des nations indépendantes et dignes de relations amicales.

La guerre contre la France (1884-1885) fait comprendre la nécessité de communications rapides.

En 1884, est construite entre Pékin et Changhaï la première ligne télégraphique, bientôt suivie de beaucoup d'autres. Dès 1887, la Chine demande à relier son réseau à celui de Sibérie; ce sont des difficultés soulevées de l'extérieur qui retardèrent cette jonction jusqu'en 1892. En 1886, le premier chemin de fer est commencé, de Tien-tsin à Takou et Chan-haï-kouan : il avait pour but de permettre la défense de Peï-ho et des côtes, et d'empêcher le retour des événements de 1860. En 1889, Li-

houng-tchang et Tchang-tche-tong, vice-roi de Hankéou[1], font adopter la création d'une ligne ferrée entre Pékin et Hankéou, destinée à amener à Pékin en cas de guerre les troupes et les approvisionnements nécessaires à sa défense. Qu'on le remarque, ce ne sont pas des étrangers qui établissent le plan de ces lignes et en font comprendre les avantages commerciaux et financiers au gouvernement impérial, ainsi qu'on a coutume de le dire : c'est celui-ci qui, spontanément, étudie et décide, dans des vues statégiques[2].

En 1891, on crée quatre escadres, et on organise les bases navales de Port-Arthur et de Wei-hai-wei.

Les défaites subies dans la guerre contre le Japon (1894-1895) causent une véritable consternation. Les troupes battues, en effet, avaient été en grande partie armées et instruites à l'européenne, par les soins de Li-houng-tchang; la flotte détruite se composait de cuirassés construits par des Européens. D'où provenait donc le triomphe

1. C'est intentionnellement qu'ici, comme partout dans cet ouvrage, j'emploie le nom le plus familier aux oreilles européennes. On connaît Hankéou, mais combien de Français savent le nom d'Ou-tchang, résidence du vice-roi, ou du Hou-koang, nom de la vice-royauté?

2. Rien de plus instructif que la suite des rapports concernant cette question, qui figure dans le *Choix de documents* du P. Couvreur.

écrasant de ces petits Japonais, que la Chine avait toujours traités avec dédain, en vassaux, et contraint par les armes à rentrer chez eux chaque fois qu'ils avaient tenté d'en sortir[1]? Cette fois, il n'y avait pas de doute, ce n'était ni la supériorité de race, ni la supériorité d'armement, c'était la supériorité de direction qui avait procuré la victoire. Il ne s'agissait plus seulement pour la Chine d'acheter du matériel perfectionné, il lui fallait des cerveaux modernes. Des écoles militaires dirigées par des instructeurs européens et japonais furent fondées à Tien-tsin, Nankin, Hankéou.

Le jeune empereur Kouang-Siu, sous le nom duquel sa tante, l'impératrice douairière Tseu-Hi, avait régné jusque-là, brûlait de réparer ses défaites. Lorsque en 1898, la mort du prince Kong, qui depuis 1860 exerçait en fait les fonctions de premier ministre, lui permit de choisir ses conseillers, il appela K'ang-you-wei. C'était le chef de ce parti de novateurs dont nous avons vu les manifestations à toutes les époques et qui a si souvent exercé le pouvoir. Apôtre de la transformation de l'Empire du Milieu en puissance moderne, il avait retracé dans ses livres la métamorphose de la Russie sous Pierre-le-Grand et du Japon sous

1. Encore en 1874, le Japon ayant envahi Formose, fut obligé par la Chine d'évacuer l'île.

l'empereur actuel : c'était maintenant au tour de la Chine.

Les réformes de K'ang-you-wei ont été dépeintes comme précipitées. Sans doute firent-elles cette impression parce qu'au lieu d'être publiées toutes ensemble, elles paraissaient l'une après l'autre, chaque jour : le but n'était pas visible, et le trouble causé par les innovations s'accroissait de ce qu'on ne pouvait en distinguer le terme. Mais en réalité ces innovations furent si mesurées et si prudentes, qu'on a peine à exposer en quoi elles consistaient, tant aujourd'hui elles sont dépassées.

Quelques emplois inutiles furent supprimés; on prescrivit aux vice-rois la formation de troupes à l'européenne. La grande réforme à opérer était celle des examens : le système inventé par les Ming et définitivement réglementé par les Mandchous pour enlever à l'élite intellectuelle de la nation toute vigueur et toute originalité avait si parfaitement atteint son but, qu'aujourd'hui où un danger extérieur, que nul n'avait pu prévoir autrefois, menaçait à la fois la dynastie et le pays, on ne trouvait plus d'hommes pour le combattre.

Cependant Kang-you-wei, sagement, comprit que ce n'était pas par la suppression des examens

qu'il fallait commencer, mais par la préparation du nouvel état de choses qui devait les remplacer : il institua donc à Pékin, pour enseigner les sciences européennes, une Université que devaient seconder des universités de province; il créa des écoles techniques pour les mines, l'agriculture, la médecine; il organisa des bureaux de traduction et des journaux, pour vulgariser les connaissances de l'Occident. En attendant que ces institutions eussent pu porter leurs fruits, il se contenta d'améliorer les examens en supprimant l'absurde amplification et en prescrivant de tenir compte du fond plutôt que de la forme des compositions.

Il va sans dire que ces réformes, comme celles de Yang, de Liseu, de Wang-Mang, de Wang-Nancheu et de tous les réformateurs de tous les temps et de tous les pays, soulevaient des protestations. Les opposants se groupaient autour de l'impératrice douairière. Comme toujours, des questions personnelles venaient aggraver les désaccords de principes : l'impératrice tenait lieu de mère à l'empereur; elle avait depuis 1860 exercé presque constamment le pouvoir, occultement ou comme régente; à ce double titre, l'empereur lui devait un respect que ses innovations, considérées comme un blâme indirect, paraissaient démentir.

Au bout de quatre mois, l'impératrice, par un coup de force, reprit la régence[1].

On a voulu voir, dans cette chute de K'ang-you-wei, le retour offensif du conservatisme le plus rétrograde. Il faut plutôt, ce me semble, y reconnaître, en dehors des rivalités individuelles, une explosion de chauvinisme. Sans doute K'ang-you-wei voulait relever son pays, mais il commençait par l'humilier en le mettant à l'école de l'Occident, et en poursuivant l'adoption d'usages européens dont le besoin n'était nullement manifeste : vêtements, formules de politesse, etc. A ce même moment l'Europe violentait la Chine, l'Allemagne en prenant de force Kiao-Tchéou, la France, la Russie et l'Angleterre en se faisant céder Kouang-tchéou-wang, Port-Arthur et Wei-hai-wei, soulevant ainsi l'indignation populaire.

1. Voici comment à Pékin on raconte ce coup d'État. L'empereur allait tous les matins offrir ses hommages à l'impératrice : un jour il se présenta devant elle en costume européen; l'impératrice, indignée, le chassa de sa présence, puis aussitôt s'enfuit du palais, seule, sur une charrette. Cette rupture et cette fuite firent craindre à Kang-you-wei des conséquences fatales, s'il n'agissait; il ordonna au général Yuan-chi-kaï de s'assurer de la personne de l'impératrice, réfugiée au palais d'été. Yuan-chi-kaï communiqua cet ordre au généralissime Youn-lou; celui-ci, partisan de l'impératrice, la décida à reprendre le pouvoir. Yuan-chi-kaï occupa le palais avec ses troupes et arrêta les partisans de Kang-you-wei, qui furent décapités séance tenante. Kang-you-wei et son principal collaborateur réussirent à s'échapper et à gagner le Japon.

Et c'étaient ces barbares que Kang-you-wei proposait d'imiter! Il fallait lutter contre eux, au besoin avec leurs armes, mais en sauvegardant la dignité nationale. Et c'est ainsi que l'impératrice, après avoir annulé d'un seul coup tous les édits de Kang-you-wei, active la construction des chemins de fer, l'instruction des troupes à l'européenne, et conserve l'Université de Pékin.

Le peuple, plus radical, englobe dans la même haine l'Européen et tout ce qui vient de lui, et c'est en attaquant les constructeurs du chemin de fer de Pékin à Hankéou qu'il commençe la lutte (1900). Pendant le siège des légations, ce sont les vieux fusils, les couleuvrines démodées trouvées dans le arsenaux, qu'il utilisera de préférence aux armes perfectionnées : ce qui explique en partie son échec. Cependant, ici encore, ce n'est pas l'esprit de routine qui le guide, mais la colère contre des engins dont il est impuissant à se servir, faute de dressage préalable, et qui lui semblent ensorcelés. En effet les Boxeurs devenus maîtres de la ligne ferrée Pékin-Hankéou s'empressèrent de l'utiliser pour leur propre service, avec l'aide de quelques chauffeurs et mécaniciens indigènes [1], et cette exploitation improvisée ne cessa que lorsque

1. Ce trait peu connu a été rapporté par M. Wilden, interprète de la Compagnie, un des échappés au massacre. Notons aussi

la dernière machine se fut brisée au fond d'un fossé, avec ceux qu'elle traînait.

L'adaptation spontanée des Chinois à nos inventions, que révèle cet exemple typique, se manifesta peu de temps après d'une manière solennelle. Sitôt les alliés maîtres du Petchili, la ligne ferrée avait été réparée et achevée entre Pékin et Pao-ting-fou. Lorsque la cour en fuite se décida, sous la menace, à revenir dans sa capitale, dès qu'elle eut atteint le chemin de fer, elle s'empressa de prendre le train. Quand on songe combien un tel appareil cause, à juste titre, d'effroi à ceux qui n'en ont jamais vu — et c'était le cas de l'empereur et de l'impératrice; — quelles dérogations il impose à l'étiquette terrible qui préside aux sorties impériales — personne ne doit apercevoir le souverain, les rues sont désertes : peine de mort pour quiconque violerait cette loi; or sur le passage du train tout le monde voyait l'empereur, aux stations le peuple entourait curieusement son wagon; — quand on pense enfin aux sentiments d'orgueil blessé qui devait remplir le cœur de ces princes, chassés de leur

qu'après la délivrance des légations, on trouva parmi les armes abandonnées par les Boxeurs des appareils très ingénieux pour lancer des projectiles incendiaires (Dr Matignon, témoin oculaire, *Superstition, crime et misère en Chine*).

capitale par les barbares et revenant en quelque sorte s'y constituer prisonniers, on demeure stupéfait de constater avec quel naturel, et comme si de leur vie ils n'eussent fait autre chose, ils usèrent de l'invention la plus étonnante de leurs envahisseurs.

II

Depuis 1900.
Chemins de fer. — Télégraphes. — Téléphones. Centralisation.

Entre les événements de 1860 et de 1900, la similitude est frappante. C'est d'abord un soulèvement populaire, Taï-Ping ou Boxeurs, contre les les étrangers : les flottes européennes s'emparent de Takou, les armées alliées entrent victorieuses à Pékin, d'où la cour a fui.

Mais sous les apparentes analogies se cachent des différences profondes. Les *étrangers* que les Taï-Ping voulaient chasser, c'étaient les Mandchous ; ce sont ces mêmes Mandchous que l'armée anglo-française avait battus, seuls, à Palikiao ; c'est en Mandchourie que s'était refugié l'empereur. Les Mandchous qui, pour triompher finalement, firent preuve d'une extraordinaire vitalité,

avaient donc eu contre eux et l'Europe et la Chine. En 1900, l'agitation débuta bien par des mouvements populaires contre la dynastie, mais ce n'était qu'une fausse manœuvre, et presque aussitôt le mot d'ordre des Boxeurs devint : « Vive la dynastie, à mort les Européens ». Cette fois ce fut contre les Chinois que l'Europe combattit. Les Mandchous évitèrent même de se mêler à la lutte; et ce fut, non plus en Mandchourie, mais en plein cœur de la Chine, dans la vieille capitale Singanfou, que l'empereur, comme un souverain national, trouva un refuge. Tel était le plus clair résultat des agressions européennes : le *patriotisme jaune* était né.

La prise de Pékin par les alliés fut, pour ce sentiment nouveau, un violent excitant. Ne soyons pas dupes de l'apparente facilité de nos succès. En somme le gouvernement ne s'était pas défendu, il s'était dérobé; les troupes qui protégeaient sa retraite avaient l'ordre de ne pas combattre; celles du Chantoung, sur le flanc des alliés, ne bougèrent pas, non plus que celles des vice-rois du reste de l'empire. L'explication de cette conduite singulière, c'est que la Chine sentait bien que l'Europe était hors d'état de poursuivre sa victoire : déjà, pour le même effort qui en 1860 n'avait demandé que vingt

mille Français et Anglais, il avait fallu cette fois cent mille hommes et la coalition de toute l'Europe avec l'Amérique et le Japon; que serait-ce, si on voulait pousser la Chine à bout? Et celle-ci de son côté n'était pas encore en mesure d'expulser de son sol, par un coup décisif, les envahisseurs. Mais aussitôt la paix signée, on se mit à l'œuvre, et nous allons voir, dans tous les ordres d'idées, le résultat de ces efforts.

On a cent fois répété que la Chine n'a pas d'ossature, que c'est un invertébré, un être amorphe qu'aucune force ne peut mouvoir. Cette accumulation de métaphores ne décore qu'une vérité toute relative : avec ses routes, ses fleuves, ses canaux, son système de courriers officiels et de télégraphe optique, — au moyen de signaux lumineux visibles d'une tour à l'autre, — la Chine était dotée d'une armature aussi efficace que le permettait son immensité et tout aussi puissante, semble-t-il, que celle des nations d'Europe avant les découvertes modernes. Mais, en présence d'adversaires pour lesquels le temps ne comptait plus et doués en quelque sorte d'ubiquité, cet organisme perdait toute valeur. Il fallait donc, avant tout, créer une nouvelle ossature rattachant solidement les membres à la tête et permettant l'emploi immédiat de toutes les forces de l'empire.

Il y a aujourd'hui 53 000 kilomètres de lignes télégraphiques, la plupart chinoises, qui couvrent tout l'empire, et 1626 bureaux de poste officiels, sans parler des services postaux qu'entretiennent les puissances, ni des agences privées. L'indépendance des vice-rois, presque absolue quand il fallait des mois pour correspondre, a cessé avec l'installation du télégraphe : à moins de rébellion ouverte, il faut bien qu'ils répondent aux demandes et obéissent aux ordres adressés à toute heure. Si l'on ne peut encore se rendre rapidement en tous les points de l'empire, on peut déjà se concerter instantanément : le téléphone est installé partout, et relie toutes les administrations; c'est par lui qu'en un instant et sans sortir de son yamen, un mandarin donne ses ordres et exerce à toute heure sa surveillance. Le vice-roi du Petchili, dont la résidence officielle est à Pao-ting-fou, est obligé, pour surveiller les alliés installés à Tien-tsin, de demeurer dans cette dernière ville : c'est par téléphone qu'il dirige ses bureaux, restés à Pao-ting-fou, à cent kilomètres. Fait à noter, dans les ports ouverts aux Européens, où le service est public, l'administration n'est pas reliée avec les abonnés : c'est un usage purement chinois que les Chinois entendent faire de cette invention étrangère.

La construction des chemins de fer est poussée aussi activement que le permet le souci de préserver l'indépendance du pays. Manquant d'argent, la Chine a dû tout d'abord octroyer le droit d'établir et d'exploiter ses lignes aux diverses nations, en s'appliquant à exciter leurs rivalités qui se neutralisent. Plus de 9000 kilomètres ont été ainsi concédés [1].

1. C'est la France et la Russie qui tiennent la tête du mouvement, ainsi que l'indique le tableau suivant des lignes existantes ou en construction :

1° Mandchouria à Dalny et Inkéou, ligne mi-russe mi-japonaise, depuis la guerre russo-japonaise (1900 kil.); il faut y rattacher la ligne russe de Kharbine à Vladivostok (750 kil.);

2° Inkéou-Pékin (ligne chinoise, 760 kil.);

3° Pékin-Hankéou, ligne franco-belge, concession jusqu'en 1928 (1 250 kil.);

4° Lignes annexes Tchen-ting-fou à Taï-yuan-fou, franco-russe, et Kaï-fong-fou à Honanfou, franco-belge, en construction (500 k.);

5° Kiao-tchéou-Tsinanfou, ligne allemande (450 kil.);

6° Lao-kai (Tonkin) à Yunnan-sen, française, en construction (440 k.);

7° Changhaï-Nankin, ligne anglaise en construction (300 kil.).

8° Pékin-Kalgan, ligne chinoise en construction (200 kil.).

9° Ping-siang, centre minier et arsenal dans le Kiang-si, à Tchang-cha (Hounan), ligne chinoise (100 kil.)

Il y a en outre de nombreuses petites lignes, telles que Pékin-Toung-tchéou, Changhaï-Wousong, Canton-Sam-sui (48 kil.), etc., qui ne dépassent guère 20 kilomètres. La ligne Canton-Hankéou (1 200 kil.) sera faite, mais en dehors d'un tronçon de 20 kilomètres achevé par les Américains, il n'y a pas encore un coup de pioche donné. Enfin il faut citer la ligne anglo-italienne du Peking-Syndicate qui conduit de la rivière Wei, affluent du Pei-ho, jusqu'aux mines du Ngan-hoéi (250 kil.); mais cette ligne à voie étroite ne peut prendre de voyageurs et est une simple voie d'exploitation minière. Mentionnons une ligne de 80 kilomètres, raccordée au Pékin-Hankéou, construite exprès pour conduire la

Mais bientôt le danger des interventions étrangères, sous prétexte de protéger les capitaux engagés, a été compris par les Chinois. Dès 1898, ils ont révoqué une hypothèque consentie aux Anglais sur la ligne de Chan-haï-kouan à Inkéou, construite avec leurs capitaux. Les Américains ont dû en 1905 rétrocéder leur concession de la ligne Canton-Hankéou. Menacés de déchéance, les Anglais ont précipitamment, l'an dernier, entrepris la ligne de Changhaï à Nankin; mais à peine arrivés au delà de Sou-tchéou, à 146 kilomètres, ils ont été contraints d'arrêter les travaux, et la concession va sans doute être rachetée elle aussi. On peut assurer que non seulement aucune concession ne sera plus accordée, mais que même celles données et non suivies d'effet seront annulées ou rachetées, et que ce seront les Chinois qui construiront dorénavant leurs lignes.

Le temps n'est plus, en effet, où les Européens, désireux de trouver pour leurs capitaux un nouveau champ d'action, devaient démontrer aux Chinois l'utilité des chemins de fer. Non seulement, comme nous l'avons vu, le gouvernement en a de bonne heure saisi les avantages, mais le

cour aux tombeaux impériaux de l'Ouest, deux fois tous les trois ans, et qui n'a pas d'autre usage, car le pays est désert.

peuple lui-même a été converti par la première expérience. Rien de frappant comme la rapidité avec laquelle le chemin de fer est entré dans les mœurs : voyageurs et marchandises abondent; chauffeurs, mécaniciens, employés, ouvriers de la voie et des ateliers de construction, tous sont chinois, sous la direction de quelques rares Européens. Sur les quais, dont nulle clôture ne défend l'accès, une foule se presse : ce sont tous les cultivateurs du pays qui viennent offrir leurs produits, et des marchés fort achalandés se tiennent ainsi à toutes les stations; chacun monte ou descend, embarque ou débarque lui-même ses marchandises sans formalité ni complication pour le service, et c'est dans le wagon, pendant la marche, que le transport se paie. Aussi quand il s'est agi de trouver des fonds pour racheter aux Américains la concession du Canton-Hankéou et pour exécuter les travaux, toutes les classes de la société et jusqu'aux coolies ont souscrit avec un enthousiasme extraordinaire. Si la Chine ne se couvre pas plus vite de voies ferrées, c'est que l'argent lui fait défaut et qu'elle refuse de passer sous les fourches caudines des capitalistes étrangers; mais ce n'est plus la volonté qui manque, et les ressources seront trouvées.

En somme, cinq mille kilomètres sont achevés

et douze cents le seront bientôt. Avant la guerre russo-japonaise, on pouvait déjà se rendre à Pékin en chemin de fer, maintenant on peut aller jusqu'à Hankéou sur le Fleuve Bleu. Dans cinq ans, peut-être, on ira jusqu'à Canton, et la Chine sera traversée de part en part.

Dès à présent, la ligne d'Hankéou-Pékin, définitivement achevée en novembre 1905, rend la Chine invulnérable. Tout le bassin du Yang-tse, fleuve navigable, et une partie de celui du Hoang-ho, c'est-à-dire deux cents millions d'hommes, sont en communication rapide avec Pékin. Cette ville excentrique, qui jusqu'à présent restait sans secours contre les agressions, sera maintenant défendue par les forces de la moitié de l'empire. Si la ligne avait été achevée en 1900, les choses eussent changé de face. On comprend pourquoi l'empereur a voulu rentrer en chemin de fer dans sa capitale : c'était le symbole de son affranchissement!

III

Organisation militaire[1].

Au temps où les communications étaient lentes, le gouvernement, se contentant de centraliser les intelligences par le système des examens, avait très sagement décentralisé son action : les vice-rois, ses représentants dans les provinces, réunissaient entre leurs mains tous les pouvoirs,

1. Tous les renseignements contenus dans ce chapitre — sauf, bien entendu, ceux postérieurs à janvier 1905 — ont été exposés par moi, à mon retour de Chine, dans une conférence à l'*Union coloniale*, parue dans la *Quinzaine coloniale* du 25 février 1905. Ils ont soulevé une incrédulité dont on pourrait retrouver la trace dans les compte-rendus des journaux. Un an plus tard, à la suite des grandes manœuvres chinoises d'octobre 1905, les correspondances de Chine ont à leur tour, en reproduisant textuellement mes informations, révélé la transformation militaire, et cela si bruyamment qu'elle n'est plus contestée. Si je crois devoir rappeler la priorité de mes avertissements, c'est pour qu'on ne suppose pas que j'en ai puisé la matière, après coup, dans les journaux; peut-être aussi cette première confirmation d'observations cependant contraires à l'opinion alors admise, vaudra-t-elle quelque crédit aux autres aperçus contenus dans ce livre.

militaires aussi bien que civils; chacun d'eux était responsable de la sécurité de son territoire.

Les provinces ayant d'inégales ressources et étant diversement exposées aux attaques, il en résulta que leurs armées furent très dissemblables. Ce qui n'avait eu aucun inconvénient contre des ennemis plus faibles et moins bien armés, ne pouvait plus s'admettre du moment qu'il s'agissait de mettre la Chine en état de résister aux grandes puissances d'Occident.

De plus, la règle qui limite à trois ans la durée du commandement d'un gouverneur dans la même province, cette mesure de défiance inventée pour enlever toute force à l'administration provinciale, manifestait pleinement sa funeste vertu, maintenant qu'il fallait une action énergique et de l'esprit de suite : avant que les dispositions prises par un vice-roi pour former des troupes sérieuses — œuvre de longue haleine, puisqu'il s'agissait de créer un corps d'officiers instruits et d'acquérir un matériel considérable — eussent donné leur effet, ce fonctionnaire était parti, et son successeur, imbu d'autres idées, laissait son œuvre s'effondrer. De là ce décousu, si fréquemment signalé dans les tentatives d'organisation moderne, que personne ne croyait plus à leur aboutissement!

Il fallait une direction unique. Dès septembre

1901, un édit ordonna la formation dans tout l'empire de troupes de campagne, de réserve et de police. En 1903, on jugea que la période d'expérience et de tâtonnements avait assez duré. Une Commission de réogarnisation militaire (Lien-ping-tchou), véritable Conseil supérieur de la guerre, fut instituée à Pékin, et investie de l'autorité suprême en matière militaire, aussi bien sur le ministère de la guerre que sur les vice-rois : sous la présidence nominale du vieux prince mandchou King, c'était le vice-président, le général Yuan-chi-kaï, vice-roi du Petchili, un des hommes les plus japonophiles et les plus réformateurs de la Chine, qui recevait ainsi la direction des affaires militaires de tout l'empire.

Tous les vice-rois n'acceptèrent pas cette mainmise sans récrimination : le vice-roi de Nankin, le général Ouéi-kan-tao, un vétéran de la rébellion musulmane, assez peu porté, comme tout vieux guerrier, vers les nouveautés, représenta les avantages de l'initiative des vice-rois, mieux à même d'utiliser les ressources de leur province. Mais il s'aperçut que la résistance n'était plus de saison. Un édit publia et sa protestation et ses excuses : il reconnaissait « ne savoir ce qu'il disait » (formule chinoise pour confesser une erreur), et afin de réparer sa faute, il envoyait

sur sa cassette privée, cinquante mille taëls, comme contribution aux dépenses du Conseil supérieur. Les autres vice-rois se le tinrent pour dit.

Voici l'organisation adoptée. Le ministère de la guerre, divisé en six bureaux, tient à jour le contrôle de l'armée et de son matériel, fait les nominations et traite les affaires qui concernent l'ensemble du territoire. L'État-major général, divisé en trois sections, prépare les plans de campagne. Une direction autonome est spécialement chargée des questions relatives à l'instruction et à la formation des officiers.

Les dix-huit provinces de la Chine propre constituent autant de circonscriptions militaires. Dans chacune doivent être créées deux divisions, unité complète qui comprend douze bataillons d'infanterie formant quatre régiments et deux brigades, un régiment de cavalerie à trois escadrons, un régiment d'artillerie à neuf batteries, un bataillon du génie et un bataillon du train, au total 12 000 hommes. Les 36 divisions donneront donc une armée active de 430 000 hommes. Le délai fixé pour l'exécution de ce plan était primitivement de cinq ans; il a été ensuite étendu jusqu'à 1922. Il semble qu'il ne sera pas atteint, puisque le général Yin-tchang, ministre à Berlin, a récemment déclaré que tout serait achevé en 1908,

en ajoutant qu'un nouveau projet était à l'étude pour porter l'armée à dix millions de soldats!

La durée du service a été fixée à dix ans : trois ans dans l'armée active, trois ans dans la première réserve, quatre ans dans la seconde, ce qui donnera un million de réservistes. Les avantages offerts sont sérieux; ils varient un peu suivant les provinces; cependant en moyenne le soldat reçoit par mois trois taëls et demi (de onze à douze francs), somme bien plus considérable pour un Chinois que pour nous, sur laquelle il doit se nourrir; il est bien logé dans des casernes confortables, et reçoit par an six tenues, trois d'hiver et trois d'été. En outre, disposition qui montre avec quelle habileté le gouvernement chinois sait se concilier l'assentiment populaire, chaque mois un taël est versé directement à la famille du soldat, et celle-ci est exemptée d'impôt si l'homme donne satisfaction.

Dans la première réserve, les hommes continuent à toucher une solde d'un taël par mois; ils doivent faire un mois de service en automne; dans la deuxième réserve, ils toucheront un demi-taël et feront une période d'un mois tous les deux ans. Dès maintenant, des emplois civils sont, autant que possible, assurés aux hommes sortant du service. L'ensemble de ces mesures

qui prolongent dans la famille l'action de l'armée est éminemment propre à faire de celle-ci une institution populaire et véritablement nationale.

Les vice-rois conservent une grande latitude pour le recrutement de leurs troupes, comme pour leur administration et leur répartition. En général ils n'engagent que des volontaires; cependant dans plusieurs provinces, on a établi la conscription — institution ancienne, nous l'avons vu, — mais en l'entourant de garanties : le soldat fourni par un village doit savoir lire et écrire les caractères usuels, et être pourvu, sous la responsabilité des notables, d'un certificat de bonne vie et mœurs, attestant spécialement qu'il ne fume pas l'opium.

Les troupes déjà formées sont, du moins en ce qui concerne les soldats, d'apparence impeccable : manœuvres en ordre serré ou dispersé, utilisation du terrain, connaissance des hausses et de l'emploi des feux, tout le dressage extérieur est parfait. Il faut signaler l'extraordinaire souplesse à la gymnastique de ces Chinois que nous croyons des enjuponnés à demi-impotents : pas un homme qui ne soit digne d'être moniteur dans nos régiments. Le tir à la cible semble un peu négligé, faute de crédits; mais le sang-froid naturel du

soldat chinois a, dans toutes les guerres précédentes, rendu son tir dangereux.

L'instruction intellectuelle et morale n'est pas moins poussée : des salles d'école sont aménagées dans les casernes; les problèmes du service en campagne y sont figurés au tableau noir, et les soldats exercés à les résoudre rapidement. Des salles de lecture, munies de livres chinois et de publications européennes illustrées, sont à la disposition des hommes. Sur les murs des gravures coloriées représentent des batailles célèbres : les officiers les commentent et font admirer aux soldats la bravoure des Européens. Mais, bien mieux! les regards sont attirés par des images japonaises sur la guerre de 1894, ridiculisant les Chinois qui se sauvent à toutes jambes : à toute heure elles rappellent au soldat qu'il a une honte à effacer. N'est-ce pas un trait antique?

L'uniforme est admirablement réussi : c'est précisément le costume national, avec quelques attributs militaires. Non pas la robe, que le peuple de Chine ne porte pas, mais le pantalon bouffant du fond, serré du bas, enfoncé dans des demi-bottes de feutre pour la ville, de cuir pour la guerre; la blouse serrée à la taille par le ceinturon, et décorée sur le côté de la poitrine de grands caractères rouges indiquant le nom du régiment et de

la compagnie; enfin, pour cacher la natte enroulée autour de la tête, un turban, coiffure élégante et martiale[1]. La couleur est bleue ou noire pour la tenue d'hiver, kaki pour l'été (le turban est alors remplacé par un chapeau de paille). La tenue des officiers est presque pareille, avec ou sans galons, mais avec des broderies de soie; en tenue de ville ou de cérémonie, ils portent la robe, mais fendue sur le devant et sur les côtés, et tout à fait assimilable à notre capote d'ordonnance.

La cavalerie est armée de la lance, du sabre et de la carabine. L'infanterie a le fusil Mauser modèle 1888[2]. En plus, dans certains corps, chaque compagnie possède deux petits canons de 53^{mm}, traînés ou portés par des mulets, ou même tirés à bras. L'artillerie de campagne emploie le même canon, ou celui de 57^{mm}, mais l'adoption d'un canon Krupp de 75^{mm}, sans recul, est décidée : on en armera deux des groupes de la division, tandis

1. Le Règlement de 1905, il est vrai, prescrit de munir la coiffure d'une visière; déjà, en 1904, j'avais vu quelques essais de képi, plutôt malheureux. Mais je ne doute pas que les Chinois, s'ils abandonnent le turban, ne trouvent un modèle bien à eux et conforme à leur type.

2. Lors de mon passage à Hankéou (mai-juin 1904), le vice-roi Tchang-Tche-Tong faisait étudier un fusil nouveau, établi sur ses données, et du calibre de 5mm. 8, allant donc plus loin dans la réduction du calibre que tous les peuples d'Europe. Aucun renseignement n'a été publié sur l'adoption de ce fusil.

que le troisième conservera les petits canons légers. Les forts sont armés de gros canons de divers modèles. Notons l'instruction virile donnée aux servants : successivement chacun d'eux est supposé tué, et les survivants, jusqu'au dernier, remplacent les disparus dans leurs fonctions; cela devient pour eux la manœuvre normale.

Pour fabriquer le matériel nécessaire, le Lien-ping-tchou a décidé l'organisation de trois grands arsenaux. Celui du Centre existe déjà à Hanyang (Hankéou); on va y créer une école d'ingénieurs; celui du Sud s'organise à Ping-siang, dans le Kiang-si. Rien n'est encore arrêté en ce qui concerne celui du Nord. Les autres arsenaux existant actuellement à Nankin, Changhaï, Canton, Kaïfong-fou, Tchentou serviront d'ateliers de réparation.

Les services auxiliaires, intendance et santé, ont été créés. Il existe quatre écoles pour former les médecins militaires. Le service de santé porte l'insigne de la Croix-Rouge, et la Chine a adhéré à la Convention de Genève.

La mobilisation est préparée avec un soin extrême : les réservistes sont, dans leurs foyers, sous la surveillance de sous-officiers qui leur paient leur solde, les réunissent en cas de convocation, les habillent et les mettent en route.

Chaque unité d'infanterie doit être doublée par des réservistes; la cavalerie et l'artillerie, toujours sur le pied de guerre sous le rapport des combattants, reçoivent seulement un complément d'animaux, de fourgons et de coolies.

Après divers essais comparatifs, les règlements de manœuvres japonais, avec quelques légères modifications, ont été adoptés au printemps de 1904 et rendus officiels en 1905.

On sait que les Mandchous constituent une armée à part, dite des Huit Bannières; cette armée comprend tous les hommes adultes et valides des tribus mandchoues qui ont pris part à la conquête, ainsi que ceux de plusieurs tribus mongoles et de familles chinoises qui se sont jointes aux envahisseurs et leur sont assimilées; elle a un effectif d'environ 250 000 hommes. Avant tout, c'est un instrument de domination pour la dynastie : elle sert à subjuguer la Chine, non à la défendre; si, en 1860 et en 1894, la cavalerie mandchoue a dû donner contre nos troupes et contre les Japonais, c'est que la cour, menacée dans Pékin, n'avait pas eu le temps de faire venir d'autres troupes.

Les progrès réalisés dans l'armée chinoise ont obligé les Tartares à suivre le mouvement, sous peine de se trouver sans force devant une révolte.

Même le commun danger d'une agression étrangère a solidarisé conquérants et conquis : en 1904 il y avait à Ou-tchang deux bataillons composés mi-partie de Mandchous, mi-partie de Chinois; c'était le vice-roi intérimaire Touan-fang, un Mandchou — le chef de l'une des missions venues récemment en Europe pour étudier nos institutions — qui avait opéré ce miracle. Si, comme il paraît probable, cette alliance contre l'Européen fait taire les querelles intestines, c'est un effectif de 200 à 250 000 hommes, d'un tempérament guerrier inconstestable, qui viendra s'ajouter aux chiffres cités plus haut. Quant aux 400 000 soldats, dits de l'Étendart vert, sans instruction, ni armement, ni discipline, quant aux 300 000 cavaliers mongols, armés d'arcs ou de vieux fusils, on trouvera là plus tard les éléments de nouvelles forces; mais, pour plusieurs années encore, jusqu'à ce que des mesures radicales les aient transformés, ils ne comptent pas.

Comment une telle révolution dans l'armée chinoise n'a-t-elle pas, dès le premier jour, attiré l'attention des résidents européens? C'est que les Chinois ont compris l'inutilité d'avoir des troupes équipées à la moderne, tant qu'elles ne seraient pas commandées par des officiers instruits selon les méthodes occidentales : les soldats, ce sera

bientôt fait de les avoir. A la fin de 1904, 100 000 hommes seulement étaient instruits et armés à la moderne; réparti dans des camps disséminés sur l'immense territoire et à l'abri des curieux, cet embryon d'armée échappait aux regards; les quelques fractions observées semblaient le fruit d'expériences isolées et sans portée.

Au lieu donc de se hâter de constituer les formations prévues, on a méthodiquement entrepris la préparation d'un corps d'officiers. Des écoles, dirigées au début par des officiers allemands, autrichiens, japonais, puis par les officiers chinois formés les premiers et perfectionnés par un stage dans l'armée japonaise, ont été créées dans toutes les provinces : les plus renommées étaient celles de Pao-ting-fou, de Han-kéou (Ou-tchang), de Nankin. Ces efforts individuels des vice-rois viennent d'être, en 1905, coordonnés et réglés.

La formation des officiers comprend quatre degrés : les Écoles inférieures et moyennes, les Écoles d'officiers et la Grande École militaire. Il y a une école inférieure par province : c'est une sorte d'école de la Flèche, où les élèves entrent jeunes et restent trois ans. Les écoles moyennes sont au nombre de quatre, à Pao-ting-fou,

Han-kéou (Ou-tchang), Singan-fou et Nankin ; au bout de deux ans, les élèves vont faire quatre mois de service dans un corps de troupe. Admis alors aux écoles d'officiers, ils y restent dix-huit mois ; après un nouveau stage de six mois dans la troupe, ils passent enfin l'examen à la suite duquel ils sont nommés officiers : ils ont donc à ce moment sept ans d'instruction militaire, dont six ans d'école et un an de troupe. Quant à la Grande École militaire, ce sera notre École supérieure de Guerre : les officiers les plus distingués viendront s'y perfectionner pendant deux ans et seront brevetés Conseillers de l'Armée, c'est-à-dire officiers d'État-Major.

Aujourd'hui 35 écoles fonctionnent déjà avec 6 300 élèves. Il y a en outre environ 800 officiers ou élèves-officiers chinois dans les troupes et les écoles japonaises [1]. Il y a également des instructeurs japonais, dont le nombre ne peut être connu, dans les rangs de l'armée chinoise.

Il va sans dire que cette organisation complexe, qui ne donnera ses fruits que dans plusieurs

1. Les récents journaux du Japon disent même 2 000. A la fin de 1904, il n'y en avait encore que 700, mais on était en pleine guerre avec la Russie, et il est même admirable qu'au milieu de telles circonstances le Japon ait encore trouvé la liberté d'esprit et les ressources nécessaires pour instruire des étrangers; d'ailleurs, il n'a pas rappelé les officiers qui servaient comme instructeurs dans l'armée chinoise.

années, doit tenir compte de l'état de choses actuel : on a donc créé à Pékin deux écoles provisoires pour former rapidement des officiers et des sous-officiers. A Pao-ting-fou, deux autres écoles instruisent en hâte des officiers d'administration et des officiers d'armement pour diriger les arsenaux. La production annuelle totale est de 800 officiers; elle s'élèvera à 1 500 quand le système fonctionnera intégralement.

En outre les anciens officiers sont obligés d'aller suivre des cours spéciaux faits à leur usage dans les écoles ou dans les camps : ceux qui en sont incapables sont renvoyés ou retraités impitoyablement. Le résultat, assez curieux au premier abord, c'est qu'on trouve dans l'armée chinoise des généraux, des capitaines et des lieutenants, mais pour ainsi dire point d'officiers supérieurs : les anciens officiers capables de s'adapter au nouveau régime, peu nombreux, ont reçu toutes les places de généraux, et quant aux officiers sortis des écoles, ils n'ont pas encore eu le temps de dépasser le grade de capitaine.

Avec un pareil système, à la fois théorique et pratique, il est impossible de ne pas former des officiers instruits, prît-on des enfants illettrés pour les faire entrer dans les écoles inférieures. Le Chinois a l'intelligence ouverte, même aux

choses les plus nouvelles. Qu'on en juge par cet exemple ! Les élèves-officiers de Ou-tchang avaient été chargés d'exécuter le levé d'une partie de la ville et de ses environs. Quand ce travail, qui prit plusieurs séances, fut terminé, quel ne fut pas l'étonnement de l'officier instructeur — un Allemand — de voir les soldats employés à porter les instruments sur le terrain lui présenter un levé tout semblable, presque aussi exact et aussi bien dessiné : c'étaient eux qui, pour leur plaisir et pour montrer qu'ils avaient compris, avaient, sans instruments, et en se répartissant la tâche, exécuté ce travail de grande envergure[1].

Mais ce ne sont pas des illettrés, loin de là, qu'on reçoit dans les écoles inférieures. En 1904, celle qui venait de s'ouvrir à Ou-tchang avait vu se présenter mille candidats pour soixante places ; les élèves résolvaient des équations du premier degré. Du moment que l'officier est instruit, disparaît le mépris passager pour le militaire, mépris qui ne s'adressait qu'à l'ignorant, et non au guerrier. Les écoles sont pleines de fils de mandarins.

1. J'ai vu ce plan, et je dois reconnaître que nos sous-officiers ne feraient pas mieux et que la presque totalité de nos soldats seraient tout à fait incapables de rien faire d'approchant. Il n'y a aucune raison de suspecter la bonne foi de l'officier allemand, plutôt humilié qu'un pareil résultat vînt démontrer les heureux dons des Chinois beaucoup plus que la valeur de son enseignement.

Les deux fils du vice-roi Tchang-tche-tong sont sortis de l'école d'Ou-tchang; l'un d'eux, se plaignant d'être malade, voulut un jour se faire exempter d'une marche militaire : le vice-roi l'obligea à la suivre, et dirigea lui-même l'exercice, faisant honte au jeune homme de sa mollesse. On a pu voir le jeune fils du ministre de Chine à Paris habillé en cuirassier français, afin de s'accoutumer au métier des armes. Bien mieux, les élèves des collèges, de l'Université, de l'École des langues occidentales, destinés à faire des diplomates, des juges, des préfets, reçoivent tous l'instruction militaire. Ces exemples venant d'en haut suffiraient, s'il en était besoin, à dissiper les préventions populaires; et il est difficile de croire celles-ci bien fortes, en voyant dans les rues les petits Chinois, se fabriquant d'un morceau de bois un sabre ou un fusil, jouer aux soldats comme de petits Français, en chantant nos sonneries de clairon nationales [1].

Cette transformation, que personne — ou presque — ne voulait voir, s'est enfin manifestée par les manœuvres qui eurent lieu en octobre 1905. Elles mettaient en mouvement quatre divisions,

1. Car ce sont les sonneries françaises, enseignées par un caporal-clairon échoué là-bas, qui, à peine déformées, sont réglementaires en Chine.

50 000 hommes, 100 bouches à feu. Une des deux armées marchait sur Pékin, en partant du Chantoung — où les Allemands sont installés à Kiao-tchéou (Tsin-tao), qui pourrait servir de base d'opération à une nouvelle expédition européenne; — une armée de défense, partie de Pao-ting-fou, prenait la première en flanc et l'arrêtait. L'impression produite sur les assistants, attachés militaires et journalistes, a été profonde; les gazettes anglaises et allemandes ont reconnu qu'une nouvelle marche sur Pékin, en face d'une armée manœuvrant de la sorte, demanderait un effort gigantesque, pour ne pas dire impossible[1].

1. Les manœuvres qui viennent de se terminer (octobre 1906) n'auraient fait, d'après les dépêches, que renforcer cette impression. Elles ont mis en présence les troupes de Tchang-tche-tong, marchant sur Pékin comme pourrait le faire une armée européenne maîtresse par sa flotte du Yang-tse, et celles de Yuan-chi-kaï qui défendaient les approches de la capitale. Les deux vice-rois commandaient eux-mêmes leurs armées.

S'il n'est pas question ici de la marine, c'est qu'elle n'existe plus guère, depuis la guerre sino-japonaise, et que tous les efforts sont concentrés sur l'armée. Elle comprend une douzaine de croiseurs et quelques torpilleurs. L'école de Nankin fournit chaque année 60 officiers de marine, dont l'instruction paraît satisfaisante : un modèle de torpilleur, construit par les élèves, indique qu'ils possèdent la technique de l'organisation des navires modernes. Une école d'ingénieurs, avec un chantier de constructions navales, existe à Fou-tchéou, sous la direction de Français. Lorsque le corps des officiers sera assez nombreux, il suffira d'acheter des navires à l'étranger. Quant aux matelots, les habitants des côtes et les bateliers des fleuves en fourniront d'excellents, car ce sont des pirates adroits et intrépides.

IV

Réforme de l'enseignement.

Cette transformation du pays, imposée par les nécessités militaires, serait restée superficielle et vaine, ou bien aurait conduit rapidement à la main-mise de l'armée sur le pouvoir, si l'instruction de la nation tout entière n'avait été modifiée dans le même sens. Puisqu'il fallait, pour se défendre, des canons, des chemins de fer, des télégraphes, on avait besoin d'ingénieurs : les mathématiques, les sciences naturelles, les langues étrangères qui donnaient la clé des connaissances de l'Occident, devenaient la partie la plus immédiatement nécessaire de l'enseignement. Les timides réformes de Kang-you-wei ne suffisaient même plus.

Le vice-roi de Hankéou, Tchang-tche-tong, fut chargé d'élaborer le nouveau programme. On ne

pouvait faire un meilleur choix. Tchang-tche-tong, membre et lauréat de l'académie des Han-Lin, type éminent du lettré de l'ancienne école, n'en était pas moins, depuis de longues années, l'apôtre et le protagoniste de réformes profondes, mais toujours conformes à la tradition et au tempérament national. C'était lui qui, dès 1889, avait proposé et fait décider le chemin de fer Pékin-Hankéou, pour rendre la capitale inexpugnable, et l'œuvre marchait vers un succès aujourd'hui définitif; il avait créé à Hanyang (Hankéou) des hauts-fourneaux et des usines métallurgiques pour fabriquer le matériel de la ligne et éviter ainsi de payer tribut à l'étranger; il avait, pour développer dans les campagnes la culture du coton, jusque-là acheté aux Indes, créé de ses deniers une filature; son armée, son arsenal, ses écoles militaires étaient les mieux organisés de toute la Chine.

En 1898, il avait convié tous les lettrés à prendre part à la rénovation de leur pays, en leur démontrant, dans son *Exhortation à l'étude*, qu'il n'y avait aucune opposition entre « la science chinoise, qui règle le cœur de l'homme, et la science européenne, qui répond aux nécessités de la vie extérieure ». « Que les lettrés, disait-il, règlent leur cœur sur celui de Confucius;

pour le reste, qu'ils s'occupent le matin à faire marcher une machine à vapeur, et le soir à mettre en mouvement un train sur la voie ferrée, cela ne les empêchera pas d'être des disciples de Confucius. »

Ce vice-roi, à la fois conservateur et novateur, versé dans les sciences de l'Europe et dans les choses de la guerre aussi bien que dans la littérature de son pays, est certes un magnifique spécimen de sa race et de l'humanité tout entière; nul n'a jamais mieux justifié la maxime de Renan : « Les vrais hommes de progrès sont ceux qui ont le respect du passé. » Une nation qui trouve de tels serviteurs dans les moments de crise peut avoir confiance en l'avenir.

Dès 1902, l'Université de Pékin est réorganisée, divisée en huit Facultés préparant à quarante-six carrières; l'École des traducteurs ou des langues occidentales est instituée. Le cycle des études comprend : cinq ans à l'école primaire, quatre ans à l'école primaire supérieure, dans les sous-préfectures, cinq ans à l'école moyenne dans les préfectures, trois ans à l'école supérieure dans les capitales de province, trois ans à l'Université et cinq ans au Collège des Hautes Études à Pékin. A partir des écoles moyennes, les langues étrangères sont enseignées dans l'ordre suivant :

anglais, japonais, français, allemand et russe.

En attendant que ces créations portassent leurs fruits, le système des examens anciens, en vue desquels tant de candidats s'étaient préparés, ne pouvait être supprimé immédiatement, mais on y introduisit des questions d'une actualité brûlante, indiquant ainsi aux candidats qu'on n'attendait plus d'eux des dissertations oiseuses, mais la preuve qu'ils connaissaient les difficultés où se débattait leur patrie et qu'ils se préparaient à en triompher. « L'adoption de la civilisation occidentale a rendu le Japon puissant, mais elle a fait perdre son indépendance à l'Égypte. Que doit penser la Chine de ces deux exemples? — Par quels moyens pacifiques et légaux la Chine pourrait-elle obliger les États-Unis à lever l'interdiction de l'entrée des Chinois sur leur territoire? ». Quelles préoccupations patriotiques révèlent de tels sujets d'examen, et quel souci de provoquer des solutions pratiques! Six mois après commençait — spontanément! — le boycottage des marchandises américaines.

En même temps on améliora le recrutement des fonctionnaires, en nommant à des emplois élevés les élèves sortis de l'Université et de l'École des Langues occidentales, ainsi que les jeunes gens, chaque jour plus nombreux, reve-

nant d'Europe ou du Japon avec des diplômes[1].

La suppression des examens dans les provinces où avaient eu lieu les troubles des Boxeurs, mesure de rigueur imposée par les puissances, eut pour effet imprévu d'accélérer l'élan vers les études occidentales qui ouvraient une nouvelle porte d'accès aux carrières publiques, en place de celle qu'on venait de fermer. Bref, en peu de temps, les ressources offertes par l'instruction moderne pour le choix des fonctionnaires furent si abondantes, qu'on jugea sans inconvénient de faire disparaître les anciens examens. Un décret du 2 septembre 1905 les a abolis : par mesure de transition, il y aura cependant encore trois sessions triennales pour le doctorat et la licence, et six sessions annuelles pour le baccalauréat.

C'est la fin de la vieille Chine! s'est-on écrié. La fin d'une Chine qui date de deux cents ans, d'une Chine arrêtée dans son développement, comme les arbres de ses jardins, par une culture volontairement et savamment déprimante, d'une Chine récente et artificielle : rien de plus!

1. D'après les récentes nouvelles, il y aurait 10 000 étudiants au Japon; en 1904, il y en avait seulement 2 000. Ces étudiants sont sous la surveillance du ministre de Chine et d'un fonctionnaire spécial, grâce à un concert étroit entre les gouvernements de la Chine et du Japon.

V

Finances.

La volonté de la Chine de se libérer et des entraves qui l'enserraient, et des intrusions qu'encourageait son immobilité, est donc manifeste. Qui donc empêche que les résultats ne soient dès maintenant proportionnés à sa masse et à sa force réelle? Pourquoi tant de lenteurs à construire ces chemins de fer que, dès 1889, c'est-à-dire depuis dix-sept ans, la cour avait décidément adoptés? Pourquoi l'industrie moderne n'a-t-elle pas développé en quelques années les immenses ressources de la contrée?

C'est que la Chine n'a pas d'argent. Non qu'elle soit pauvre! elle est extrêmement riche; mais elle ne l'est pas de la façon qui conviendrait en cette crise. Sa transformation rapide exigerait l'achat d'un énorme matériel européen, et le paie-

ment d'un nombreux personnel étranger. Or nos comptes se règlent en numéraire : la Chine n'en possède pas.

Est-ce l'effet d'un incroyable retard qui la maintient à l'âge du troc, ou bien d'une avance qui réalise nos conceptions les plus audacieuses? Le fait certain est qu'elle se passe de monnaie, sauf comme appoint. Sa richesse consiste en crédit, crédit sur la production, crédit sur le travail. Pour payer une fourniture quelconque, pas n'est besoin d'en posséder le prix : il suffit de le promettre dans un délai donné, et de mériter confiance; ce billet est une valeur négociable qui permet au vendeur d'acheter de nouvelles marchandises. Quant au premier acheteur, le jour de l'échéance arrivé, il s'acquittera en livrant des créances que lui-même a acquises comme prix de ses services ou de sa production. Travail ou marchandises, tout se règle en crédit, lequel procure les denrées équivalentes. Ces combinaisons, pour nous surprenantes, ne sont que l'extension universelle du système des chèques et des clearing-houses, déjà si développé en Angleterre : merveilleuse facilité, sous la condition péremptoire d'une fidélité absolue à sa parole, et d'une ardeur au travail qui répare les accidents imprévus.

Les effets d'un tel régime sur la politique sont considérables. Il impose tout d'abord la décentralisation financière : les impôts, comme tout le reste, se paient en crédit, qui se transformera en fourniture de matières ou de travail au gré de l'administration. Mais le crédit, qui exige la confiance, n'a qu'un rayon limité et proportionné aux facilités de communication, forcément assez court dans un pays sans chemin de fer et récemment encore privé de postes et de télégraphes. Au lieu donc de concentrer les impôts dans ses caisses et de solder ensuite toutes les dépenses de l'État, le pouvoir est donc contraint de laisser cet office aux vice-rois, qui eux-mêmes le délèguent, s'il le faut, à leurs sous-ordres; c'est tout juste si le gouvernement parvient à se faire envoyer — en nature ou en traites sur les banquiers de la capitale — ce qui est nécessaire à sa subsistance et à l'entretien des services centraux. Faute d'un budget officiel, aucun chiffre certain ne peut être avancé; cependant toutes les estimations s'accordent pour évaluer les recettes et dépenses impériales à environ cent millions de taëls, ou 360 millions de francs, somme dérisoire pour un empire de 400 millions d'habitants. Tout le reste des impôts ne sort pas de la province.

Une première conséquence est non seulement

l'indépendance des gouverneurs, mais la quasi dépendance du gouvernement impérial, à la merci de lieutenants qui peuvent l'affamer. Une seconde est la corruption qui, suivant une opinion unanime, règne du haut en bas de l'échelle : le gouvernement, n'ayant pas de ressources, alloue des traitements dérisoires à ses fonctionnaires; un vice-roi qui gouverne 50 millions d'hommes, a 30 000 francs d'appointements; résultat, chacun se nourrit sur le pays. La concussion est devenue une institution si bien établie, que les nominations sont l'objet de sortes d'enchères auprès des personnages influents, et l'on cite tel poste dont l'obtention coûte à chacun de ses titulaires successifs plusieurs centaines de mille francs, retrouvés avec usure durant les trois ans de son occupation.

Ainsi donc la centralisation, but de tous les efforts, fait défaut précisément dans le département des finances d'où dépendent tous les autres. Mais, ici comme ailleurs, les communications faciles vont apporter le remède : le crédit plus étendu permettra de concentrer les paiements dans les caisses de l'État. Quant à la corruption, avant d'y voir un vice inhérent à la race chinoise et indéracinable, souvenons-nous qu'elle a régné dans tous les pays de l'Europe, et pour les mêmes causes. Partout elle a disparu avec l'autonomie des

finances de l'État, et avec un relèvement considérable des traitements : le même fonctionnaire qui, acculé entre la misère et la concussion, préférait celle-ci, renonce à tout profit illégitime qui pourrait lui valoir, outre les châtiments légaux, la perte d'une place avantageuse.

Cependant l'établissement de ces communications, qui vont tout sauver, serait lui-même une cause de ruine, sans une prudence excessive. C'est en or que veulent être payées les nations d'Occident qui vendent les bateaux, les canons, les locomotives, les machines, louent les ingénieurs, prêtent des capitaux. La Chine n'a d'autre or que celui qu'elle reçoit en échange de ses marchandises, et malheureusement ses exportations sont peu considérables ; elles n'atteignent qu'au chiffre de 860 millions, à peine la moitié des importations. Ainsi, au lieu de procurer au pays les ressources nécessaires à sa transformation, le commerce ne lui vaudrait qu'un appauvrissement continu de son stock monétaire déjà si faible. Tel est du moins l'enseignement des statistiques [1].

1. La balance commerciale a toujours été défavorable à la Chine. Voici les derniers chiffres (1905) :
Importations : 1 690 040 989 francs (447 100 791 Hk. taèls).
Exportations : 861 417 404 francs (227 888 197 Hk. taèls).
En outre, les armes entrent en grande quantité, mais, leur

Il faut, il est vrai, se méfier des statistiques et des lois de la balance commerciale. La Chine qui, si on les en croyait, aurait dû se trouver en quelques années entièrement dépouillée de métaux précieux et obligée de réduire ses achats, voit tous les jours croître la quantité de monnaie qui circule chez elle, et augmente sans cesse ses importations. L'absurdité des préjugés courants, reconnue des économistes mais non pas de tous ceux qui renseignent le public, apparaît là flagrante.

En réalité la Chine exporte beaucoup plus qu'elle n'importe, mais son exportation prend deux formes particulières, qui échappent au contrôle de la douane. Les résidents européens, les innombrables navires qui touchent dans les ports, surtout les flottes de guerre qui y séjournent, font d'importantes dépenses, dont le chiffre peut être évalué à près de deux cents millions; c'est une véritable *exportation intérieure*, puisque l'étranger vient payer sur place des produits chinois. Mais surtout la Chine exporte du travail : on compte environ quatre millions de Chinois installés à

introduction étant prohibée par le protocole de Pékin, elles ne sont pas déclarées à la douane; leur valeur considérable ne figure donc pas dans ces statistiques et il faudrait l'ajouter à celle des importations.

l'étranger, mais ayant conservé en Chine leur famille, à laquelle ils envoient leurs économies[1]. En outre, chaque année, il y a près de trois millions de coolies qui vont s'engager à l'extérieur pour une durée déterminée, et autant qui rentrent, rapportant sur eux leur gain en argent. On estime qu'un minimum de trois cent cinquante millions entre ainsi en Chine[2].

Voilà donc plus d'un demi-milliard de monnaie qui, chaque année, s'ajoute à la valeur des exportations enregistrées. Il y a d'autres entrées de numéraire qui ne sont point négligeables : ainsi les fondations ou accroissements d'entreprises européennes; elles apportent, il est vrai, plus de traites que de numéraire; mais ces traites, renvoyées en paiement d'importations, retiennent en Chine une quantité d'or équivalente.

Ainsi s'explique ce phénomène paradoxal d'une nation qui dépense plus qu'elle ne gagne, et qui, loin de paraître se ruiner à un tel régime, voit chaque année augmenter son pouvoir d'achat. Cependant, qu'on y prenne garde, l'aspect misé-

1. Sans parler ni des 10 à 15 millions de Chinois installés en Mongolie et en Mandchourie, puisque ce sont des dépendances chinoises, ni des 2 600 000 cultivateurs fixés à Formose, sans esprit de retour, avec leur famille.

2. Tous ces chiffres proviennent d'une enquête de l'Administration impériale des Douanes.

rable des routes, des canaux, des bâtiments publics, qu'on constate précisément depuis le jour où le gouvernement a commencé à acheter des bateaux de guerre, des canons et des fusils, et qui s'accentue à mesure que les progrès dus à l'Occident deviennent plus rapides, nous indique bien que les ressources sont limitées, et que c'est au prix du sacrifice de tous les organes de sa vie passée que la Chine paie nos coûteuses inventions. Sa décadence, c'est l'apparition de nos machines qui l'a prononcée.

A la vérité, on lui propose un remède infaillible. Puisqu'elle est riche en produits naturels, qui donc l'empêche de décupler son commerce extérieur? le manque de monnaie. Eh bien! qu'elle adopte le système monétaire des nations d'Occident, et, comme par un coup de baguette magique, son infériorité disparaîtra.

Les États-Unis, particulièrement intéressés à l'écoulement de l'argent des mines d'Amérique ont nommé une commission pour étudier l'établissement d'une monnaie en Chine et guider le gouvernement chinois dans cette entreprise délicate [1]. On crut en 1904 que c'était chose faite,

1. Cette commission a négocié avec toutes les puissances pour obtenir leur assentiment, qui aurait peut-être obligé la Chine, encore sous le coup de la défaite, à essayer tout au moins la

puis aucune mesure n'ayant été prise, on proclama un nouvel avortement de la politique de réformes.

En réalité la Chine avait échappé au plus grand danger qu'elle pût courir. Il faut ou une perfidie raffinée ou une confiance vraiment aveugle dans l'infaillibilité de nos procédés pour conseiller à la Chine l'adoption d'une monnaie légale : ce serait pour elle la ruine immédiate. La Commission lui attribue un stock total de 3 750 millions, soit neuf francs par tête d'habitant, — alors que la France possède en numéraire sept milliards, 180 francs par personne! — La presque totalité de cette somme est entre les mains de la population des ports, le reste appartient aux banquiers et à quelques familles riches qui se constituent en lingots des trésors soigneusement cachés : il en découle que l'énorme majorité du peuple n'a pas la moindre parcelle de métal précieux. Le jour où l'usage de la monnaie deviendrait obligatoire pour le paiement de l'impôt, les heureux possesseurs de l'argent tiendraient à leur merci tous ceux qui en sont dépourvus. L'équilibre serait absolument rompu entre une valeur qui jouirait du pouvoir libératoire

réforme. L'opposition de la France, dont les intérêts en Indo-Chine auraient été gravement compromis, a fait échouer ce concert. *Report by the Commission on International Exchange* (Washington, 1903.)

et toutes les autres; celles-ci seraient complètement dépréciées. Le crédit, base de la richesse publique, s'effondrerait : que servirait à un homme de posséder une fortune en créances ou en marchandises, s'il ne pouvait trouver, sur-le-champ, la quantité de numéraire qui lui serait réclamée? ce serait pour lui la faillite. Donner cours légal à la monnaie, qui ne l'a pas aujourd'hui, équivaudrait à le retirer aux billets privés, qui sont maintenant acceptés. Supposons le pouvoir libératoire subitement retiré en France aux billets de banque, et nous aurons une faible idée de la catastrophe qui se produirait en Chine, où les billets sont la seule richesse mobilière. Ce serait une banqueroute immédiate et totale[1].

1. Cette théorie sur les dangers de l'introduction de la monnaie paraîtra surprenante, je le crains, tant elle contredit les opinions reçues. Des études attentives, faites dans presque tous les pays du globe où la domination européenne s'est substituée à des civilisations indigènes, m'ont amené à cette conviction, que je pourrais étayer d'exemples nombreux et probants, si c'en était ici le lieu. Il ne faut pas, à mon sens, attribuer à une autre cause la misère actuelle de l'Inde. Les Hindous accusent les Anglais de les avoir dépouillés; les Anglais se défendent en montrant les bienfaits incontestables de leur administration, et, ne trouvant pas d'autre explication à une inexplicable pauvreté, nient, contre toute vraisemblance, la richesse passée que tant de témoignages établissent. La solution de cette douloureuse énigme, c'est l'effondrement du crédit par l'établissement d'une civilisation qui exige des espèces : 200 millions d'hommes se sont trouvés à la merci d'une poignée d'usuriers. Et la ruine des uns n'enrichit pas dans la même proportion les autres; le crédit est à la fortune publique comme le gaz qui porte un ballon : s'il fuit, il ne reste rien, que quelques débris.

Un peuple de 400 millions d'âmes aurait besoin d'au moins 10 milliards de métal précieux, pour pouvoir faire usage de monnaie (25 francs par tête, le plus faible chiffre possédé par un peuple à finances saines). La Chine ne peut emprunter tout d'un coup pareille somme : déjà, pour trouver les trois milliards et demi qu'elle doit aujourd'hui, elle a dû donner en garantie ses douanes maritimes et intérieures et le monopole de la gabelle; elle n'a plus à livrer que des concessions territoriales ou politiques, qui aliéneraient sa liberté et dont elle ne veut à aucun prix. La seule voie qui lui soit ouverte, c'est l'augmentation progressive de son stock métallique, soit par l'exploitation des mines qui abondent sur son territoire, soit par le développement et la meilleure utilisation de ses ressources, soit par la location au dehors des bras de ses fils innombrables. Les progrès déjà réalisés dans les communications et l'outillage industriel, les exportations toujours plus considérables de travailleurs, vont, dès maintenant, amener cet accroissement. Peut-être ne faudra-t-il pas longtemps pour atteindre le chiffre nécessaire, si on s'avance prudemment, en attendant le bénéfice des efforts faits avant d'en engager de nouveaux[1].

1. On sait que déjà, en dépit de principes solennellement

Ainsi sont étroitement liées les questions de monnaie, d'impôts, de centralisation : l'une ne se résoudra pas avant les autres. Tous les projets étudiés pour étendre l'action de l'État sur les finances provinciales et augmenter le rendement de l'impôt — tels ceux présentés par sir Robert Hart en 1898 et 1904 — se heurtent aux mêmes obstacles. La sécularisation déjà entreprise des biens des couvents boudhistes et taoïstes permettra de doter des établissements locaux, hôpitaux et collèges, mais n'enrichira pas le pouvoir central.

L'apparente inertie dont celui-ci fait montre en écartant les panacées qu'on lui offre de toutes parts est la preuve qu'il a la vision nette de la situation; en vérité la modération avec laquelle, au milieu de circonstances critiques, il attend l'effet de mesures à longue échéance et s'astreint à la gêne plutôt que d'en sortir par des tenta-

proclamés, les Anglais doivent recourir à la main-d'œuvre chinoise au Transvaal, et les Américains dans l'isthme de Panama. Un grand nombre de bateaux, sur toutes les mers, ont des chauffeurs et des domestiques chinois. Les journaux d'Allemagne annoncent qu'on songe à faire venir en Prusse des travailleurs agricoles chinois Le mouvement ne s'arrêtera pas là : nous sommes assurés de voir bientôt les Jaunes assumer toutes les tâches pénibles, dont en Europe les *citoyens* ne veulent plus. Et bien loin que cette forme de l'invasion jaune soit, comme on l'a dit, un péril économique, ce sera un grand bienfait pour l'Europe comme pour la Chine.

tives qui compromettraient l'avenir, cette modération est digne qu'on l'admire. On critique la routine d'une administration ignorante, on accuse la cupidité des fonctionnaires provinciaux qui ne veulent pas se dessaisir de fructueuses recettes, l'égoïsme des vice-rois qui défendent leur indépendance; mais on ne veut pas voir que la clé de voûte de la fortune chinoise est le crédit, et que celui-ci ne peut s'accommoder instantanément de la centralisation ni du paiement en espèces. Sans affirmer que ce soit un progrès, on peut prévoir que la Chine sera contrainte, pour mieux lutter contre nous, d'adopter notre système monétaire; mais toute mesure hâtive la précipiterait dans l'abîme.

VI

Politique xénophobe.

Le trait le plus frappant du mouvement actuel de transformation, c'est le cachet national que les Chinois savent imprimer à leurs emprunts. Sur le lac du Palais d'été, la jonque impériale est traînée par un remorqueur à vapeur, mais grâce à sa décoration, ce bateau européen parait le plus chinois du monde. L'électricité éclaire les jardins et les palais, mais ceux-ci sont disposés suivant les règles du goût national, et les lampes électriques ont l'air de lanternes chinoises. L'empereur a un automobile, mais seulement pour circuler dans son parc — on ne croit pas d'ailleurs qu'il s'en soit encore servi — et le garage construit pour abriter cette machine exotique n'a rien d'européen. Du haut en bas de l'échelle il en est ainsi : les Chinois nous prennent ce qu'il leur

faut pour mieux rester eux-mêmes. J'ai déjà signalé leur emploi personnel du téléphone et du chemin de fer, l'uniforme des troupes qui, armées à l'européenne, gardent cependant l'aspect le plus asiatique. Ils prennent nos étoffes, mais fabriquées suivant leur goût et taillées à leur mode; la chaussette nationale de toile blanche cousue est remplacée petit à petit par une chaussette européenne en coton toute pareille; le soulier découvert ou la demi-botte gardent leur forme, mais reçoivent des semelles de cuir au lieu de feutre ou de papier. Beaucoup de choses ont ainsi changé, et l'aspect est resté le même. La mode des petits pieds des femmes va peut-être disparaître, blamée et poursuivie par les Mandchous qui ne la pratiquent pas; mais ce ne sont pas des bottines à l'européenne qui chaussent « les pieds naturels ». Il faut s'attendre à voir les bicyclettes, les automobiles, les voitures suspendues, les instruments de musique militaire, tous les emprunts à notre industrie prendre rapidement le cachet chinois que conservent jalousement leurs possesseurs.

C'est, alors que notre vanité croit assister au triomphe de notre modernisme sur une civilisation démodée, que le Chinois reste parfaitement convaincu de sa propre supériorité. Son esprit accessible aux nouveautés lui fait apprécier les

avantages de nos inventions, mais il en tirera ce qui lui convient, non ce qui nous plairait.

Les deux missions envoyées en Europe pour étudier les causes de sa puissance, dirigées par le prince T'ai-Tso et par le vice-roi Touang-Fang — deux Mandchous — viennent de rentrer à Pékin. On sait déjà qu'elles concluent à écarter nos institutions comme impropres à leur pays. Si la Chine établit quelque système se rapprochant du parlementarisme, ainsi que l'annonçait un édit d'octobre 1905, elle ne s'inspirera que de ses propres conceptions : déjà le corps des censeurs constitue un contrôle public de la nation sur le pouvoir, les associations provinciales, les guildes de marchands pratiquent les élections à un ou plusieurs degrés. A toutes les époques nous avons vu user des pétitions et des référendums; durant diverses périodes les fonctionnaires étaient élus par les notables, aujourd'hui encore ils sont invités par eux à démissionner quand ils ont déplu. Le jour où nous croirons naïvement la Chine convertie à notre parlementarisme, elle se sera contentée de coordonner ses organes existants, suivant ses propres vues et pour y trouver un surcroît de force contre nous.

Car, ne nous y trompons pas, cet apparent mouvement d'européanisation est une manœuvre

contre l'Europe. Et si puissant est le sentiment qui entraîne le pays, qu'il n'attend pas, pour se manifester, l'achèvement des préparatifs qui lui donneront le succès. Ses défaites lui pèsent, et il est impatient de montrer sa force.

Au début de 1903, lorsque la Russie refusa d'évacuer la Mandchourie à la date fixée, les étudiants chinois résidant au Japon réclamèrent la guerre, constituèrent un bataillon de volontaires et demandèrent à marcher au premier rang de l'armée; les étudiantes chinoises s'organisèrent en une compagnie d'infirmières!

En juin 1904, un mandarin concussionnaire arrêté par ordre du vice-roi de Canton, Ts'en, réussit à s'échapper et à gagner Macao. Le vice-roi demande qu'on le lui livre, mais il faut qu'un tribunal s'assemble pour juger de l'extradition. Ts'en, mécontent de ces délais et voulant influencer le jugement, envoie sa flotte, deux croiseurs et trois canonnières, faire une démonstration devant Macao. Le Portugal protesta et toutes les puissances l'appuyèrent : il fallut que le vice-roi rappelât son escadre. Mais n'est-ce pas là un incident typique? Ne dirait-on pas l'Angleterre menaçant Lisbonne ou Copenhague? le Portugal eût été seul en face de la Chine que celle-ci l'eût accablé.

Ce sont ensuite les affaires de Changhaï. Le juge chinois du tribunal mixte soulève un conflit d'attributions, ses satellites luttent contre la police anglaise, le peuple accourt à son aide : c'est un véritable soulèvement. Les Européens sont obligés de recourir aux armes et de constituer des compagnies de volontaires pour défendre les concessions. Depuis ce moment, l'accord ne se rétablit plus, les conflits éclatent chaque jour, et souvent on en vient aux mains[1]. Et Changhaï, sinon fondée, du moins transformée et prodigieusement développée par les Européens, était considérée comme une ville européenne !

Depuis leur création en 1854, les douanes impériales sont administrées par des Européens. Ce service est le plus important de l'empire, car il s'étend même sur l'intérieur du territoire, où sont plusieurs des « ports ouverts », il comprend le service des postes dont nous avons vu le colossal développement, il tient les seules statistiques que l'on possède sur la Chine, et surtout il assure, par son bon fonctionnement, le paiement de la dette extérieure et, par là, l'indépendance du pays. En outre, il assure à la couronne le plus clair de ses revenus. Sir Robert Hart est à la tête de ce véri-

1. Notamment en été 1906, à propos d'une prison que le magistrat chinois voulait construire sur la concession européenne.

table ministère depuis 1862, et il ne s'est absenté de Chine que deux fois durant ces quarante-quatre ans; c'est à lui incontestablement qu'est dû le progrès continu de cette institution; il pouvait s'attendre à quelque gratitude, tout au moins à une appréciation équitable de ses efforts. Au mois de mai 1906, le gouvernement vient de créer deux charges de Commissaires impériaux des douanes, confiées à des Chinois auxquels sir Robert Hart se trouve subordonné. Alors que l'Europe espérait, non plus partager la Chine, mais prendre en main ses affaires, la seule administration européenne retombe sous le contrôle direct des Chinois!

De même, nous avons vu le rachat à l'Amérique de la concession de la ligne Hankéou-Canton, imposé par l'opinion publique, et voici qu'on annonce le rachat de la ligne Changhaï-Nankin, arrêtée en plein cours d'exécution.

Où tendent toutes ces mesures? Sans aucun doute, car les journaux, les livres, les orateurs le proclament, à réaliser la devise : *La Chine aux Chinois*. Le premier pas, le retrait des concessions attribuées à des particuliers, est déjà fait; le second va consister à abolir les privilèges reconnus aux puissances. Le régime de l'exterritorialité accordé aux Européens, qui ne dépendent pas de la justice

chinoise mais de leurs propres tribunaux, est évidemment une atteinte grave à la souveraineté de la Chine, et il est intolérable à cette puissance qu'à Canton, à Changhaï, les villes les plus considérables et les plus riches de l'empire, et dans les trente-cinq autres ports ouverts où elle le laisse résider, l'Européen se croie chez lui et la brave, constituant dans l'État une foule de petits états indépendants. Le Japon a connu cette situation humiliée : il est parvenu, en 1898, à amener les Européens à accepter le droit commun. C'est manifestement ce que cherche la Chine, bien qu'elle n'ait pas commencé, comme le Japon, par créer une magistrature irréprochable qui enlevât aux Européens tout motif de suspicion. Mais l'impatience du peuple ne voit que la puissance de la Chine, et la nécessité de ménager les transitions lui échappe : tout de suite, il veut redevenir maître chez soi.

Ensuite il prendra sa revanche. Ce patriotisme qu'on déniait éclate aujourd'hui en cris de guerre. Jusque dans cette province du bas Yang-tse où, déclare méprisamment Marco Polo, « il n'était mie une gent d'armes », on ne voit plus que jeunes gens s'entraînant, par les exercices physiques, aux prochains combats. « Bientôt, dit une de leurs chansons de marche, bientôt des chefs

conduiront des millions de jeunes hommes dont les bataillons iront tout droit broyer l'Europe et l'Amérique.

« O vous, stupides barbares à face blanche, ne comptez pas que les maux de la race jaune durent encore quelques années! [1] »

1. Refrain de marche de la Société de gymnastique de Hang-tchéou. Et les innombrables sociétés de Chine chantent toutes des chants analogues.

CONCLUSION

Un gouvernement orgueilleux, conquérant, qui ne reconnaît point d'égal et prétend à la suprématie du monde; un peuple travailleur, industrieux, mobile, et prompt à s'adapter aux circonstances; une pépinière inépuisable d'aventuriers et de soldats; des réformes méthodiques, où tout est combiné pour utiliser les sciences occidentales qui font l'homme maître de la nature, sans rien négliger de la science orientale qui fait l'homme maître de lui-même : tels sont peut-être les traits qui, dans cette rapide esquisse, auront d'abord attiré le regard. Et leur assemblage dessine bien le spectre effrayant qui déjà hante les imaginations. Puisque le Dragon chinois n'est point la momie à demi décomposée que tant de descriptions fantaisistes nous montraient, puisqu'il secoue l'engourdissement béat où, ayant tout

dévoré autour de lui, il se reposait à l'ombre des monts infranchissables et sous la protection des flots, il faut prendre garde à ses griffes. Les concessions étrangères, enclaves où l'Européen, sur le sol chinois, brave l'autorité de la Chine, les colonies limitrophes, lambeaux arrachés au territoire chinois que se partagent la France, l'Angleterre, la Russie, l'Allemagne, seront les premières victimes offertes à ses coups. Puis il faudra faire place, dans le concert des nations, non plus à une nouvelle grande puissance, comme le Japon, mais à la plus grande de toutes les puissances. Et d'une telle rupture d'équilibre les conséquences s'annoncent si considérables et si diverses que, s'il n'est pas défendu de les imaginer, il serait du moins téméraire de fixer son opinion sur aucune.

Et pourtant, si, au lieu de chercher la vérité dans la succession des événements passés qui présagent l'avenir, dans les édits qui le préparent, dans la coordination des efforts qui tendent à le réaliser, on se contente d'ouvrir les yeux, sans parti-pris, sur le spectacle de l'heure présente, tous ces sombres pronostics s'évanouissent comme un cauchemar. Malgré les chemins de fer, les télégraphes et les canons, la décadence de la Chine apparaît indéniable, bien mieux! son impuissance définitive.

La méthode qu'on a cru voir dans les réformes n'existe que dans leur exposé : en elles-mêmes elles sont vagues, mal calculées, incohérentes, inefficaces. Les Chinois veulent se passer de l'étranger, mais ils n'arrivent à rien par eux-mêmes : leurs usines font faillite, leurs voies ferrées, si fièrement rachetées, ne trouvent point de capitaux et demeurent en projet. Seuls les soldats manifestent un progrès réel, mais leur petit nombre les rend impuissants, et l'argent manquera pour atteindre les effectifs prévus et nécessaires. Bref, c'est un avortement complet!

Voilà les deux thèses, et il semble qu'entre elles il faille prononcer : ou se fier à l'observation directe, au spectacle de la vie, au choc quotidien des gens et des choses, ou s'en rapporter à l'enseignement du passé, aux méditations abstraites dans le silence du cabinet ou des ruines.

Mais pourquoi s'imposer une telle alternative? Cette antinomie du présent et du passé ne résulte point de l'histoire, tout au contraire elle en est le plus éclatant démenti. Ce que nous montrent les Annales, c'est la diversité, la complexité, l'antagonisme, là où nous cherchions l'unité; et là où nous étions prêts à juger et à conclure, elles nous commandent le doute et une enquête plus approfondie.

Nous avons été dupes d'un mirage. Projetant nos conceptions familières sur ce monde lointain dont les proportions nous échappaient, nous avons voulu voir dans l'énorme masse de quatre cents millions d'hommes qui obéit à un seul souverain une race, une nation, une patrie. Parce que nous ignorions les guerres et les conquêtes, nous avons pris pour le fait de la nature ce qui était l'œuvre de la force.

La Chine, ce n'est point un pays ni un peuple, c'est une civilisation et un empire. L'empire, tel que nous le voyons, voilà six siècles à peine qu'il existe! Son étendue a considérablement varié. Trois fois il a changé de maîtres : trois races ennemies, venues de l'Ouest, du Sud, du Nord, par l'invasion, par la conquête se sont arrachées la suprématie. Jusque-là, dans cette Chine grande comme notre Europe, il y avait comme dans celle-ci vingt États toujours en lutte; si l'un parfois l'emportait, bientôt il s'écroulait dans un morcellement général.

Si cet empire, peuplé de cent races, aujourd'hui mandchou, hier mongol, nous paraît chinois, c'est que la civilisation chinoise a tout recouvert de son vernis uniforme. L'illusion de l'unité, nous la devons aux lettrés. Par la vertu magique d'une écriture inaccessible et secrète, ils créent partout

où ils pénètrent l'unité du savoir, l'unité de la doctrine, l'unité des traditions; en eux tout nouveau conquérant retrouve du premier coup une administration toute prête, la même sous toutes les dominations : rien ne semble changé. Ils sont l'unique mais puissant élément de stabilité politique : s'il y a un empire, c'est grâce à eux. Mais, dans ce moule éternel, quelle matière hétérogène et changeante!

Et d'ailleurs ce moule est large et plastique; il n'empêche nullement l'évolution de la société, tout au plus il la modère et la régularise. Quelles sont les lois de cette évolution? A quel stade est-elle parvenue? Voilà qui est malaisé à déterminer. Nous avons noté des analogies souvent frappantes avec des événements ou même des périodes de l'histoire d'Occident; mais, loin de nous éclairer, ces analogies nous déroutent : elles évoquent pêle-mêle les peuples les plus divers, les époques les plus éloignées. Elles semblent témoigner que partout les mêmes circonstances produisent les mêmes effets, mais que l'enchaînement de ces circonstances n'est nullement immuable, et que toutes les fractions de l'humanité ne tournent point dans un même cycle. La Grèce de Périclès l'emportait en civilisation sur la Chine; à son tour celle-ci apparut plus avancée que l'Occident

aux Européens qui la découvrirent au XIIIe siècle; et voici qu'aujourd'hui nous la dépassons de nouveau.

Nos propres vicissitudes ont-elles seules produit ces oscillations autour de la civilisation chinoise demeurée immobile? Assurément non. Entre la Chine du Premier Empereur et celle de Kang-si, il y a la même distance qu'entre l'Europe de César et celle de Louis XIV. Ses inventions, l'imprimerie, la boussole, la poudre, la banque, ne sont point anciennes : elles ont précédé les nôtres, mais de peu; leur succession suffit à démontrer le mouvement. L'avance énorme que nous avons prise n'est que l'œuvre d'un siècle, et rien ne prouve que les Chinois, bénéficiant de nos découvertes, ne parviennent à nous rejoindre.

Surtout si nous leur en imposons la nécessité! Notre civilisation ne se manifeste guère à l'extérieur que par la force brutale qu'elle nous donne et les conquêtes qu'elle nous permet. Or les Chinois n'ont nulle envie d'être conquis par nous. « A mort l'étranger! » Ce cri qui n'a point été lancé contre tant de conquérants qui se fixaient à demeure, qui n'arrivaient en Chine que pour s'y faire Chinois, ce cri s'élève de toutes parts contre l'Européen orgueilleux qui veut commander en Chine et y rester étranger. Ainsi qu'il advint aux

Mongols, souverains de l'Asie et non pas seulement de l'Empire du milieu, nous groupons contre nous tous les intérêts, tous les sentiments. La réaction contre l'extérieur éveille dans le peuple le sens de sa propre personnalité ; au danger commun les patries fragmentaires reconnaissent leur parenté : la grande patrie prend conscience d'elle-même. De ce monde turbulent et guerrier que nous nommons la Chine craignons de faire une nation !

Mais n'allons pas croire qu'elle existe ! Nous avons affaire à une de ces gigantesques et artificielles constructions dont notre propre histoire nous enseigne la fragilité. Aujourd'hui l'infime peuplade des Mandchous tient asservie l'énorme Chine. Son pouvoir sera-t-il éternel ?

Sans doute son habileté est merveilleuse. Les assauts dont elle a triomphé attestent sa force de résistance. Jamais on ne l'a vue s'abandonner, au milieu des pires catastrophes, et quand, en pleine tourmente, il ne s'est trouvé aucun homme au gouvernail, c'est une femme qui a pris la direction et mené le navire vers le port. Menacée à présent par l'ennemi extérieur, il faut admirer avec quelle souplesse cette tribu de conquérants, se retournant vers les vaincus, solidarise son intérêt avec les leurs et tire parti pour sa défense de forces dont elle devrait tout redouter.

Mais une situation si précaire se peut-elle prolonger? En vérité les camps mandchous sont toujours là pour imposer aux provinces la volonté impériale, mais aussi pour leur rappeler qu'un étranger est sur le trône et qu'il ne règne que par la violence. Comment croire que les Chinois, une fois armés et plus forts que leurs maîtres, supporteront longtemps le joug? Ne se trouvera-t-il plus parmi eux, comme durant toute l'histoire, de général ambitieux de prendre la couronne, de gouverneur désireux de transformer en royauté durable et héréditaire les pouvoirs qu'un caprice peut lui enlever?

Déjà l'occasion favorable se prépare pour les fauteurs de coups d'État. A l'impératrice septuagénaire, à l'empereur maladif, nul héritier n'est encore désigné; celui qui le sera ne devra être pris que parmi des princes enfants. Se trouvera-t-il une nouvelle régente de taille à triompher de difficultés dont un monarque accompli aurait peine à sortir? Car, on n'en peut douter, la disparition escomptée de l'un des souverains qui occupent le trône sera le signal d'événements graves : c'est le moment que guettent les éternels candidats à l'empire, tous ceux qui savent tenir une épée. Dans cette anarchie, faudra-t-il s'étonner si les maîtres actuels de la Mandchourie, peut-être

appelés, comme deux siècles plus tôt les Mandchous, par l'un des partis rivaux, franchissent d'un élan le court espace qui les sépare de Pékin, et, comme leurs prédécesseurs et tant d'autres conquérants, deviennent à leur tour les maîtres de la Chine?

Mais peut-être aussi sera-ce l'heure d'une dislocation conforme à l'histoire et à la nature. Il n'est guère dans la logique des choses que quatre cents millions d'êtres puissent éternellement confondre leurs intérêts. L'introduction des sciences et des méthodes occidentales, en ébranlant sur sa base l'immense édifice, accentue les lézardes et hâte la dissociation de matériaux mal agrégés. La révolution n'atteint pas également toutes les classes ni toutes les provinces. Surtout elle ne va pas agir de même sorte sur les intellectuels et les gens de commerce, les paysans qui ne connaissent que leur vallon et les coolies qui ont couru le monde, les moines contemplatifs du boudhisme et les belliqueux sectateurs de l'Islam, sur les cavaliers nomades au régime patriarcal et fédératif, les montagnards féodaux et les sauvages des cavernes demeurés à l'âge de la pierre?

Ce malaise général, ce désarroi, cette incapacité à réaliser la plus simple réforme, que chacun constate, ne sont point l'effet d'une inaptitude

foncière au progrès; mais, comme on voit en chimie la présence d'un nouveau corps déterminer ou rompre des combinaisons, détruire ou faire naître des affinités, les nouveautés d'Occident provoquent des réactions inégales, qui accusent les divisions. Sous le Chinois-type, cet être de raison créé par les philosophes et dont une littérature toute d'école s'est systématiquement appliquée à reproduire le canon intangible, on voit apparaître les hommes réels, différents de race, de langage, de culture, de pensée. L'unité factice et démesurée qui les assemble — et les neutralise — commence à se disloquer. Avec elle cessera l'impuissance. Si la Chine vient à se décomposer, n'y voyons pas l'œuvre destructrice de la mort, mais la poussée impatiente d'organismes distincts qui veulent vivre de leur vie propre.

Dans ces grandes confusions qui marquent les fins de civilisations, l'avènement de nouveaux principes, la chute d'un état de choses consacré par le temps, des couches nouvelles d'humanité montent à la surface. Quand le monde romain se fut effondré, d'entre ses débris on vit apparaître des nations jeunes et pleines de sève. Elles ne venaient point du dehors : les Barbares, on le sait, ne furent qu'une poignée, et la plupart d'ailleurs étaient depuis longtemps incorporés à l'empire.

Ce fut du sol même que se levèrent les anciennes races endormies sous le joug, et en apparence usées et épuisées encore plus que leurs maîtres. De quelques tribus franques, auxiliaires des Romains, mais surtout des Gaulois, si abâtardis que pas un ne s'opposa aux invasions barbares, la France est sortie! Ainsi, sous la sénilité du monde latin, la jeune Europe se préparait, invisible; et Rome était tombée depuis plusieurs siècles, que la fiction de son empire continuait à régner sur les esprits, et sa langue à demeurer la langue officielle de nations qui n'osaient point proclamer leur libération et afficher leur personnalité. Aujourd'hui même des peuples nouveaux, hier inconnus, ne naissent-ils pas aux lieux mêmes où tomba de caducité l'empire de Byzance, et où le Turc, son héritier, semble agoniser à son tour?

*
* *

L'empire de Chine touche-t-il à sa ruine? La civilisation chinoise est-elle sur son déclin? L'intense vitalité que nous avons reconnue va-t-elle leur donner un regain de force, dont l'univers entier subira les effets, ou précipiter leur chute pour appeler à l'existence, ainsi que jadis, de nouveaux États? Bien imprudent qui oserait pro-

phétiser en ces matières! Loin d'y prétendre, ce livre ne s'est proposé que de montrer la complexité du problème et le danger de spéculations sans fondement.

Nous ne savons rien de la Chine. Au lieu d'une anomalie monstrueuse, informe, inerte, échappant dans son isolement aux lois du temps et de l'espace, qui semblent l'oublier, mais impuissante à supporter la lumière et le mouvement, sorte de Léviathan destiné à périr dans le tourbillon de notre civilisation, nous discernons, en regardant mieux, des traits qui nous sont familiers : un empire composite, des guerres, des conquêtes, des révolutions, des innovations, de la vie! La Chine est pareille au reste du monde. Qu'on agisse donc envers elle ainsi qu'on fait ailleurs : qu'on l'étudie avant de la juger!

TABLE

AVERTISSEMENT..... V
TABLE DES MATIÈRES..... VII
INTRODUCTION..... 3

Livre I. — **La Chine guerrière**..... 11

Livre II. — **La Chine novatrice**..... 87
1re partie. — LA CHINE RELIGIEUSE..... 89
2e partie. — LA CHINE ADMINISTRATIVE ET SOCIALE.... 153

Livre II. — **La Chine actuelle**..... 195
1re partie. — APPARENCES ET RÉALITÉS..... 195
2e partie. — LA TRANSFORMATION MODERNE..... 245

CONCLUSION..... 307

1451-06. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 11-06.